

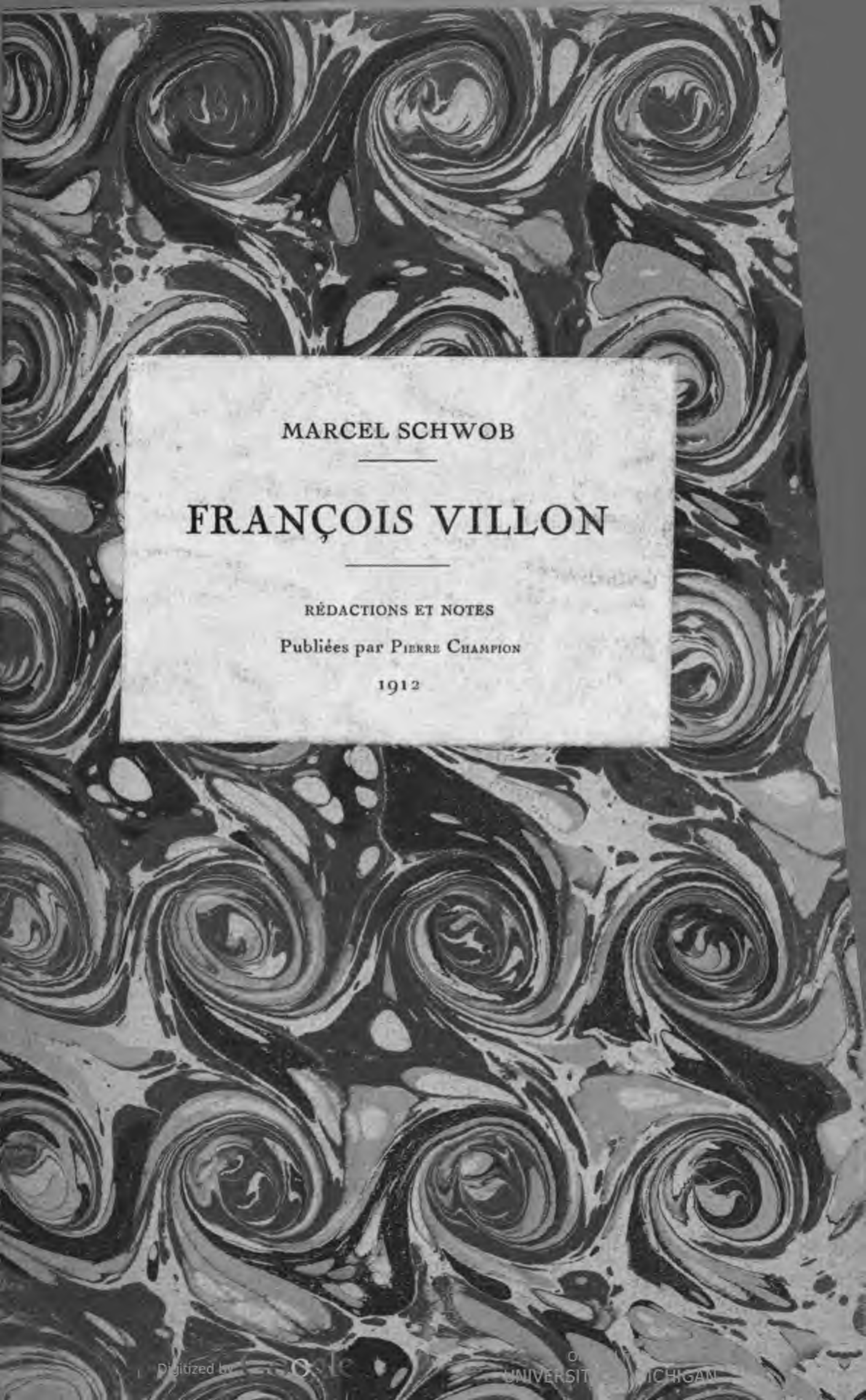
B 992,859

PROPERTY OF
*University of
Michigan
Libraries*

1817



ARTES SCIENTIA VERITAS

The book cover features a traditional marbled paper pattern with swirling, organic shapes in various shades of grey, black, and white. A rectangular white label is centered on the cover, containing the title and publication information in black serif type.

MARCEL SCHWOB

FRANÇOIS VILLON

RÉDACTIONS ET NOTES

Publiées par PIERRE CHAMPION

1912

FRANÇOIS VILLON

IL A ÉTÉ TIRÉ 200 EXEMPLAIRES
(NON MIS DANS LE COMMERCE)
POUR LES AMIS DE MARCEL SCHWOB

MARCEL SCHWOB

FRANÇOIS VILLON

RÉDACTIONS ET NOTES

PUBLIÉES PAR PIERRE CHAMPION

PARIS

IMPRIMERIE DE J. DUMOULIN

5, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, 5

1912

848
V760
542.

Gl
100
100
100
100
100

François Villon et son temps

1431 — 1463 (?)

CHAPITRE PREMIER

LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-BENOIT-LE-BIEN-TOURNÉ

Au commencement du quinzième siècle, l'église collégiale de Saint-Benoît-le-Bien-Tourné constituait une communauté assez importante bien que peu riche. Elle s'élevait un peu plus haut que l'emplacement occupé aujourd'hui par les bâtiments de la nouvelle Sorbonne, presque en face du lycée Louis-le-Grand. Son porche s'ouvrait sur la rue Saint-Jacques; au sud, son aile méridionale était limitée par ses charniers; à l'ouest et au nord, elle s'étendait dans son propre cloître, lequel formait un boyau irrégulier qui débouchait au nord, dans la rue des Mathurins, et, à l'est, dans la rue Saint-Jacques après s'être élargi en une assez vaste cour. L'aile septentrionale de l'église donnait sur cette cour en face de la maison de l'*Image-Saint-Estienne*, devant laquelle il y avait un puits. Lorsqu'on entrait dans le cloître par la porte de la rue Saint-Jacques, on trouvait sur sa droite « l'ostel des prisons » qui appartenait à la justice de

Saint-Benoît¹. Le cloître de Saint-Benoît était vaste et percé de trois portes ; à la moisson et aux vendanges, on y apportait les redevances en grains et en vins qui étaient dues aux chanoines ; et, dans cette saison d'automne, on y tenait un marché public. Les chanoines avaient dû consentir à y céder une grange à l'église Notre-Dame où on transportait le blé perçu par son chapitre². De l'autre côté de la rue Saint-Jacques, en face du porche d'entrée de l'église, s'allongeait l'ancien cimetière de Saint-Benoît, qu'il ne faut pas confondre avec la rue du Cimetière-Saint-Benoît, située du même côté, mais plus au sud. L'ancien cimetière de Saint-Benoît aboutissait aux bâtiments du collège de Cambrai, lui-même séparé à l'est du collège de Tréguier par la petite ruelle de Fromentel. Au sud, le collège de Cambrai s'avancait jusqu'à la rue de l'Ospital Saint-Jehan de Jérusalem, sur laquelle donnaient les jardins et les granges de la grande commanderie de Saint-Jehan de Latran. Un peu plus loin, à l'est, se trouvaient les écoles de Décret, dans la rue du Clos-Bruneau ; une partie de ces écoles appartenaient à la commanderie de Saint-Jehan de Latran. La rue de l'Ospital-Saint-Jehan se prolongeait jusqu'au mont Saint-Hilaire dont elle prenait le nom à partir du puits Certain. Quant au collège de Navarre, il était situé à l'est, en dehors des limites du quartier de Saint-Benoît, dans la rue de la Montagne-Sainte-Genève.

1. Plan de restitution de Berty pour la région centrale de l'Université. (*Topographie historique du vieux Paris.*)

2. Jaillot. *Recherches sur Paris*, IV, 113.

Au nord-ouest de l'église Saint-Benoît, s'élevait le collège de Sorbonne ; au nord, vers la porte Saint-Jacques, le couvent des Jacobins. Au sud, comme l'église de Saint-Benoît, sur la partie occidentale de la rue Saint-Jacques, de l'autre côté de la rue des Mathurins, se dressait l'église du couvent des Mathurins en face de laquelle se trouvaient les maisons de la boucherie de Saint-Benoît, l'hôtel des Barillets et la grande taverne de la Mule ; au sud, la rue des Noyers, bordée par la chapelle Saint-Yves ; plus au sud encore, vers le Petit-Pont, mais avant l'église Saint-Séverin, la rue de la Parcheminerie où se rencontrait l'hôtel du Chariot.

Tel était, dans ses lignes principales, le quartier où fut élevé François Villon ; et il est indispensable, pour avoir quelque lumière sur sa vie et ses idées, d'étudier d'abord la petite communauté où il grandit et ne cessa de séjourner jusqu'à ce que l'histoire le perde de vue.

L'église de Saint-Benoît comptait sept chanoines, dont l'un à demi-prébende¹, et un assez grand nombre de chapelains bénéficiés. Elle était sujette de Notre-Dame ; c'est-à-dire que les canonicats et les chapellenies de Saint-Benoît étaient à la collation des membres du chapitre de Notre-Dame ; et que ceux-ci avaient droit de visite et de station dans l'église. Une redevance annuelle était due par la communauté de Saint-Benoît à raison de cette station. Enfin, les chanoines et les chapelains étaient sous la juridiction du

1. Lebeuf. *Histoire du diocèse de Paris*, éd. Cocheris, I, 51.

chapitre de Notre-Dame. Ainsi au mois de mars 1257, un chanoine nommé Albéric, fils de Théophanie du Petit-Pont, fut privé de sa prébende et déclaré déchu de son canonicat pour s'être affilié à une bande de voleurs ; le 23 janvier 1362, tout le clergé de Saint-Benoît fut excommunié¹. En 1450, maître Guillaume de Villon était dans les prisons du chapitre pour des raisons simplement relatives à l'administration de l'église. Dès le milieu du quatorzième siècle, les chanoines de Saint-Benoît supportaient avec peine la domination de Notre-Dame. Ils étaient très jaloux de leurs prérogatives seigneuriales. Le 21 novembre 1364, ils firent enregistrer au Châtelet une charte du roi Charles V, donnée au mois de juin de la même année, et qui conférait aux seigneurs du « chapitre » de Saint-Benoît le droit d'exécution et de haute justice dans leurs justices de Saint-Marcel pour Paris, de Saint-Ouen pour Saint-Denis, de Clichy et de Limeil². Pendant tout le quinzième siècle, les chanoines de Saint-Benoît ne cessèrent de soutenir ces droits. Pour les affirmer, ils obtinrent le 16 janvier 1413 (n. st.), un *vidimus* de la charte de Charles V³ ; et ils les faisaient encore établir par une longue information en janvier 1480⁴ (n. st.). Le chapitre de Notre-Dame tenta de s'opposer à la reconnaissance de la justice temporelle des seigneurs de Saint-Benoît. Dès le mois qui suivit la concession de la charte royale un grave conflit s'éleva. Le 11 juillet 1364, jour de la fête de saint Benoît, les chanoines de Notre-Dame se ren-

1. Arch. nat., L. 579, ap. Cocheris, I, 81.

2. Arch. nat., S. 900 et L. 579. — 3. Arch. nat., L. 579. — 4. Arch. nat., *ibid.*

dirent processionnellement à leur église sujette, pour y exercer leur droit de station. « Instruits, sans doute de leurs intentions hostiles, ceux de Saint-Benoît les avertirent qu'ils ne souffriraient pas qu'on portât atteinte à leurs droits et notamment à leur juridiction temporelle. Sans tenir compte de cette remontrance, les chanoines de Notre-Dame firent lire, après avoir chanté une antienne à Saint-Benoît, un acte contraire aux privilèges de l'église. Les chanoines de Saint-Benoît protestèrent, et demandèrent acte de leur protestation à leur notaire, chanoine comme eux, Jehan le Clerc. Aussitôt un grand tumulte s'éleva. Ceux de Notre-Dame se jetèrent sur Jehan le Clerc, le renversèrent à terre et l'emmenèrent dans leur prison. Une longue lutte judiciaire s'engagea à la suite de ces violences. Elle ne prit fin que par un arrêt du Parlement qui reconnut les immunités de Saint-Benoît et condamna ceux de Notre-Dame à 500 livres d'amende envers cette église, 500 livres envers le roi et 100 livres envers le notaire Jehan le Clerc¹. »

Pendant plus de cent ans, la petite communauté, qui revendiquait son indépendance, ne cessa de lutter contre le grand et puissant chapitre qui ne perdait pas une occasion de l'humilier. Le 8 juin 1370, le cardinal d'Ostie prononça une sentence qui interdisait aux chanoines de Saint-Benoît de prendre le nom de chapitre². C'est probablement celle qui figure dans le grand Cartulaire de Notre-Dame, sans date³ : *Sentencia a iudicibus ecclesiasticis, ut videtur, lata,*

1. Tanon. *Histoire des justices ecclésiastiques de Paris*, p. 264-265.

2. Arch. nat., L. 576. — 3. III, p. 365.

qua statuitur canonicos, clericos et personas ecclesiae Sancti Benedicti nec esse nec facere posse vel debere capitulum sive collegium, neque habere vel habuisse sigillum capitulare aut arcam; nullum denique pactum iniri posse sine licentia et auctoritate Capituli Parisiensis cui ecclesia Sancti Benedicti est subjecta. L'année suivante, le 27 février 1371, le chapitre de Notre-Dame faisait constater que le doyen et le chapitre de l'Église de Paris ont coutume d'aller chaque année faire une station et procession solennelle à Saint-Benoît, le jour de la fête du saint, le 11 juillet, et que, pour cet office de stations, ils prennent chaque jour de la fête de Saint-Benoît, sur l'église et les chanoines de Saint-Benoît, 17 livres 11 sols 9 deniers parisis de rente avec 3 mines de blé¹. Le 6 juillet 1407, les membres de la communauté de Saint-Benoît durent venir s'excuser devant le chapitre de Notre-Dame pour avoir pris le nom de « chapitre de Saint-Benoît » devant le Parlement². Mais ce n'étaient pas des excuses sincères : en effet, un acte du 3 décembre 1447 (*datum in ecclesia nostra*) débute ainsi : *Universis presentes litteras inspecturis Capitulum seu canonici atque communitas ecclesie Sancti Benedicti Beneversi Parisius s. in D., etc.*³. Le 7 avril 1408, le chapitre de Paris lance un mandement contre les chanoines de Saint-Benoît qui prennent le titre de chapitre auquel ils n'ont pas droit ; le 20 août de la même année, il excommunie Symon Champion, chanoine de cette église, et le fait emprisonner le

1. Arch. nat., L. 576. — 2. *Ibid.* — 3. Arch. nat., S. 896.

3 septembre ; enfin, le 19 septembre 1408, une commission de trois chanoines de Notre-Dame et de deux chanoines de Saint-Benoît examine les conditions d'une trêve¹.

Ainsi les chanoines et chapelains de Saint-Benoît résistaient. Souvent la discussion dut être très comique. Voici, par exemple, le résumé de ce qui se passa au chapitre de Notre-Dame le 12 juillet 1415. « Le promoteur exposa que les chanoines de Saint-Benoît, qu'il avoit cités devant le Chapitre, devoient à la feste du Patron tenir le chœur par l'un d'entre eux pendant la messe et qu'ils devoient au nombre de deux dire l'*Alleluia* avec deux chanoines de l'Église de Paris, ce qu'ils n'avoient pas fait la veille. Messieurs de Saint-Benoît respondent qu'ils ne sçavoient pas qu'ils fussent tenus à autre chose qu'à recevoir leurs seigneurs avec honneur, avec les encensoirs, et en procession ; que néanmoins, ils feroient volontiers tout ce que Messieurs voudroient, *quoiqu'ils ne sçussent pas bien chanter*. Là-dessus, on leur pardonna le passé, en leur recommandant une exactitude plus scrupuleuse à l'avenir². » Et, en effet, on ne chantait pas à Saint-Benoît. Les chanoines n'y établirent d'enfants de chœur qu'en 1482, avec un maître pour enseigner aux enfants la grammaire et la musique³.

Cette détestable journée du 11 juillet, fête patronale de Saint-Benoît, où deux chanoines de Notre-Dame venaient chanter dans l'église et imposer leur chant à deux chanoines de Saint-Benoît, devait être haïe par toute la petite commu-

1. Arch. nat., LL. 110. — 2. Arch. nat., L. 576. — 3. Arch. nat., S. 898.

nauté. Il n'y a point de doute que c'est le souvenir tragico-comique des deux orgueilleux vieux chanoines de Paris, Guillaume Cotin et Thibault de Vitry, chantant au lutrin de Saint-Benoît à la fête patronale, qui traverse l'esprit de Villon lorsqu'il écrit :

C'est maistre Guillaume Cotin
Et maistre Thibault de Victry,
Deux povres clerks, *parlans latin*,
Paisibles enfans, sans estry,
*Humbles, bien chantans au lectry*¹...

D'autres discussions d'intérêt se joignaient à ces querelles. La communauté de Saint-Benoît s'efforçait d'échapper à l'impôt de 12 livres 11 sols 9 d. 5 mailles et de trois mines de blé, redevance de la station annuelle du chapitre de Paris. Cette cérémonie pourtant devait être une grande fête pour le quartier. Notre-Dame y faisait transporter dans des coffres des reliques de saint Benoît, patron de l'église. Mais les chanoines tenaient encore plus à leur indépendance². Un procès s'engagea à ce sujet au Châtelet le 4 février 1438 (n. st.). Les intérêts de Notre-Dame y étaient représentés par maître Pierre Genevois, procureur du chapitre de Paris au Châtelet. Le 6 février, maître Guillaume Cotin et plusieurs autres étaient chargés de négocier avec ceux

1. *P. T.*, h. 28.

2. « Habeant Benedictus et ejus socius iij s. pro secunda vice defferendo coffros apud Sanctum Benedictum in processione que ibidem fit in translatione Sancti Benedicti, ultra V s. quos sibi debentur pro prima die, quia processio non fuit ibidem facta propter pluviam, sed altera die sequens fuit facta et sic fuerunt coffri bis portati. Quare habeant pro prima vice V s. et pro secunda iij s. » (Arch. nat., LL. 119, p. 572, 19 juillet 1458.)

de Saint-Benoît¹. Un arrangement provisoire fut conclu le 7 mars. Mais dix ans après les difficultés avaient évidemment reparu. Le 3 juillet 1449, la commission de Notre-Dame vint exercer son droit de visite à Saint-Benoît. Elle se composait de l'archidiacre de Josas, de Jehan de l'Olive, sous-chantre ; Robert Ciboule, pénitencier, et maître Guillaume Cotin, chanoine. Ceux-ci furent reçus par Denis le Comte, Estienne de Montigny, Jacques Barre, Regnault de Paris, chanoines, Geoffroy le Normant, curé, Guillaume de Villon, Miles Guérin, Laurens Poutrel, Jehan Cardon, chapelains, Jehan Payen, sous-diacre et Henri de Mote, vicaire. Ceux de Saint-Benoît répondirent à l'official du chapitre, après qu'il eut exposé l'objet de la visite, qu'ils reconnaissaient bien être sujets de Notre-Dame, mais qu'ils ne donneraient point procuration de cette visite au chapitre de Paris. Puis ils implorèrent l'exemption des arrérages du droit de station, pour lequel ils étaient en procès, vu la pauvreté de leurs revenus. La commission de Notre-Dame promit la grâce au nom du chapitre : mais le procès continua². Et, le jour de la translation de saint Benoît, 11 juillet, l'archidiacre, le sous-chantre et le pénitencier vinrent interrompre la procession qui se faisait dans l'ancien cimetière, et reprochèrent aux marguilliers d'avoir laissé là des immon-

1. Arch. nat., LL, 114.

2. « Item, quia est processus, ut dicebant, inter capitulum et ipsos canonicos occasione cujusdam stacionis, supplicaverunt dominis quod vellent sibi facere aliquam moderacionem et graciā et cessare processum contemplacione paupertatis reddituum dicte ecclesie et quia multas habebant facere reparaciones in dicta ecclesia et multa alia sustinere... Quibus responsum est quod passando condempnacionem de redditibus, domini de Capitulo libenter fecerent eis graciā de arreragiis. » (Arch. nat., LL. 116, p. 628).

dices qu'ils leur enjoignirent de faire disparaître dans l'espace de huit jours¹. Le procès arriva devant le Parlement où il dura encore de longues années. Finalement, ceux de Saint-Benoît furent condamnés par un arrêt du 23 février 1457² (n. st.) à payer au chapitre la somme de 72 livres parisis et 110 s. p., qui représentaient en monnaie la redevance en nature du blé. Le 9 avril, Estienne de Montigny, Denis le Comte et Pierre du Vaucel vinrent demander au chapitre de Paris de leur remettre une partie de la somme taxée; et le chapitre finit par y consentir le 31 août, à condition que ceux de Saint-Benoît payeraient les « mises et despens » du procès³. Pourtant, les chanoines de Saint-Benoît ne cessèrent d'user de tous les moyens qu'ils purent imaginer pour échapper à l'impôt de Notre-Dame. Voici la requête qu'ils adressèrent le 18 novembre 1465 :

« A messeigneurs les Doien et chapitre Nostre Dame de Paris. Supplient humblement les chanoines de Saint-Benoist, comme ladicte esglise ait esté desrobée puis troys ans ença par deux foys, c'est assavoir la chasse, la croix, le tronc et les calices, et iceulx chanoines vous soient tenuz en douze livres onze sols neuf deniers V mailles et troys mines de blé à cause de l'office de la chambre et stacions de ladicte Esglise de Paris, ce considéré et que lesdis supplians par la fortune

1. ... « Ad processionem ecclesie que ibidem fuit personaliter accedentes, ibidem visitaverunt cimiterium parrochie dicte ecclesie prope dictam ecclesiam existens; et quia ibidem invenerunt et reperiunt nonnullas immundicias, preceperunt matriculariis laycis dicte ecclesie ut ipsas infra octo dies proximos amoveri facerent. Quod facere promiserunt se excusantes et dicentes quod nesciebant easdem immundicias ibidem fore. » (Arch. nat., LL. 116, p. 630.)

2. Arch. nat., L. 576. — 3. Arch. nat., LL. 119, p. 205, 340.

de la guerre ont tout perdu ceste année, et par especial leurs grains, il vous plaise de voz benignes graces faire ausdis supplians aucune grace de ladicte somme et par especial desdis grains dont ils n'ont aucune chose receu pour ceste année; et vous ferez bien et aumosne, et lesdis supplians prieront Dieu pour vous. »

Le chapitre ne fut pas généreux : *Remittitur supplicanti-bus una mina bladi pro isto anno dumtaxat*¹.

Le chapitre de Notre-Dame traitait avec une méprisante hauteur ses églises sujettes ; et, cependant, un grand nombre de chanoines de Paris y avaient des prébendes. Mais, au fond de la longue contestation de l'église Saint-Benoît avec Notre-Dame, il faut chercher un motif plus grave encore que le désir d'indépendance qu'éprouvait la petite communauté. La charte accordée par Charles V, en 1364, donnait droit de seigneurie aux chanoines et aux chapelains de Saint-Benoît; ils étaient désormais « messeigneurs » de Saint-Benoît, et tout ce que put faire Notre-Dame, c'est de leur refuser l'autorisation de se constituer en chapitre. Le roi protégeait évidemment la petite communauté, qui, sur sa part, demeura dans des sentiments royalistes, fidèle à son seigneur dans les temps les plus troublés. Au mois d'août de 1391, le roi Charles VI fonda un obit pour Charles V, qui avait légué à l'église par testament 300 francs d'or pour acquérir 20 livres de rente perpétuelle². En 1415, la reine Isabeau de Bavière acquit de maître Thibault de Vitry

1. Arch. nat., LL. 121, p. 26.

2. Arch. nat., LL. 464, f° 343.

4 livres parisis de rente pour fonder un obit solennel chaque année à Saint-Benoît : pour amortir cette rente, Thibault de Vitry céda aux seigneurs de Saint-Benoît une maison sise au coin de l'abreuvoir de la place Maubert, et qui fut payée 120 livres tournois par maître Hémon Raguier, trésorier de la reine et l'un de ses exécuteurs testamentaires, le 14 février 1418 (n. st.)¹. Mais nous avons un témoignage alors précis de la fidélité royaliste de cette petite communauté. Le 31 août 1418, lorsque les bourgeois de Paris durent venir prêter serment entre les mains de Jehan Sans Peur, duc de Bourgogne, sur sept chanoines de Saint-Benoît, il ne s'en présenta qu'un seul, messire Jehan Potier² ; il est vrai que les vicaires et les chapelains eurent moins de courage. Charles VII n'oublia pas l'attitude de cette église ainsi dévouée à trois rois à travers les révolutions. Lorsque la reconstitution du parti royaliste en France eut permis le procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc, l'un des neuf mémoires justificatifs insérés au procès fut demandé à Jehan de Montigny³, docteur en décret, qui avait été chanoine de Saint-Benoît, en 1439, puis avait cédé sa prébende, en 1441, à son frère Estienne⁴. De plus, les deux notaires qui vacquèrent au procès furent Denis le Comte et François Ferrebouc. Tous deux appartenaient à la communauté de Saint-Benoît. Denis le Comte était chanoine de l'église depuis

1. Arch. nat., LL, 464, f° 225 ; S. 893 B.

2. Leroux de Lincy. *Paris et ses historiens au quatorzième et au quinzième siècle*, p. 382.

3. P. Lanéry d'Arc. *Mémoires et consultations en faveur de Jeanne d'Arc*, p. 277.

4. Arch. nat., LL. 276.

1438 à la place de Jehan de Lagny¹. C'était donc un des plus anciens membres de la communauté. François Ferrebouc, scribe de l'official de l'évêque de Paris, plus tard, l'un des correspondants de Robert Gaguin, avait une prébende dans l'église Saint-Benoît, qu'il échangea le 5 octobre 1457 avec Georges du Plessis². Pour leurs travaux durant le procès de réhabilitation, Denis le Comte et François Ferrebouc reçurent 68 livres tournois 15 sols ; puis ils furent « ordonnez à escrire le proccès et sentence en six volumes ou livres », copie qui leur fut soldée au prix de trois cents livres tournois³. Le roi Charles VII avait une parfaite connaissance des fonctionnaires qu'il employait et, clairement, il dut désigner, pour présider à une œuvre si délicate, des gens très sûrs, et qu'il avait éprouvés. On reconnaît l'excellence du choix qu'il faisait de ses serviteurs à un signe positif : Louis XI, qui avait disgracié la plupart des officiers de son père à son avènement, dut les reprendre presque tous après la bataille de Montlhéry. Ainsi on ne saurait douter que la communauté de Saint-Benoît demeura dévouée au roi, tandis que le chapitre de Notre-Dame, contre qui elle luttait, était en majorité inféodé aux Anglais et surtout aux Bourguignons.

C'est dans ce milieu royaliste que fut élevé François Villon, ainsi que nous le verrons ; et on trouve dans son œuvre de nombreuses traces des convictions de la petite com-

1. Arch. nat., LL. 267. — 2. Arch. nat., LL. 119, p. 368.

3. Bib. nat., fr. 32. 511, *Extrait du deuxième compte de Robert de Molins*, septembre 1458.

munauté. La tradition du roi Charles V avait dû rester vivace à Saint-Benoît, et Villon parle de Duguesclin : « Claquin, *le bon Breton* ¹. » Il assista au mouvement qui provoqua la réhabilitation de Jeanne d'Arc, qui émut et toucha vivement la petite communauté. Et Villon écrit : « Jehanne, *la bonne Lorraine*. » Même il dit instinctivement du roi, qui, cependant, ne paraît pas l'avoir protégé bien efficacement : « Charles septiesme, *le bon*. »

Quelles étaient les ressources de cette petite communauté royaliste, si jalouse de son indépendance et de ses droits seigneuriaux ? Elle n'était pas bien riche. En 1790, d'après la déclaration du 27 février, faite par Jean Brunet, chanoine et procureur du chapitre, elle jouissait d'un revenu de 15 212 livres 5 deniers dont il faut déduire 6 861 livres 3 sous 11 deniers de charges². Et au quinzième siècle, elle possédait encore beaucoup moins. On peut en juger par la déclaration des terres, fiefs et rentes de la communauté qui figure parmi les aveux de la prévôté et vicomté de Paris le

1. Duguesclin demeura aussi comme une figure héroïque dans le souvenir de la famille d'Estouteville, qui protégea Villon, et dont il épousa les affections et les haines. On lit au ms. 4995 de la Bib. nat. *Livre hystorial des fais de feu Msgr Bertrand du Guesclin* :

En un temps qui a yver nom
(Du chasteau roial de Vernon
Qui yst aux champs ert à la ville)
Fist Jehanet d'Estouteville
Dudit chastel lors cappitaine,
Aussi de Vernoinnet sur Sayne
Et du roy escuier de corps,
Mectre en prose, bien m'en recors,
Ce livre cy extrait de ryme
Complet en mars dix neufyme.
Qui de l'an la dacte ne scet :
Mil CCC iiij xx et sept

2. Lebeuf. *Histoire du diocèse de Paris*, éd. Cocheris, II, 86.

18 avril 1384¹. « Premièrement, à Paris, ladicte église est assise en cloistre, ou quel cloistre a prisons, siège à tenir les plaiz, haulte juridicion, moyenne et basse... et ont leur maire, duquel l'en appelle au baillif de lad. église, laquelle juridicion couste à garder et gouverner par an XXX l. ou environ. » Puis haute juridiction dans la grande rue Saint-Jacques, de l'hôtel de Marmousets, en descendant jusque devant Saint-Mathurin, rue Saint-Hilaire et partie de Clos-Bruneau, partie des rues de la Harpe, Pierre-Sarrasin, Saint-Cosme et Saint-Damien. Les louages, rentes et fonds de terre des maisons de cette région rapportaient à l'église 126 livres 19 sols 6 deniers et à la communauté 200 livres 6 sols (avec 20 livres de charges). D'autres maisons et pièces de terre éparses dans Paris, à Saint-Marcel, à Vanves, pouvaient rapporter ensemble une trentaine de livres. « *Item*, à Limeul, a ung hostel appelé l'Ostel des Carmaux... avecques deux granges... auquel hostel puet avoir et appartenir iiij^{xx} arpens de terre, tant arables comme en frische, lesquels... sont bailiez à ferme... à xvij septiers de grain. » Saint-Benoît y possédait aussi 6 arpents « que prés que saussoiez », 6 arpents et demi de vignes et 100 sols de rentes avec 40 arpents de menus bois. « *Item* en lad. ville de Limeul haulte justice, moyenne, et basse seignourie. » A Saint-Marcel-les-Paris, à Clichy, à Saint-Ouen, en certains lieux, Saint-Benoît exerce le même droit de juridiction. Enfin, les terres de Milly-sur-Marne peuvent rapporter 24 livres ou environ. Tout compte fait, cet état en

1. Arch. nat., P. 129, f^o 3.

chiffres ronds représente, pour l'église et la communauté, un revenu de 550 livres environ, sans les charges. Mais chacune des chapelles avait ses maigres rentes établies sur des terres ou maisons déterminées. Il est pourtant certain que l'impôt de Notre-Dame, quelque modique qu'il fût, devait peser lourdement sur la petite communauté nécessiteuse dont il nous faut maintenant apprendre à connaître les membres.

Parmi les chanoines de Saint-Benoît, voici ceux dont il est utile pour nous de relever les noms : en 1430, Regnault de Breban¹ et Michel Claustre²; en 1437, Nicolas Confranc ; en 1438, Denys le Comte ; en 1439, Jehan de Montigny ; en 1441, Estienne de Montigny, à la place de son frère Jehan de Montigny ; en 1443, Jehan le Blanc ; en 1444, Jacques Barré à la place de Nicolas Confranc ; en 1445, Louis Raguier à la place de Jehan le Blanc ; en 1447, Jehan de Courcelles, puis Regnault de Paris à la place de Louis Raguier ; en 1456, Pierre du Vaucl ; en 1460, Henri Thiboust qui remplaça Estienne de Montigny, mort. Henri Thiboust fut chanoine de Saint-Benoît jusqu'en 1464.

Les curés de Saint-Benoît furent de 1438 à 1452 Geoffroy le Normant ; de 1452 à 1457, Jehan Postel ; de 1457 à 1460, Richard Postel ; de 1460 à 1466, Symon Chapitaut³.

Voici maintenant la liste des procureurs de la communauté de Saint-Benoît, c'est-à-dire de ceux de ses membres qui étaient chargés de l'administration des intérêts de l'église

1. Mort en 1437. — 2. Mort en 1448.

3. Arch. nat., LL. 276.

et de la communauté (perception des rentes et cens, conduite des procès, etc.). Relevons d'abord, en 1429, maistre Jehan de Sens. En 1438, messire Pierre Cardon. De 1439 à 1442, maistre Guillaume de Villon. En 1443, messire Nicolle Foucques. De 1444 à 1445, maître Guillaume de Villon. De 1446 à 1448, messire Jehan Foleau. En 1449, messire Milles Guérin. De 1450 à 1451, messire Jehan le Duc. De 1452 à 1453, maître Laurens Poutrel. De 1454 à 1456, maître Jehan le Duc. En 1457, maître Jehan du Ru. En 1458, messire Crespin Bailly. Les noms des procureurs, pour les années suivantes ne sont pas mentionnés¹.

Parmi les chapelains dont les noms sont épars dans les différents actes du fonds de l'église Saint-Benoît aux Archives nationales, il faut remarquer spécialement maître Guillaume de Villon; Jehan Martineau, dit de Sens « jadis pedagogien, escolier demourant à Paris » rue Saint-Victor, dans la paroisse de Saint-Etienne du Mont, maître ès-arts et bachelier en décret, qui laissa par testament à maître Guillaume de Villon et messire Jehan Foleau des terres à charge de faire célébrer des messes et des obits²; messires Jehan et Pierre Cardon; maître Jehan du Ru; maître Laurens Poutrel; maître Pierre Fassier; maître François Ferrebouc et enfin messire Jehan le Duc.

Différents actes du même fonds montrent aussi que la communauté de Saint-Benoît eut pour procureurs au Châtelet, à cette époque d'abord, Pierre Genevoys, puis Pierre Fournier.

1. Arch. nat., LL. 464, f° 394. — 2. Arch. nat., LL. 464, f° 359.

Enfin le maire de la justice de Saint-Benoît fut, pendant toute cette période, maître Jehan de Vaudetar « licencié en décret, conseiller du roy nostre sire, advocat au Chastellet de Paris, maire et garde de la terre et jurisdiction que ont messeigneurs les chanoines et *chappitre* de l'église Saint-Benoît à Paris¹ ». Il était fils de Pierre de Vaudetar et de Marguerite de Chanteprime, fille de Jehan de Chanteprime, conseiller général des finances et garde des chasses du roi. Il épousa Marguerite Claustre (nièce de Michel Claustre, chanoine de Saint-Benoît) ; il était valet de chambre du roi et vidame de Meaux ; une de ses filles, Catherine, épousa, le 31 décembre 1461, Jehan le Clerc, avocat au Châtelet ; une autre, Perrette, épousa, le 28 juin 1470, maître Nicole Pouart ; il eut encore deux fils, Pierre et Guillaume, qui se partagèrent, le 24 juillet 1504, la succession de leur oncle Artus, seigneur et vidame de Trilbardou. Jehan de Vaudetar fut prévôt et doyen de la grande confrérie aux Bourgeois de Paris. Il mourut le 9 juillet 1480 et sa femme le suivit le 6 juillet 1481². Le fief de Vaudetar était sis à Issy

1. Acte du 9 avril 1446 (n. st.). Arch. nat., S. 889^A.

2. « Obierunt egregius vir Johannes de Vaudetar nona die mensis Jullii anno millesimo CCCC^o octogezimo et nobilis Margareta Claustre ejus conthoralis die sexta mensis Jullii anno Domini M^oCCCC^o octogezimo primo qui, pro anime sue remedio salutari, Magne Confratrie Presbytorum et Burgentium Parisiensium legaverunt... summam sexaginta scutorum laureorum pro uno anniversario, nona mensis Julii, in basilica beate Marie Magdalene Parisiensis. Et quoniam predictus deffunctus in agendis negociis et manutencione predictae confratrie uti pluribus annorum curriculum in ea tam prepositure quam decanatus officia exercendo dum viveret liberius et curacius operam dedisset et manum adjutricem porrexisset, meruit ut pro se et suis reddantur vices et devotissime preces et vota pia fundantur. (Arch. nat., LL, 437.) »

et dépendait de l'abbaye de Saint-Magloire¹. L'hôtel de Vaudetar était situé près de la montagne Sainte-Geneviève².

En 1446, Jehan Luilier était « cleric et tabellion juré de la terre et jurisdiction » de Saint-Benoît³. Malheureusement, tous les registres de cette justice ont péri.

Telle est, en somme, l'histoire succincte de la communauté de Saint-Benoît pendant la période où François Villon y vécut. Mais elle avait, en dehors de ses modiques revenus et des pauvres droits de justice qu'elle pouvait percevoir, quelques autres ressources : c'est-à-dire que ses membres s'efforçaient de cumuler des bénéfices, ainsi qu'il se pratiquait en ce temps dans le clergé. Cependant, il ne paraît pas que les chanoines ou les chapelains de Saint-Benoît aient excédé à cet égard les limites permises. Ils aimèrent mieux profiter du voisinage des écoles de décret, qui se tenaient au Clos-Bruneau, et dont la commanderie voisine de Saint-Jehan de Latran possédait une grande partie. Presque tous les membres de la communauté de Saint-Benoît furent décrétistes.

Dès le 20 juin 1421, Guillaume de Villon, maître ès-arts, du diocèse de Langres, est admis bachelier en décret⁴. Le 20 novembre de la même année, il commençait à professer

1. Quelques-uns de ces renseignements m'ont été obligeamment communiqués par M. Courtault, des Archives nationales.

2. *Œuvres de Villon*. Ed. Longnon, p. XLI.

3. Arch. nat., S. 883^A.

4. 20 juin 1421. « Guillelmus de Bullione (l. Vullione), mag., in art. Lingonensis dioc. » (Marcel Fournier. *La Faculté de Décret de l'Université de Paris au quinzième siècle*, t. I, p. 219.)

dans les écoles à l'enseigne des *Connins*¹. Il n'aborda la seconde année que le 26 octobre 1425. Un an plus tard, le 11 octobre 1426, Jehan de Montigny, du diocèse de Sens, maître ès-arts, commençait sa deuxième année de bachelier, y était reçu licencié le 14 mars 1430. Le 20 juin 1430, Robert Radigue, prêtre, chapelain de Saint-Benoît, étudiait pour la première année ; maître Denis le Comte, chanoine de Saint-Benoît, était reçu bachelier le 16 décembre 1430, et Étienne de Montigny, frère de Jehan, obtenait le même grade le 26 août 1432 avec un certain Nicolas de Montigny. Pierre Fassier, élève d'Étienne de Montigny, était bachelier en décret le 20 juillet 1433² ; il passait sa licence le 20 mars 1436. Étienne de Montigny et Nicolas de Montigny, bacheliers en décret, du diocèse de Sens, étaient dans leur cinquième année en octobre-novembre 1436. Quant à Guillaume de Villon, il ne commença sa troisième année que le 27 septembre 1437. Le 8 avril 1438, Étienne et Nicolas de Montigny étaient aussi licenciés en droit canon. Le 27 mai 1440, maître Jehan de Montigny, official de Paris, était reçu docteur³. Le 26 septembre 1440, maître Guillaume de Villon abordait sa cinquième année. Il étudiait en décret depuis dix-neuf ans⁴. Notons encore que

1. 20 novembre 1421. « Guillermus de Vullione, mag. in art. Lingonensis dioc. bac. in dec. Parisius hodie in nonis B. Marie incipiet II librum Decretal. in scholis superioribus Curriculorum (*sic pro Cunniculorum*) pro primo anno, etc. » M. Fournier, *op. cit.*, p. 229.)

2. Id. *ibid.* (p. 263, 354, 362, 369, 387, 406).

3. Il était encore official de Paris en 1441 ; mais dès le 7 novembre 1443, c'était maître Pierre Maugier qui fut doyen de la Faculté de décret, de 1443 1444.

4. Id. à *ibid.*, f. 180^{vo} ; 185^{vo} ; 192^{vo} ; 193.

Jehan du Ru, chapelain de Saint-Benoît, était bachelier en décret le 18 juillet 1443, un peu après François Ferrebouc (27 février 1443).

Jehan de Montigny¹, docteur en décret, fut régent de la Faculté. Étienne de Montigny, depuis longtemps licencié, avait pris sur le tard le titre de docteur². Un titre de provision à sa chapelle pour maître Gilles de la Marche, chapelain de Saint-Benoît, le qualifie de « *clerico, in artibus magistro, et in jure canonico licenciato ac baccalario in legibus, scolario Parisius studenti* »³. Michel Claustre, Denis le Conte, chanoines, étaient licenciés en lois⁴. Maître Gilles Frere, chapelain, est licencié en décret, ainsi que François Ferrebouc. Enfin maître Guillaume de Villon apparaît comme bachelier en lois dès l'année 1430⁵. Il professait aux écoles.

Bien qu'il ne semble pas y avoir eu dans le cloître Saint-Benoît des écoles proprement dites telles que celles que l'on voit régir en 1438 dans le cloître Saint-Merri par le chapitre de Notre-Dame (la fonction de chantre étant en ce moment en litige⁶), il paraît bien que les chanoines et chapelains de Saint-Benoît élevaient des écoliers. Jehan le Duc, augmentant l'obit fondé à la grande Confrérie aux bourgeois de « vénérable personne maître Guillaume de Villon »,

1. Arch. nat., S. 891^A, 9 février 1461 (n. st.).

2. *Ibid.*

3. Arch. nat., S. 894^B, 6 novembre 1456.

4. Arch. nat., S. 889^A, 9 avril 1446 (n. st.).

5. Arch. nat., LL. 112, p. 217, 17 septembre 1430.

6. Arch. nat., LL. 114, 11 février 1438 (n. st.).

dit qu'il fut jadis le disciple « du dessusdit maître ¹ ». Le 17 janvier 1480 (n. st.), au cours d'une information, le même messire Jehan le Duc, « prestre et chappelain dudit lieu de Saint-Benoist, âgé de soixante ans ou environ, si comme il dit » déclare qu'il y a environ cinquante ans il était « demourant oudit claustre Saint Benoist avecques ung des chanoines dudit lieu ² ». Donc, vers 1430, un des chanoines de Saint-Benoît élevait dans sa maison le petit Jehan le Duc, âgé de dix ans, qui devenait bientôt l'élève de maître Guillaume de Villon. On a pu remarquer plus haut le nom de Jehan Martineau, dit de Sens, *pédagogien*, maître ès-arts et bachelier en décret, dont maître Guillaume de Villon était le légataire. Le codicille du testament d'Étienne de Montigny (8 janvier 1461 (n. st.) indique que l'un de ses exécuteurs, Pierre Fassier, bénéficié en l'église Saint-Benoît, était son clerc ³. C'était donc une habitude bien établie au cloître Saint-Benoît que les chanoines et chapelains de l'église tenaient chez eux et élevaient de très jeunes clercs, qui, le plus souvent, entraient plus tard dans la communauté. Il y a de bonnes raisons de croire que c'est ainsi

1. « In vigilia Regum in ecclesia beate Marie Magdelane obitus fundatus per venerabilem virum magistrum Guillermum Villon. Pro cujus fundacione habemur virginti octo solidos parisienses annui redditus et pro augmentatione istius vir venerabilis dominus Johannes le Duc, quondam frater istius confratrie, et antea discipulus prefati magistri Guillelmi Willon, dedit nobis duodecim libras ad emendum redditus. » (Arch. nat., LL. 437.)

2. Arch. nat., L. 579.

3. « Ordinavit executores suos venerabiles et circumspectos viros dominos et magistros Johannem de Montigny, ejus fratrem, Johannem Guerin, Johannem Genevi, compatrem suum, et prenominatum Petrum Foass er, *clericum suum*. » (Arch. nat., S. 891 A.)

que François Villon, comme nous le verrons, entra chez son « plus que père », maître Guillaume de Villon. On comprend aussi, dès maintenant, la connaissance technique dont Villon fait preuve à l'égard des termes de procédure. Guillaume Colletet avait été frappé de ce fait. « Je reconnois, dit-il, par un poème qu'il intitule *Causes d'appel* et par sa *Requête* adressée au Parlement, qu'il estoit fort bien instruit dans le style du Palais et dans l'intelligence des affaires...¹ » Les exemples de Colletet ne sont pas très bien choisis : mais les termes juridiques abondent dans les deux Testaments. Ainsi : « établir un laiz² » ; « être tenu à quelqu'un³ » ; « le Décret qui articulle⁴ » ; « récompenser⁵ », terme employé dans les ordonnancements de comptes ; « assigner la vie⁶ » ; « pur don⁷ » ; « cent francs prins sur tous mes biens⁸ » ; « laisser par résignacion⁹ » terme de procédure ecclésiastique dans les échanges de prébendes ; « *intendit*¹⁰ » ; « recevoir cens sur une maison¹¹ » ; « faire griefz exploits¹² » ; « soubz luy ne tiens s'il n'est en friche¹³ » ; « revoquer certains laiz¹⁴ » ; « magnifester une ordonnance¹⁵ » ; « le jardin luy transfere que maistre Pierre Bobignon m'arenta¹⁶ » ; « l'amende soit bien haut tauxée¹⁷ » ; « cecy estudient, et ho !¹⁸ » ; « titres résigné » ; « m'en desaisiné » ; « cens recevoir leur assigné » ; « à ung certain jour consigné¹⁹ » ; « contredits²⁰ » ; « regens, cours, sieges,

1. *Vie de François Villon*. (Œuvres de Villon, éd. P. L. Jacob, 1854, p. xxviiij.)

2. *P. T.*, h. 8. — 3. *Id.*, h. 11. — 4. *Id.*, h. 12. — 5. *Id.*, h. 14. — 6. *Id.*, h. 15. — 7. *Id.*, h. 16. — 8. *Id.*, h. 17. — 9. *Id.*, h. 27. — 10. *Id.*, *ib.* — 11. *Id.*, h. 28. — 12. *Id.*, h. 33. — 13. *G. T.*, h. 2. — 14. *G. T.*, h. 65. — 15. *G. T.*, h. 68. — 16. *G. T.*, h. 85. — 17. *G. T.*, h. 112. — 18. *G. T.*, h. 119. — 19. *G. T.*, h. 121. — 20. *G. T.*, h. 132.

palais¹ » ; « canceller² » ; « maistre des testamens³ » ; etc.

D'ailleurs la communauté de Saint-Benoît était mêlée de près depuis longtemps aux intérêts du collège de Cambrai où la plupart des boursiers poursuivaient des études juridiques. Nous avons vu que ce collège était situé en face de l'église Saint-Benoist, de l'autre côté de la rue Saint-Jacques ; il avait derrière « des jardins et leurs appartenances » et « estoit assis devant l'hospital Saint-Jehan (de Latran) à Paris, tenant d'une part du costé de la rue Saint-Jacques tout au long, à ligne, à commencer au cymetière de l'église Saint-Benoît, à une maison où souloit pendre pour enseigne les *Quatre Filz Hemon* et depuis l'*Ymage Saint-Martin*⁴ ». Le fondateur de ce collège, Guillaume d'Auxonne, évêque de Cambrai, acheta au curé de Saint-Benoît, Thomas Ade, en 1337, la maison où il fut établi⁵.

1. G. T., h. 152. — 2. G. T., h. 161. — 3. G. T., h. 172.

4. Lettre des maîtres des requêtes en 1451 établissant le droit de cens du commandeur de saint Jehan de Latran sur le collège de Cambrai. (Arch. nat., S. 6390, 2^e liasse).

5. Lettre du chapitre de Notre-Dame : « Universis presentes litteras inspec-turis Decanus et Capitulum ecclesie Parisiensis salutem in Domino. Notum fa-cimus quod coram nobis propter hanc personam constitutus Thomas Ade, curatus ecclesie Sancti Benedicti Parisiensis, nobis in spiritualibus et temporalibus imme-diate subjecte, noster justiciabilis, asseruit quod ipse, nomine cure sue dicte ecclesie habebat, tenebat et possidebat quamdam domum sitam Parisius in platea ante Hospitale Sancti Johannis Jherosolomitani, contiguam ex parte una domui reve-rendi in Christo patris domini Guillelmi de Auxona, episcopi Cameracensis, et ex alia domui vocate ad *Quatuor Filios Hamonis*, que est monasterii de Frigido Monte, Belvacensis diocesis. Asseruit eciam quod predictus r. p., dominus Guil-ielmus de Auxona, episcopus memoratus, nomine suo proprio et privato volebat emere dictam domum pro funibus domus sue ampliandis, et offerebat pro ea quadraginta libras parisienses, et quod canonici, communitas, matricularii et parrochiani dicte ecclesie in hoc consentiebant et pro commodo dicte cure ipsam domum vendere dicto domino Episcopo pro precio predicto, cum ipsa domus esset ruinosam et obscuram, et quod quasi nullum commodum offerebat dicte cure

C'était alors une ténébreuse mesure en ruines, qui touchait l'hôtel même de l'évêque que celui-ci ordonna par testament de convertir en collège. Ainsi se constituèrent dès l'origine les relations de l'église de Saint-Benoît-le-Bien-Tourné avec l'institution fondée par Guillaume d'Auxonne. Ce collège fut d'abord dit des « Trois-Évêques », parce que les bourses des écoliers y étaient à la collation des évêques d'Autun, de Langres et de Laon. En effet, les fondateurs furent Guillaume d'Auxonne, évêque d'Autun et de Cambrai ; Hugues de Pomart, évêque de Langres et Hugues d'Arcy, évêque de Laon. Les établissements ultérieurs ne pouvaient être qu'en faveur d'écoliers originaires de ces trois diocèses, ou au moins de la province de Bourgogne. Le collège des Trois-Évêques devait se composer d'un maître ou principal, prêtre séculier, gradué en théologie, ou du moins ayant commencé à lire les cours ; d'un chapelain, prêtre séculier, qui faisait l'office de procureur, et de sept pauvres écoliers séculiers. Des sept écoliers, deux devaient étudier en théologie, deux en droit canon, trois les arts libéraux ; le maître et le chapelain étaient astreints à lire en théologie ou en droit canon ; à l'extrême rigueur, le chapelain pouvait être artiste. Le principal était élu par la communauté des boursiers ; le chapelain nommé sur la présentation du principal par le chancelier de l'Université. Quant aux boursiers, la plupart

et propter plures alias causas quas ad hoc allegabant, asserendo quod melior domus seu res potuisset haberi pro dicta pecunia ad opus dicte cure, etc. Datum a. D., M^o CCC^{mo} tricesimo septimo, die sabb. post festum beati Petri ad Vincula. » (Arch. nat., L. 603.)

du temps on en prenait trois du diocèse d'Autun, trois du diocèse d'Auxerre et un du diocèse de Cambrai ¹.

Les comptes du collège de Cambrai sont malheureusement perdus, mais des extraits informes qui ont été faits en 1635, font voir qu'en 1437 maître Guillaume de Villon était écolier et boursier du collège de Cambrai sous le principal Henri Thévenon ², auquel succédait en 1440 maître Jehan de Montigny qui fut maître et principal du collège de Cambrai ³ jusqu'à sa mort en 1470. Le 7 juin 1464, maître Guillaume de Villon était encore boursier du collège, auquel il avait ainsi appartenu au moins depuis vingt-sept ans ⁴. Henri Thévenon, principal en 1437, figure sur les registres de la Faculté de Décret comme « prêtre du diocèse d'Auxerre, maître ès-arts et bachelier en décret le 11 octobre 1415 ⁵. Jehan de Montigny, docteur, fut régent de la Faculté de Décret ; Guillaume de Villon, ainsi que nous l'avons vu, était bachelier en décret ; il n'y a point de doute qu'Estienne de Montigny, docteur en décret, fût partie des écoliers de Cambrai : en tout cas, son neveu, Estienne de Montigny, y était boursier et procureur, c'est-à-dire était chapelain du collège en 1482 ⁶. Guillaume d'Auberive, prêtre du diocèse de Langres, appartenait au collège de Cambrai ; il était bachelier en décret le 16 juin 1415 et doyen de 1423 à

1. Arch. nat., S. 6390, 1^{re} liasse ; M. 109, n^o 22.

2. Arch. nat., M. 110.

3. Arch. nat., S. 897^B. — 4. Arch. nat., M. 110.

5. Marcel Fournier. *La Faculté de Décret de l'Université de Paris au quinzième siècle*, p. 154, 139, 402.

6. Arch. nat., M. 110.

1424. Jehan Coillet, aussi du diocèse de Cambrai, fut reçu bachelier en décret le 12 mai 1433¹.

Il y eut donc là, en relations intimes avec la communauté de Saint-Benoît, par le voisinage et par son personnel, un centre d'études de décret où maître Guillaume de Villon passa une bonne partie de sa vie : le collège paraît n'avoir été composé que de décrétistes. Les statuts permettaient de conserver une bourse à condition de ne point accepter d'office public, ou de négoce, excepté un office divin ; on devait la perdre si on avait des revenus ecclésiastiques supérieurs à 25 livres parisis. Mais Jehan de Montigny fut chanoine de Notre-Dame et conseiller au Parlement, tout en exerçant ses fonctions de principal ; toutefois il résidait au collège. Maître Guillaume de Villon, au contraire, n'y résidait point ; ce que les statuts interdisaient formellement : on ne pouvait obtenir cette autorisation que pour un an, et par délibération de l'assemblée générale². Il profita donc pendant vingt-sept ans d'une faveur particulière. D'ailleurs le collège de Cambrai était très pauvre. Il avait cessé de payer sa rente et son cens à la commanderie de Saint-Jehan de Latran depuis 1428. La commanderie fit un procès, qui fut jugé aux requêtes le 28 mars 1452 (n. st.). Le maître et les écoliers du collège de Cambrai avaient fait constater par des lettres royaux que « durant le temps desdis arrerages escheus et à l'occasion des guerres qui avoient eu cours ledit collège avoit esté wit et vague

1. Fournier, *op cit.*, p. 402.

2. Arch. nat., M. 109, n° 22.

et n'y avoit eu ne demeuré aucuns escoliers et si avoient esté les rentes et revenues du college de nul profit et valeur ». Mais la commanderie de Saint-Jehan de Latran fit répondre « que, durant le temps desdis arrerage escheuz, ou dit college avoient toujours demouré des escholiers et boursiers, et si avoit oultre eu oudit college plusieurs autres gens et locateurs demourans, et n'estoit demouré wide ne vague, et avoient rapporté lesdis locateurs plus de proufit que ne montoient lesdis arrerages ; et si avoient toujours receu lesdis défendeurs aucune chose et bien grant somme à cause des rentes et revenues appartenans audit collège, quelques guerres qui eussent eu cours ». Le collège de Cambrai fut condamné par sentence à payer pour tous les arrérages 200 livres tournois, à raison de 14 livres parisis de rente par an et 12 deniers parisis de cens. Cette condamnation fut renouvelée le 14 février 1457 (n. st.)¹.

Tant que Jehan de Montigny fut principal du collège, il paraît y avoir une étroite union entre les écoliers de Cambrai et la communauté de Saint-Benoît. Mais bientôt après sa mort, la rupture se fit, accompagnée de violences. Voici quelle fut la cause du conflit : la maison vendue en 1237 par Thomas Ade, curé de Saint-Benoît, avait été « depuis desmolie et la place convertie en ung jardin² » ; pendant tout le quinzième siècle, ceux de Saint-Benoît y avaient droit de passage. Le 15 avril 1482, messire Jehan Watier, prêtre³, comparaissant devant le prévôt de Paris, dit « que

1. Arch. nat., S. 5114^A. — 2. Arch. nat., S. 897^B.

3. « Messire Jehan Wautier, prebstre », du diocèse de Coutances, fut témoin

XXXVJ ans a ou environ il a tousjours frequenté et la plus-part du temps demouré en la parroisse de Saint-Benoist-le-Bien-Tourné; pendant lequel temps il a tousjours veu que les chanoines et chappitre de lad. église Saint-Benoist ont fait leur procession qu'ils ont acoustumé de faire, mesme-ment es jours de la feste des Mors et le mercredi des Cendres, par dedans ung cymitiere séant en la rue Saint-Jaques et faisant le coing de la rue par laquelle on va de lad. rue Saint Jaques à Saint Jehan de Latran; lequel cymitiere, qui est clos de murs, est front à front de lad. église Saint-Benoist, et appartient à icelle église; duquel cymitiere a deux portes, fermans l'une du costé devers lad. rue Saint-Jaques, et l'autre du costé du college de Cambray; et au bout duquel cymitiere, devers led. college de Cambray a une petite place commune assise, en la haulte justice de lad. église Saint-Benoist et Sainte-Geneviefve, et laquelle place s'extend jusques aupres de la grande porte de la principale entrée du college de Cambray, et jusques à une tournelle de pierre; contre laquelle tournelle est eslevé ung marmouzet de pierre de taille qui regarde sur une borne; laquelle borne de tous temps et ancienneté a acoustumé d'estre sur le bort de la chaussée de ladicte rue Saint Jehan de Latran; lesquelz marmouzet et borne, ainsi que led. Watier a oy dire, faisoient et font la séparation des haultes justices desdis Saint Benoist et Sainte Geneviefve. Et laquelle place cy dessus declairée led. Watier a veue desclose, et aussy

du testament de Jehan Flastrier, neveu de Guillaume de Villon, le 26 novembre 1481. (Longnon. *Étude biographique sur François Villon*, p. 198.)

a veu tousjours depuis led. temps que lad. procession a esté faicte en lad. église et paroisse Saint-Benoist, es jours dessuz déclairez et autres, a acoustumé d'aler par lad. rue Saint Jehan de Latran et passer parmy lad. place et entrer parmy led. cymitiere par la porte estant devers led. college de Cambray, et issir par lad. porte dud. cymitiere estant devers lad. rue Saint-Jaques. Dist oultre que lad. place estant ainsi desclose, pour ce que plusieurs gens y apportoint leurs immondices, et y faisoient metre et metoient plusieurs ordures deshonnestes, tellement que les gens d'église et paroissiens de lad. église de Saint-Benoist en estoient tous infects quant ils passoient par dedans lad. place en faisant lad. procession, ung nommé messire Henry de la Mote, lors vicaire du curé dud. Saint Benoist, fist clorre de hayes icelle place et y fist fere un huys dont il avoit la clef, et y fist planter des poirees et verdure. » Jehan Richart, tonnelier, demeurant dans la paroisse depuis quarante-huit ans et Jehan Bridou depuis quarante, rendirent le même témoignage¹.

Une sentence de deux commissaires du Parlement, rendue le 8 mai 1488, donne des détails plus précis sur la fermeture du jardin et raconte la querelle. La maison vendue par Thomas Ade fut, disent-ils « depuis desmolie et la place convertie en ung jardin, lequel par les maistres et escoliers dud. college a esté fermé et cloz de haye vive et morte ; et y avoient ung huys fermant, duquel ils avoient la clef pour

1. Arch. nat., S. 897^B.

clorre et ouvrir led. huys toutes fois que bon leur sembloit ; et duquel jardin iceulx maistre et escoliers avoient lors joy, ou le bailloient à louage à leur proffit, ainsi que bon leur sembloit, jusques à l'an CCCCXL que maistre Jehan de Montigny, en son vivant conseiller en lad. court et maistre du college, feist feire ung huys et ung postis en lad. place et jardin, duquel huys icelui de Montigny, comme maistre dud. college, portoit la clef. Et depuis led. Montigny bailla icelui jardin à deux des vicaires ou chapellains de lad. église Saint-Benoist et autres personnes, à la charge de le tenir cloz à clef et lui rendre lad. clef toutes fois qu'il l'en requeroit. Apres le trespas duquel Montigny, maistre Guillaume Guionis a été maistre dud. college et a eu en sa possession la clef dud. jardin, et d'icelui, ensemble des fruis et revenues, joy paisiblement jusques l'an CCCCLXXVIJ que led. Guionis... voulut clorre ou faire clorre de muraille led. jardin. Mais lesdis de Saint-Benoist, et aussi les religieux de Sainte-Genevieve, de fait et de force firent démolir et abattre lad. muraille... » De leur côté, les écoliers de Cambrai « avoient fait arracher à ung huis ancien appartenant ausdis chanoines et parroissiens, et par où ils ont acoustumé entrer en lad. place, ung crochet de fer, au moien duquel, par certaines cordes qu'ils y avoient appliquées, iceulx chanoines et paroissiens ne povoient passer par led. huys et icelui ouvrir comme ils avoient acoustumé, pour du tout les empescher de faire leurs processions¹ ».

1. Arch. nat., S. 896^B. — Cf. le certificat donné le mars 1482 (n. st.) à MM. de Saint-Benoît, par d'anciens élèves du collège de Cambrai qui atteste que « depuis

Ainsi il paraît bien que, du vivant de Jehan de Montigny, la communauté de Saint-Benoît, à laquelle il confiait la clef de ce jardin, avait des relations suivies avec le collège de Cambrai. C'est qu'en effet, Jehan de Montigny, qui avait été chanoine de Saint-Benoît, avait dans la communauté son frère Estienne et son ami Guillaume de Villon, lui-même écolier de Cambrai.

12 ou 14 ans en ça » la place était fermée et close d'épines, et qu'il y avait « un huys fermant à clef, par lequel les maistres et escoliers dud. college, à qui led. jardin appartient, y entroient et yssoient chascun jour, et que le jour des Cendres, en faisant la procession par ceux de Saint-Benoist, iceulx de Saint-Benoist demandoient tousjours la clef à ceulx d'icellui college qui l'avoient et la gardoient; disant oultre qu'ils ont veu, puis quatre ans en ça, clorre d'épines et desclorre icellui jardin par ceulx dud. college du Cambray : commençoient à le faire fermer de muraille quant les religieux de Sainte-Genevieve et lesdits de Saint-Benoist par force le rompirent et feirent rompre. » (Lebeuf. *Histoire du Diocèse de Paris*, éd. Cocheris, II, p. 85. Tiré des Arch. nat., S. 900.)

CHAPITRE II

PREMIÈRES ANNÉES DE FRANÇOIS VILLON

François Villon naquit dans l'été de 1431¹, à Paris². Il s'appelait, en réalité, François de Montcorbier : c'est sous ce nom qu'on le trouve inscrit sur le registre des procureurs de la nation de France pour la Faculté des Arts. « Le nom de Montcorbier était, dit M. Longnon, à l'époque où vivait Villon, celui d'une famille noble du Bourbonnais qui avait alors pour chef » noble homme « Girard de Montcorbier, escuier » ; et le lieu dont cette famille portait le nom (aujourd'hui hameau de la Rue-Neuve) était situé à 4 kilomètres à l'est de Ponters (écart de la commune de Bouchaud-Allier, arrondissement de la Palisse, canton du Donjon), à la limite des anciennes provinces de Bourbonnais et de Bourgogne³. Mais ceci ne s'accorde guère avec ce que Villon dit à son père :

Povre je suys de ma jeunesse,
De povre et de petite extrace ;
Mon père n'eut oncq grant richesse,
Ni son ayeul, nommé Orace ;

1. Longnon. *Étude biographique sur François Villon*, p. 28.

2. Quatrain. — *G. T.*, h. 93.

3. Longnon, *op. cit.*, p. 29 et *sqq.* — La discussion qu'a faite M. Longnon sur les noms de Montcorbier et de des Loges est définitive. On ne saurait rien y modifier ni y ajouter.

Povreté tous nous suyt et trace.
Sur les tombeaulx de nos ancestres,
Les ames desquels Dieu embrasse,
On n'y voit couronnes ne sceptres¹.

D'autre part une lettre de rémission accordée en janvier 1456 (n. st.)² porte « maistre François des Loges, autrement dit de Villon ». Elle vise les mêmes faits qu'une seconde lettre accordée à la même date à « François de Monterbier³, maistre es ars. » François de Montcorbier s'appelait donc aussi François des Loges. Il y avait à Paris, à cette époque, une famille des Loges. Jehan des Loges, dit M. Longnon, procureur au Châtelet, apparaît dans différents actes entre 1447 et 1461⁴. Mais on trouve la famille dès l'année 1409⁵. Quant à Jehan des Loges, il figure sur une liste des procureurs du Châtelet, avec Pierre Genevois dès 1439. Le 19 mars 1440 (n. st.) sa femme, Catherine était morte, ainsi que ses enfants, Jacquet et Isabelet. Il fit citer à cette date entre autres Jehan de Marle et Marguerite, sa femme; Estienne du Tremblay et Jehannette, sa femme; maître Jacques Fournier et Marie, sa femme, qui tous pouvaient prétendre à la succession, mais y renoncèrent. Une mention du 2 septembre 1463 fait voir qu'il se remaria⁶. La famille des Loges était donc apparentée aux Marle, aux

1. *G. T.*, h. 35. — 2. Arch. nat., JJ. 187.

3. M. Longnon a démontré que *Monterbier* est une faute de copiste pour Montcorbier, *op. cit.*, p. 13.

4. *Op. cit.*, p. 23.

5. 19 juin 1409. Guillaume des Loges, écolier, fils de Jehan des Loges. — 11 juillet 1409. Jugement pour Guillemain des Loges, écolier, fils de Jehan des Loges, écuyer. (Arch. nat., Y. 5227.)

6. Bib. nat., Clair., 763.

du Tremblay, aux Fournier, c'est-à-dire à trois des plus importantes familles bourgeoises de Paris. Est-ce à ces parents des Loges que Villon fait allusion, lorsqu'il dit :

[Je] n'ay ne cens, rente, n'avoir.
Des miens le moindre, je dy voir,
De me desavouer s'avance,
Oublyant naturel devoir
Par faulte d'ung peu de chevance¹

D'ailleurs les parents de Villon semblent avoir subvenu, parfois, à ses besoins. Il dit dans sa *Requête au Parlement* :

Prince, trois jours ne vueillez m'escondire,
Pour moy pourveoir *et aux miens* « à Dieu » dire;
Sans eulx argent je n'ay, icy n'aux changes.

Il est impossible de l'affirmer. Quoi qu'il en soit nous avons une certitude ; une partie de la famille de Villon était angevine. Les relations immédiates que le jeune homme eut avec des personnes de l'Anjou et du Maine l'attestent, non moins que son voyage à Angers en 1456, et surtout le fait que son oncle était, en 1456, religieux dans une abbaye à Angers². C'est évidemment la famille de sa mère qui était originaire de cette région, puisque le nom de Montcorbier est du Bourbonnais et celui de des Loges est parisien.

Villon nous a dit ce que c'était que sa mère : une femme pieuse, bonne et illettrée.

Femme je suis, povrette et ancienne,
Ne rien ne sçay : oncques lettres ne leus³.

1. *G. T.*, h. 23. — 2. Longnon, *op. cit.*, p. 169.

3. *Ballade pour prier Notre-Dame.*

Elle était son refuge, sa « povre mere ».

Autre chastel n'ay, ne fortresse,
Où me retraye corps et ame,
Quand sur moy court malle destresse,
Ne ma mere, la povre femme¹!

La mère de Villon avait souffert pour lui « douleur amere, Dieu le scet, et mainte tristesse² ». Elle vivait encore, déjà bien vieille, sans doute en 1461; et pendant les deux années qui suivirent, les chagrins ne lui furent pas épargnés. « Elle était paroissienne, dit M. Longnon, d'une église où l'on voyait des peintures représentant le Paradis et l'Enfer, et qu'on serait tenté tout d'abord de reconnaître dans l'église des Célestins, telle que la décrit Guillebert de Metz, si l'on oubliait que celle-ci ne peut être confondue avec une église paroissienne³. » Ce rapprochement a été fait par M. l'abbé Valentin Dufour dans ses *Recherches sur la dance macabre peinte en 1425 au cimetière des Innocents*. Il semble que M. Longnon a interprété un peu strictement le terme de *paroissienne*. Le mot est employé à la rime⁴, et il signifie sans doute seulement que la mère de Villon avait l'habitude d'entendre la messe à cette église. Sa situation ne pouvait guère lui permettre d'être, à proprement parler, la paroissienne notable d'une église paroissiale. D'abord le mot est en désaccord formel

1. *G. T.*, h. 79. — 2. *G. T.*, h. 79.

3. Longnon, *op. cit.*, p. 31.

4. Au moustier voy dont suis paroissienne
Paradis paint, où sont harpes et lus,
Et ung enfer où dampnez sont boullus.

(*Ballade pour prier Notre-Dame.*)

avec le terme de *moustier*, que Villon n'emploie pas au hasard, et qui désigne précisément une église de couvent. Ainsi, après une longue allusion aux Célestins et aux Chartreux, il écrit :

Laissons le *moustier* où il est¹.

Plus loin :

Regarde m'en deux, trois, assises
Sur le bas du ply de leurs robes,
En ces *moustiers*, en ces églises²...

Ici la distinction est faite avec netteté. L'église des Célestins était justement un « moustier ». Il faut noter que les églises des couvents pouvaient exercer, moyennant redevance, des droits paroissiaux, qu'elles avaient des habitués et donateurs, autrement dit, des paroissiens. Ainsi en octobre 1335, Philippe VI, à la requête du prieur et des frères de Sainte-Croix de Paris, amortit 20 livres parisis de rente annuelle qu'ils constituent en faveur du curé de l'église paroissiale de Saint-Jehan en Grève à la suite de certaine composition faite entre eux « pour cause des oblacions, obseques, habitacion dudit lieu qui est assiz en la parroisse de ladite eglise de Saint-Jehan et des aumosnes que plusieurs gens font en seur an ausdiz supplianz et à leur dite eglise³ ». N'oublions pas, surtout, que le « moustier » des Célestins fut dédié le 15 septembre 1370 sous le titre de l'Annonciation de la Sainte-Vierge⁴, et

1. *G. T.*, h. 34. — 2. *G. T.*, h. 135.

3. Arch. nat., JJ. 69, n° 283. — Viard, *Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois*, n° 154.

4. Lebeuf. *Histoire du diocèse de Paris*, éd. Cocheris, III, p. 461.

qu'une admirable image de Notre-Dame y était peinte au-dessus d'un autel. Or, la ballade que Villon écrit pour sa mère est destinée à sa dévotion pour Notre-Dame. Voici ce qu'écrit Guillebert de Metz en 1434 :

« Aux Celestins est paradis et enfer en peinture, avec autres pourtraitures de noble euvre en ung cuer à part. Item devant le cuer de l'église à ung autel est peinte ymage de Nostre Dame, de souveraine maistrise¹. »

Nous croyons qu'on peut conclure, en toute sûreté, que la mère de François Villon demeurait dans le quartier des Célestins et qu'elle fréquentait l'église de ce couvent.

Le père de Villon semble être mort de bonne heure²; peut-être que l'enfant ne le connut même pas, puisqu'il dit, sans doute avec un peu d'exagération, que maître Guillaume de Villon est son plus que père, et l'a élevé « enfant de mailon³ ». On ne conçoit guère que maître Guillaume de Villon ait pris chez lui le petit, encore au maillot, alors que sa mère habitait Paris. Il faut entendre que l'enfant avait six ou sept ans peut-être, lorsqu'il entra chez le chapelain de Saint-Benoît, dans sa maison de la Porte-Rouge; en tout cas, ainsi qu'on le verra, ce ne put être qu'après l'année 1435. La bonne mère simple de Villon le berça donc quand il était tout petit, et elle lui raconta, dès qu'il put s'y intéresser, des contes de fées. Villon écrit :

Item, donne à maistre Lomer,
Comme extraict que je suis de fée,
Qu'il soit bien amé⁴...

1. Leroux de Lincy. *Paris et ses historiens au XV^e siècle*, p. 192.

2. *G. T.*, h. 38. — 3. *G. T.*, h. 77. — 4. *G. T.*, h. 154.

Le poète se souvient évidemment des contes de sa mère, où la bonne fée venait au berceau de l'enfant et lui donnait le « don d'être aimé » ; et même, devenu poète, il se dit fils de fée : il a acquis le pouvoir d'enchanter. Les croyances des gens simples ne laissent guère de traces dans l'histoire ; mais on peut bien penser que la bonne mère de Villon, quand l'enfant s'était blessé, récitait des chansonnettes pareilles à celle qui fut enregistrée à l'officialité de l'archidiacre de Josas le 4 octobre 1460¹ :

« Trois bons freres estins — qui leur chemin s'en alint.
— A leur chemin rencontrerent — Nostre Seigneur Jhesu
Crist : — Trois bons freres, où allés ? — Sire, nous allons
quérir — arbres et fleurs — pour guérir — plaies et dou-
lours. — Trois bons frères vous retournerés — et par vostre
foy vous me prometerés — par la remission de Jhesu Crist
— que toutes plaies et doulours vous garirez — et à nul
vous ne refuserez. — Au mont d'Olivet vous en irez —
l'uille d'arbre vous prendrez — et de la layne noyre atout
le sain — sur la playe vous le mettrez — et direz : — Plaie,
face ainsi — comme fit — celle de Nostre Seigneur Jhesu
Crist — quant Longis — luy bailla de lance au destre costé

1. 4 octobre [1460] « Contra Colinum Therouenne, commorantem apud Roissiacum, proposuit quod se interposuit a pluribus annis citra et se interponit de sanando personas de febris, verba dicendo et herbas utendo, de arte medicine abutendo. Reus fatetur quod alias, a XVI annis citra, quidam canis momorsit reum in pede, et quia non habebat peccunias [pro habendo sanacionem, quidam homo, nuncupatus le Sage, tunc commorans apud Mesnillum de Rosse, — et pro nunc ignorat in quo loco — dixit eidem reo certa verba, et quod ea diceret et sanaretur. Quorum verborum tenor sequitur : (*suit le texte cité*). Et fatetur dicta verba dixisse super ejus thibiam, et non alibi. Quod emendavit. » (Arch. nat., Z¹O¹, à la date, fol. 54.)

— quant il estoit — en l'arbre de la croix. » Le promoteur de l'official désapprouvait cette innocente formule que beaucoup de bonnes gens de ce temps devaient savoir par cœur.

Comment se passa cette première enfance de François Villon. Il nous reste de curieux mémoires de Félix Platter, fils de Thomas Platter, où il a noté au début du seizième siècle ses premiers souvenirs dans la ville de Bâle. La vie bourgeoise du quinzième siècle demeurerait assez semblable à elle-même, en somme, à cinquante ans de distance, surtout dans une ville provinciale, dont les mœurs devaient reproduire, avec assez de fidélité et un notable retard, celles des capitales. Le petit Félix raconte qu'un de ses plus vifs souvenirs, vers l'âge de trois ans, fut de voir repeindre la maison du *Château Blanc*, qui changeait d'enseigne pour devenir l'hôtel de la *Chasse*. Maître Mathis, le peintre, entrait et sortait par la fenêtre et, assis sur son échafaudage, entouré de ses pots de couleurs, il peignait contre la muraille une tête de cerf avec ses cornes, des chiens et des chasseurs. L'année suivante, le maître vint peindre des Maures sur la maison de la *Coupe*¹. En effet, la confection de ces grandes enseignes peintes au mur, le *Loup*, l'*Homme sauvage*, l'*Ours*, la *Truie qui file*, etc., devait être pour les enfants de ce temps un amusement mémorable qui datait dans leur vie. François Villon a tant aimé ces enseignes, elles ont joué un si grand rôle dans ses poèmes, où elles forment un élément constant d'allusions et de plaisanteries, qu'on peut bien

1. Thomas und Felix Platter, éd Boos. Leipzig, 1878, p. 125 et suiv.

penser que, lui aussi, « petit enfant », prit plaisir à les voir peindre.

L'enfant de Bâle nous dit encore qu'un charpentier qui passait dans la rue, le menait souvent par la main et lui achetait un petit pain d'un blanc. Le soir de la Saint-Nicolas, on lui racontait et il crut longtemps que le saint venait dans la nuit monté sur son âne. Il regardait les tirs d'arc et d'arbalète qui, à Paris, se faisaient en 1437, dans l'île Notre-Dame, où les soixante arbalétriers et les six-vingts archers de la ville venaient s'exercer sur des « butes¹ ». C'étaient, dit l'enfant de Bâle, des hommes faits de carton, peints en blanc et en noir, qui lui faisaient peur parce qu'il les croyait vivants. Il voyait avec surprise le capitaine tendre son arbalète, mettre en joue et tirer. Puis il se souvenait des « momeries » qui passaient par la ville avec flûtes et tambours, des « sots » déguisés qui frappaient les passants de leurs marottes ; toutes choses qu'on voyait souvent à Paris. Il nous dit encore comment, au temps de la peste, on l'emporta en chemise dans la maison de sa marraine ; comment il se souvient du premier jour qu'on lui mit des chausses qui étaient rouges : c'était un dimanche, et son père avait renversé sur la table un plein panier de cerises — ce qui changea en deuil toute la joie des chausses neuves parce qu'il fut bien malade pour en avoir mangé trop et qu'il fallut lui retirer les belles chausses en grande hâte. On lui racon-

1. 25 octobre 1437. « Domini mei Decanus, Cancellarius, etc., deputantur ad videndum butas, gallice *butes*, quos fecerunt fieri in medio insule Nostre Domine archerii hujus ville Parisiensis in prejudicium ecclesie et refferendum. » (Arch. nat., Reg. cap. de Notre-Dame, LL. 114, p. 344.)

tait aussi, quand il neigeait, et qu'il voyait passer en paquets de gros flocons blancs, que c'étaient des vieilles femmes qui tombaient du ciel. Il avait bien envie d'une écritoire, peinte en vert, et faite en manière de petite table : mais jamais on ne voulut l'y laisser toucher. Mais on le laissait feuilleter les livres manuscrits, pour regarder les miniatures, surtout un gros livre de messe en parchemin, où il admirait toutes les couleurs variées des peintures. Le soir, où on se racontait des fables et des contes, il écoutait avec ravissement ; les vieilles femmes disaient des histoires d'esprits ; et il avait si peur d'une espèce de croque-mitaine nommé Ullengry, qu'il criait quand on le laissait seul la nuit. On peut bien penser que la première vie d'enfance de François Villon ne fut pas très différente de celle du petit Félix Platter.

Nous ne savons pas comment la mère de François Villon entra en relations avec maître Guillaume de Villon. Il est certain que l'enfant arriva très jeune chez le chapelain de Saint-Benoît, assurément pour y être instruit. Les premières années de Thomas Platter¹ et de Philippe de Vigneulles² donnent une parfaite idée de ce qui se passait en de telles occasions. Thomas Platter pouvait avoir neuf ou neuf ans et demi quand on le mit chez un prêtre pour apprendre « l'écriture » ; mais il y était battu et le prêtre lui tirait les oreilles jusqu'à le soulever de terre. Il y apprit un peu à chanter et le *Salve*³. Philippe de Vigneulles avait entre

1. *Op. cit.*

2. *Mémoires de Philippe de Vigneulles*, éd. Richelant. — Stuttgart, 1851.

3. *Mémoires de Platter*, p. 13 et 14.

dix et onze ans lorsqu'il entra chez un prêtre. « Tantost apres je fus mis demourer à Salney, devant Mets, de cost ung prebstre, et allois à l'escolle, et en ce lieu il me print une fiewre quairtaine qui me durait pres d'ung an. Puis ne demourait guere qu'il vint aucuns trobles de guerre, par quoy l'on me mist à demourer à Mets chiez Jeunat de Hainnonville, l'amant, pour aprendre le stille; mais ledit Jeunat estoit tant terrible homme qu'il n'y avoit clerc qui le puist servir, et rompist la jambe à ung gentil fils qui demouroit avec mox; car leans y avoit une servante allemande qui vailloit encor ung diable. Elle enfermoit le pain et aultres vivres, et sy paiois xx frans pour ma tauble, et sy scavois desjai escrire comme je fais et sy aprenois tres bien le stille¹ ».

François Villon fut plus heureux que ces deux petits infortunés. Maître Guillaume de Villon fut pour lui « plus doux que mere. » Si on rapproche des deux exemples cités plus haut, celui de Jehan le Duc, qui entra à dix ans chez un chanoine de Saint-Benoît, on est porté à juger que l'enfant ne vint demeurer au cloître qu'entre 1436 et 1440. Maître Guillaume de Villon y habitait le 14 avril 1431 une maison. « située suivant toute vraisemblance entre l'église Saint-Benoît et le collège de Sorbonne² ». Comme on l'a vu, dès 1421, Guillaume de Villon était aux écoles de Décret et sans doute demeurait dans ce quartier; mais la première situation qui lui est attribuée se trouve à la date du 15 janvier 1423 (n. st.), où il fut pourvu de la chapellenie de

1. *Mémoires de Philippe de Vigneulles*, p. 12.

2. Longnon. *Étude biographique*, etc., p. 19.

Notre-Dame en l'église paroissiale de Gentilly, près Paris¹. Le 14 décembre 1427, une sentence du maire de Saint-Benoît fait voir qu'il était en relations avec la communauté de Saint-Benoît². « Nous le retrouvons, dit M. Longnon, en 1433, avec la qualification de chapelain de ladite église, recevant de cette communauté, à charge d'une rente perpétuelle de huit livres parisis, l'hôtel de la Porte-Rouge, sis à l'extrémité sud-ouest du même cloître, et un fonds de terre de dix deniers parisis. Il possédait, en outre, dans la partie orientale du cloître une autre « petite maison ruygneuse et indigente de grans reparacions » qu'il bailla le 20 mai 1454 à titre de croît de cens à Geneviève Adam, et une autre maison voisine à l'enseigne de la *Cuiller*, qu'il céda à cette même femme quatre mois plus tard. Il avait encore droit en 1462 à une rente de 40 sous parisis à percevoir sur la maison du *Coq* de la rue Saint-Jacques ; mais on lui devait à cette époque huit années d'arrérages³. »

En 1430, maître Guillaume de Villon postula une prébende de chanoine vacante à Saint-Merri⁴. Peut-être à ce

1. Longnon. *Étude biographique*, p. 17. — 2. Id., *ibid.*, p. 19. — 3. Id., *ibid.*, p. 20-21.

4. « Magister Guillelmus Vignon, bachalerius in legibus, presentavit litteras collacionis canonicatus et prebende Sancti Mederici, vacancium per mortem magistri Roberti Maledefico, sibi collatas per mag. P. Cardonnel, existentem, ut dicit, in turno ad beneficia conferendum. Super quo, absente a capitulo dicto Cardonnel, et posito in deliberacione an ipsa prebenda Sancti Mederici cadat in suo turno, aliterne aut capellana Sancti Bartholomei, vacans in ecclesia Parisiensi per obitum deffuncti domini Johannis Fouquet, materia bene discussa, conclusum est quod ipse Cardonnel debet conferre dictam capellanam et hoc est eidem dictum ex parte capituli, aliter, nisi conferat eam, perdet suum turnum et non admittetur ad prebendam ille cui contulit. » (Arch. nat., Reg. cap. de Notre-Dame. LL. 112, p. 217, 17 septembre 1430.) — Sur la graphie *Vignon*, v. Longnon, *op. cit.*, p. 21, n.

moment, quoique poursuivant ses études en décret, n'était-il point décidé à se fixer pour toujours au cloître Saint-Benoît. Mais il y eut des difficultés et il ne semble pas avoir obtenu ce qu'il demandait. Le 2 septembre 1433, maître Guillaume de Villon, bénéficié en l'église de Saint-Benoît, était déjà en procès avec le chapitre de Notre-Dame¹; et l'affaire durait encore le 5 juillet 1434, où l'official du chapitre le renvoyait devant la barre du chapitre². En 1450, le 4 septembre, il était prisonnier dans les prisons de Notre-Dame : la brève note qui nous l'apprend ne donne pas la cause de l'arrestation³. Mais le 4 novembre 1454, le 14 juin 1456, il se présentait au chapitre comme procureur de maître Jehan Bouron pour une permutation de chapelles entre un chapelain de Notre-Dame et un chapelain *in ecclesia seu monasterio Sancte Genovefe parisiis*.

Une mention des registres du Châtelet, le 22 octobre 1435, fait voir que dès cette date, maître Guillaume de Villon était une personne d'importance. « Guillaume Willon, prestre, exécuteur testamentaire avec Jehan Guy, clerc de Guillaume le Duc, président en Parlement, de feu Jehan Luillier, conseiller au Parlement, requiert estre deschargé dudit compte, attendu qu'il va en loingtain voyage et ne sçait le temps de son retour ; pourquoy, en présence de Jehan Luillier, escuier,

1. Arch. nat., LL. 114, p. 61.

2. Arch. nat., LL. 114, p. 103.

3. « Ad faciendum processum magistri Guillelmi de Vilione, capellani in ecclesia Sancti Benedicti, in carceribus capituli nunc prisionarii detenti, et ad providendum sibi de elargicione, si videntur expedire, aut alias procedendum, deputantur Fraxinis et Dauge, visis prius per ipsos confessionibus et informationibus, etc. » (Arch. nat., LL. 116, p. 799, 4 septembre 1450.)

filz et héritier dudit feu Jehan Luillier, est dit que ledit Villon rendra compte par devant l'examineur à ce commis¹. » Ainsi Guillaume de Villon avait toute la confiance de cette puissante famille Luillier, dont les membres furent, pendant tout le quinzième siècle, les plus importants avocats au Parlement, où ils étaient toujours chargés des intérêts de l'Église et de l'Université ; l'une des maisons de la famille était sise rue Saint-Jacques², et nous avons vu qu'un Jehan Luillier était notaire et tabellion de la justice de Saint-Benoît. Nous apprenons aussi par ce document que Guillaume de Villon quittait Paris pour un long voyage à la fin d'octobre 1435. Il n'est pas possible de supposer qu'il avait pris à cette date chez lui un enfant de quatre ans. Qui donc aurait pu s'en occuper pendant cette absence ? François Villon ne put entrer chez maître Guillaume au « maillon ». Toutefois, maître Guillaume de Villon était revenu à Paris dans l'automne de 1438, car on le trouve à cette date, dînant deux fois chez le prieur de Saint-Martin-des-Champs, Jacques Seguin³. « 11 octobre 1438 : Et disna avec mondit seigneur maistre Guillaume de Villon, demourant ou cloistre Saint-Benoist. — 22 novembre 1438 : Et y disna maistre Michiel Piedefer, maistre Jehan Turquant, maistre Guillaume de Villon et ung ou deux autres⁴. »

1. Bib. nat., Clair. 763.

2. Maître Jehan Luillier demeurait rue Saint-Jacques, en 1461 et son fils Gilles Luillier, avait son « estude » dans l'hôtel de son père (Arch. nat., JJ, 198, p. 16.)

3. Signalé par M. Siméon Luce : *la France pendant la guerre de Cent ans*, p. 339 et suiv.

4. Arch. nat., LL. 1383.

Le prieur de Saint-Martin-des-Champs était un grand seigneur ecclésiastique, et les convives qu'il recevait étaient gens de marque pour l'ordinaire. On trouve parmi eux beaucoup de procureurs et d'avocats au Châtelet. Ainsi Jacques Charmolue, Germain Rapine, Guillaume de Bosco, Jehan Tillart, examinateur, Jehan Douxsire, Jehan Chouart, Jehan Turquan, lieutenant criminel du prévôt de Paris. Le 24 mai 1439, Jacques Séguin recevait à dîner maître Pierre Gay, qui fut official de l'évêque de Paris. M. Siméon Luce a pensé que l'inscription minutieuse des comptes de Jacques Séguin du 10 août 1438 au 21 juin 1439 est le résultat d'un procès que le prieur eut à cette date avec Louis de Coulon, hôtelier du prieuré. Il suffit d'examiner deux autres censiers de Saint-Martin-des-Champs¹ pour se convaincre que les comptes personnels des deux prieurs qui succédèrent à Jacques Séguin, Jacques Juvénal des Ursins et Jehan de Montlambert furent tenus avec autant de soin. Là aussi, les noms des visiteurs sont relevés à chaque dîner. Les registres du commandeur de Saint-Jehan-de-Latran offrent la même particularité. C'était une habitude du temps et il n'y a nulle conclusion spéciale à en tirer. Jacques Séguin recevait deux femmes à sa table, Jehanne David (ou Davy, la Davie) et la Regnaulde. Néanmoins M. Luce voyait en lui un grand seigneur simple, familier, et dont la vie doit nous édifier sur « ce moyen âge de fantaisie, fabriqué de toutes pièces, pendant si longtemps, par des écrivains dont le parti pris malveillant égalait l'ignorance ». Certes, il ne

1. Arch. nat., S. 1461².

s'agit point de faire l'apologie de la façon dont on a dépeint le quinzième siècle jusqu'à ces vingt dernières années. Mais l'exemple choisi par M. Siméon Luce n'est pas très bon. Jacques Juvénal des Ursins qui succéda à Jacques Séguin fut un ecclésiastique austère et édifiant. Quant à Jacques Séguin, ce registre même, où deux femmes qui dînent continuellement au prieuré sont distinguées par des initiales, aurait dû éveiller l'attention de M. Luce. Une aggravation d'excommunication lancée par l'abbé de Cluny en 1452 contre frère Jacques Séguin, prieur de Saint-Martin-des-Champs, son subordonné, montre que celui-ci, depuis de longues années, était révolté contre son ordre. Il y est accusé d'avoir commis nombre de rébellions, d'être de mauvaise vie, parjure, simoniaque et coupable d'autres crimes (*maleque vite, parjurio et symonia, aliisque pluribus criminibus irretitus et diffamatus*), et d'avoir résisté aux injonctions qui lui avaient été faites par les anciens abbés de l'ordre. En conséquence, il devait être arrêté et incarcéré, même avec l'aide du bras séculier (... *dictum dominum Jacobum, priorem Sancti Martini, corrigant, puniant, capiant, detineant, et incarcerent ipsum... cum invocacione brachii secularis, si sit opus*¹...). Sans doute à cette époque, les excommunications et aggravations étaient souvent lancées pour des raisons futiles, pour des désaccords dans des procès ; mais ici, c'est l'abbé de Cluny qui excommunie son subordonné, le prieur de Saint-Martin, et qui l'accuse de crimes graves et précis.

1. Bib. nat., ms. lat., 2277, f° 7. Cet acte est rapporté par erreur au catalogue du fonds Cluny comme visant Jacques Juvénal des Ursins.

La vie de frère Jacques Séguin ne saurait être offerte comme modèle.

Quoi qu'il en soit, Guillaume de Villon fréquentait chez lui, et y rencontrait le haut personnel du Châtelet. On comprend ainsi qu'il put tirer plus tard le jeune poète « de maint bouillon¹ », si l'on songe surtout que Jacques Séguin ne fut remplacé par Jacques Juvénal des Ursins que le 15 février 1453 (n. st.). C'était justement le temps où François Villon avait maille à partir avec les sergents, les archers et le guet.

D'ailleurs, Guillaume de Villon avait de fortes relations parisiennes. Le 12 mars 1449 (n. st.), il apparaît au Châtelet « comme ami ou affin » des enfants de Pasquier Paillart, en relation avec les familles Hémon, Baron, Bonnat, Drouart, etc.². Le 15 janvier 1451 (n. st.), il agissait à la chambre de la justice du Trésor comme « curateur donné par justice aux biens vacants par la renonciation » de feu damoiselle Jehanne du Puis, seconde femme de feu Jehan Piquet³. Jehan de la Haye, dit Piquet, écuyer,

1. *G. T.*, h. 77.

2. 12 mars 1449 (n. st.). « Au tesmoignage de Huguenin Hémon, Simon Baron, oncle de par pere, Robert Chasserat, cousin à cause de sa femme, de par pere, Perrin Guillart, *maistre Guillaume Willon*, Perrin Bonnat, Philipès Drouart, Huguelin Hémon, amis et affins de Guillemmin, Robin et Jehannette, enfans mineurs de feu Pasquier Paillart et Guillemette, jadis sa femme, sont donnez pour tuteurs Huguelin Hémon et Simon Baron. » (Bib. nat., Clair., 763.)

3. Vendredi 15 janvier 1451 (n. st.). « Maistre Guillaume de Villon, curateur donné par justice aux biens vacans par la renonciation faicte par feu damoiselle Jehanne du Puis aux biens meubles et conquest immeubles communs entre elle et feu Jehan Piquet, son second et derrenier mary, s'oppose aux criées des héritages qui furent audit feu Piquet, assis au Plessiz Piquet, pour les causes à déclarer en temps et lieu, et eslit son domicile en son hostel ou cloistre Saint-Benoist. » (Arch. nat., Z1 115.)

appartenait, en 1416, à la maison de Louis, duc de Guyenne, en qualité de maître de la chambre aux deniers ; il était conseiller du roi Charles VI et « commis au gouvernement de la dépence des hostels du Roy, de la Reyne et de Monseigneur le Duc de Guyenne ¹ ». Il avait épousé demoiselle Jehanne du Puis, veuve de Nicolas Brullart, qui avait hérité de lui « du chastel et forteresse, héritaiges et possessions du Plessis-Piquet ». Maître Guillaume de Villon se trouva dans cette affaire en compétition avec Drouin Jacquin, également commis au gouvernement de ces biens. Le 19 février 1451 (n. st.), Toussy plaidait pour lui à la Chambre du Trésor, et le 12 mars suivant, Estienne de Nouviant, procureur du roi, déclarait mal fondées les prétentions de maître Guillaume de Villon. Cette affaire dut être importante, à en juger par les noms de ceux qui s'opposaient aux criées et qui agissaient en même temps que Guillaume de Villon : « Vénérable et discrète personne maistre Thibault de Victry, conseiller du roy en sa court de Parlement et trésorier d'Angers » qui élit domicile en son hôtel au cloître Notre-Dame ; maître Nicaise de Bailly, greffier du Trésor, au nom de la succession de Guillaume Sanguin, qui élit domicile en son hôtel de la rue de la Coulombe en la Cité ; Guillaume Colombel, élu sur le fait des aides à Paris, qui élit domicile « en son hostel en la rue des Marmousez en la Cité de Paris ² ». Nous les retrouvons tous trois souvent au cours de ce livre. Qu'il suffise

1. Bib. Sainte-Geneviève, ms. 848, f. 23.

2. Arch. nat., Z1 F15. (6 janvier au 13 août 1451.)

de remarquer ici que, dès 1451, ils étaient mêlés avec Guillaume de Villon à l'importante affaire d'héritage d'un grand financier royal.

Comme plusieurs chanoines de Saint-Benoît¹, maître Guillaume de Villon possédait des vignes dans le Clos Bourgeois, près de Vaugirard. Le 12 décembre 1467, « maistre Guillaume de Willon, chappelain de la chappelle fondée à l'autel monseigneur Saint Jehan l'Evangeliste en l'Eglise monseig^r Saint Benoist le Bien Tourné » baillait à rente annuelle et perpétuelle de 32 sous parisis et 8 deniers de cens, cinq quartiers de vigne, assis au Clos aux Bourgeois, à Pierre de la Bretesche, boucher, demeurant à Saint-Germain-des-Prés². Nous ignorons la date de la mort de Guillaume de Villon, mais nous sommes certains qu'elle doit être placée avant le 23 août 1468³. Il était probablement déjà malade au mois de décembre 1467, car cet acte de rente pour « led. chappelain et sesd. successeurs » semble établi en vue d'assurer le revenu futur de la chapelle Saint-Jean l'Évangéliste. Il est bien probable que Guillaume de Villon fut emporté par la reprise de la peste de l'automne de 1466 qui sévit justement dans le quartier Saint-Benoît. Jean de Roye dit qu'en août-septembre 1466, la chaleur et la mortalité furent terribles : « Et si grant nombre de créatures furent portées enterrer ou cymitiere des sains Innocens en ladicte ville de Paris que, tant des mors

1. Voir plusieurs lettres d'ensaisinement. Arch. nat., S. 904.

2. Arch. nat., LL. 463, f° 95, Registre de la chapelle Saint-Jehan à Saint-Benoît.

3. Longnon. *François Villon*, p. 21.

en ladictte ville que de l'Ostel Dieu, tout y fut remply¹. » Puis il note que l'épidémie continua jusqu'en novembre où on fit des processions : « et lors cessa ung petit ladictte mort ». Mais il y eut une reprise l'an suivant, 1467, dès le printemps. Voici ce que portaient les registres d'audience du Châtelet à la date du 19 mai 1467 :

Ce jour ce fit en grant devotion
 En cette ville une procession,
 Exemplaïre de vraye penitence,
 Par saint advis, en bonne intencion.
 En priant Dieu par lamentacion
 Qu'il vouldist mectre en la peste attrempence.
 Vingt-huit chaces de Saint-Denis en France,
 Couronne et clou y furent apportées ;
 Les rues furent tendues et assortées,
 Les reliques du saint Palais attaintes.
 Par ce soient nos ames confortées
 Et guerre et mort assomes [l. assouvies] et estaintes.

L'épidémie continua cependant, et fit une victime au Châtelet même, le 26 mai. On lit à la date du 27 mai 1467 :

Ce piteux jour d'ier trespassa
 Baude le Minerat, natif
 De Bourges, qui nous délaissa :
 Dont ot maint bon cœur plaintif.
 Au buffet estoit attentif,
 Céans, où chacun le réclame.
 D'humble vouloir invocatif
 Prions Dieu qu'il en ait l'ame².

A l'automne, la peste n'avait point cessé : on en trouve une première preuve dans la journal de Jehan de Roye, le 18 septembre 1467. La reine, invitée à souper à l'hôtel de

1. Journal de Jean de Roye, éd. Bernard de Mandrot, I. 165.

2. Bib. nat. Clair., 764.

maître Jehan Dauvet, premier président au Parlement, n'ose y prendre un beau bain qu'on lui a fait préparer « pour ce qu'elle se senty ung peu mal disposée *et aussi que le temps estoit dangereux*¹ ». Cette même année moururent Jehan Marceau, Pierre Basanier, Henry de Dannes, Mme Ambroise de Loré au printemps suivant, parmi les personnes qui touchent de près François Villon. Les comptes pour cette année de Jehan Quiniou, procureur du collège de Tréguier, séparé comme on l'a vu du collège de Cambrai par une façon de mur mitoyen, montrent que le pauvre petit groupe breton fut durement éprouvé par la peste et que les écoliers, après la mort de leur principal, Guillaume Le Lay, durent quitter le bâtiment contaminé durant l'hiver de 1467-1468. Ils n'y rentrèrent qu'au printemps². Une si violente épidémie au quartier Saint-Benoît, rapprochée de la disposition prise par maître Guillaume de Villon en décembre 1467 au profit de ses successeurs

1. Journal de Jean de Roye, éd. cit. I. 179.

2. Alia misia extraordinaria facta in collegio anno sexagesimo septimo :

Et primo in vigilia Natalis Domini feci pactum cum Johanne Archatoris, labore de Vanes et cum uno alio pro mundando collegium post mortalitatem, videlicet aulas, coquinas, cameras et omnia vilia hinc et inde existencia, et pro omnibus istis vj s.

Item pro scobis cotireti et ipsorum expensis et meis. iij s.

Item ij^a die mensis Februarii anno millesimo CCCC^{mo} LXVij^o ivi post mortalitatem mansum collegio Trecorensi et fecit procurator facere inventarium una cum magistro Johanne Rioti, commissario collegii, de bonis mobilibus existentibus in dicto post mortem magistri Guillermi Laici; quod fuit factum per Johannem Pinot, tabellionem domini et jurisdictionis Sancte Genovefe et ideo pro salariis et pro expensis ipsorum exposuit. xxiiij s.

Item pro mundando utensilia collegii. xiiij d.

Item uni homini qui portavit cum quadriga sua omnia superflua que erant ante portam collegii ij s. viij d.
(Arch. nat., H. 2855.)

(maître Guillaume n'était pas présent devant le prévôt lorsque l'acte fut dressé) fait penser que le chapelain mourut au début de l'année 1468 ; et comme son obit est inscrit à la grande Confrérie aux Bourgeois à l'Épiphanie, veille des Rois, le 6 janvier¹, on peut fixer la date de sa mort avec une précision presque absolue au 6 janvier 1468 (n. st.).

Ces vignes du Clos aux Bourgeois, que maître Guillaume de Villon cédait ainsi peu de jours avant de mourir au profit d'une chapelle de l'église Saint-Benoît n'avaient pas, comme on voit, un bien grand revenu. Elles devaient fournir le vin que le chapelain consommait dans sa maison. Dans ce temps, les vendanges et la récolte du vin faisaient partie intégrante de la vie des particuliers. Les bourgeois de Paris surveillaient leurs clos et leurs pressoirs et, très souvent, profitaient des privilèges qu'ils pouvaient avoir, les bonnes années, pour vendre au détail, chez eux, les quelques tonneaux du surplus de la cuvée. Cela s'appelait « faire taverne ». On verra que les Parisiens les plus riches et les plus hauts placés ne dédaignaient pas ces singuliers bénéfices. D'ailleurs les clos de vignobles, enclavés çà et là, attiraient, au temps du raisin mûr, tous les menus déprédateurs parisiens, et, en première ligne, les écoliers. Pendant les mois de juillet, août et septembre, les registres de justice des bailliages parisiens font voir qu'on arrêtait partout des écoliers qui mangeaient en franche repue les raisins dans les vignes, les cerises et les noix dans les jardins.

1. V. plus haut. Arch. nat., LL. 437.

Maître Guillaume de Villon, qui avait élevé le futur héros des « franchises repues » était naturellement désigné à subir les mauvais exploits des étudiants. L'aventure eut lieu le 24 août 1461, pendant que François Villon était dans la prison de Meung. Voici la note du tabellion de la justice de Saint-Germain-des-Prés :

« Jehan Gaultier, escollier, demourant à Paris ou colleige de Versoris, admené prisonnier ès prisons de céans par Pierre Picart, sergent, etc., et plusieurs autres personnes ses aides, pour ce que il et autres escolliers ses complices, garnis de frondes et de pierres en leurs sains, s'estoient boutez ès vignes du Clos aux Bourgeois, près de la porte Saint-Michiel, où yllec mangeoient et cueilloient les raisins desdictes vignes, et par especial en la vigne d'un nommé maistre Guillaume de Villon, estant oudit cloz, où ledit escollier, accompagné de xiiij autres escolliers ou environ, qui firent yllec plusieurs grans rebellions contre ledit sergent, les messiers et autres plusieurs personnes qui estoient venus et afouys au secours desdis messiers et officiers de justice pour les grans exceps et oultraiges que faisoient lesdiz escolliers, en gettant pierres à grant puissance contre eulx, et tellement que d'iceulx ne peuvent prendre ni appréhender que ledit Jehan Gaultier.

« Et cedit jour, ledit Jehan Gaultier nous feust requis comme clerc par l'official de céans, auquel nous l'avons rendu comme tel, chargé dudit cas, et pour l'en pugnir d'ycellui ainsi que raison donrra¹. »

1. Arch. nat., Z² 3267.

Les registres de l'officialité de Saint-Germain-des-Prés n'existent plus pour cette date. Nous ne savons donc pas ce qu'il advint de Jehan Gaultier, l'écolier maraudeur de vignes, ni si maître Guillaume de Villon fut inexorable pour le « mauvais enfant qui fuyait l'école » pour cueillir le raisin aux ceps du Clos aux Bourgeois¹.

Voilà tout ce qu'on sait de la vie de maître Guillaume de Villon, à Paris. Mais le chapelain de Saint-Benoît n'était pas Parisien. Il était natif du village de Villon, près Tonnerre, dont il avait pris le nom². Dans ce village, maître Guillaume avait de la famille, un neveu et une nièce. Le neveu, Jehan Flastrier, vint s'établir à Paris, tout près de son oncle, dans la paroisse de Saint-Benoît. Il demeurait, dès le 9 avril 1446, (n. st.), dans une maison sise dans la grande rue Saint-Jacques « joignant et faisant le coing de la porte d'en haut du cloître Saint-Benoist³ » ; elle tenait d'un côté à l'hôtel de Jacquet Fortin, boulanger ; auparavant, elle avait appartenu « à feu Robin Boguet, à son vivant barbier », et, ainsi que la maison du boulanger, elle devait aboutir par derrière à « l'hôtel de la geôle et prisons de l'église Saint-Benoît⁴ ». La nièce, « Estiennette la Flastrière, demourant à Vyllon près Tonnerre, seur germaine et prouchaine et héritière » de Jehan Flastrier, pouvait être encore vivante le 22 no-

1. Jehan Gaultier était maître ès-arts et devait avoir atteint l'âge d'homme. Les registres du Châtelet portent au 13 juin 1463 : « Jean Gautier, maître ès ars, donné curateur à Guillaume le Bègue, âgé de vingt-deux ans et à Estienne le Bègue, âgé de quatorze ans, frères, ses neveux, enfans de feu Colin le Bègue. » (Bib. nat. Clair., 763.)

2. Longnon. *François Villon*, p. 17. — 3. Longnon. *Op cit.*, p. 193.

4. Arch. nat., S. 889^A.

vembre 1481, jour où Jehan Flastrier fit son testament. Mais le barbier n'en savait rien, ni si elle avait des enfants, « car il ne se sent point en conscience en riens chargé ne tenu envers eulx, tant pour ce que de son jeusne aage ne leur a rien cousté ne douné quelque charge, comme par ce que sa dicte seur et aultres des cohéritiers ont tousjours joy et usé des héritaiges et possessions à luy venues et escheus tant par succession de pere et de mere et aultres, comme par le trespas dudit de Vyllon, son oncle, dont icelluy testateur et héritier¹ ». Jehan Flastrier avait épousé la sœur de messire Jehan le Duc, l'élève de maître Guillaume de Villon : mais elle mourut avant lui et il ne semble pas avoir eu d'enfants puisqu'il légua l'usufruit de la maison où il demeurait à sa filleule Huguette et au mari de celle-ci, Germain Vasline. Il possédait aussi « une petite maison, jardin et pourpris... assis au cloître Saint-Benoist et faisant partie des mesures anciennement appelées l'*Ostel de la Biche* ». Jehan Flastrier appartenait à la confrérie des barbiers fondée dans l'église du Saint-Sépulcre et de la confrérie de Saint-Benoît. Comme son beau-frère Jehan le Duc, il gardait une profonde reconnaissance à maître Guillaume. Il « veut son corps estre inhumé en la nef de ladite église, soubz la tombe de maistre Guillaume de Willon, son oncle ». La communauté de Saint-Benoît venait de se décider, en 1481, à fonder dans l'église une maîtrise de chœur. Jehan Flastrier ne manqua pas de s'y intéresser et il laissa à la fondation des enfants

1. Longnon. *Op. cit.*, 196.

de chœur certains revenus « moyennant et parmy ce toutes voies que lesdis enfans de cueur seront tenus par eulx et leur maistre, dire sur la tombe dudit de Vyllon, oncle dudit testateur, soubz laquelle icelluy testateur sera inhumé, le premier jour de chacun moys de l'an, à tousjours, incontinent apres la grand messe dudict cueur, les sept pseaulmes avecques la litanie *Libera me Domine* et aultres versetz subsequens... au remede et salut des âmes dudict de Vyllon, testateur, sadicte femme et aultres, ses parens et amys trespassés ». Évidemment, Jehan Flastrier était personne notable au cloître Saint-Benoît. Ainsi, le 18 janvier 1461 (n. st.), il fut appelé dans la chambre claustrale d'Estienne de Montigny pour assister à la dictée que celui-ci faisait de son testament, étant couché dans son lit¹. Il était barbier de la commanderie de Saint-Jean de Latran et recevait, pour « servir de son mestier de barberie les frères, religieux et serviteurs dudit hospital », la pension annuelle de 48 sous parisis². Sans doute sa parenté avec maître Guillaume de Villon lui

1. Arch. nat., S. 891 A.

2. « Autre mise pour la pension de nostre barbier qui doit nous servir chacun an XLviij s. p.

Le lundi, viiiij^e jour de juillet iiij^e C^eLiij, à Jehan Flastrier, nostre barbier, pour avoir servi de son mestier de barberie les freres et serviteurs de ceans tant seulement pour une année escheue et finie au jour de Noel derrenier passé iiij^e C^eLiij, XLviij s. p. Le xxviiij^e jour de décembre, oud. an iiij^e C^eLiij, aud. Jehan Flastrier, barbier, sus l'année escheue et finie aud. jour de Noel dessusdit et tout moins, xxiiij s. p. Le xxvj^e jour de mars ensuivant, oud. au iiij^e C^eLiij, audit Jehan Flastrier, barbier, la parpaie de sadicte année escheue et finie aud. jour de Noel iiij^e C^eLiij, xxiiij s. p. Somme desdictes deux années iiij l. xvi s. A Jehan Flatrier, barbier, pour avoir servi de son mestier les freres religieux et serviteurs dud. hospital, c'est assavoir pour l'année finie au Noël mil quatre cens cinquante cinq, XLviij s. p. Item audit Jehan Flatrier, barbier, sus l'année comencée à Pasques Miiij^e C cinquante et six et finissant au Noël ensuivant à lui baillé... xxiiij s. p. » (Arch. nat., S. 5118, Comptes de Saint-Jehan de Jérusalem de 1454 à 1456.)

fut d'une grande utilité. Le fait seul que le chapelain de Saint-Benoît faisait partie de la Grande Confrérie aux Bourgeois, et qu'il y fonda son obit, atteste l'importante situation qu'il occupait à Paris dans la société bourgeoise. Mais il n'avait point, pour cela, rompu avec sa province, où il paraît avoir tenu aussi une place assez exceptionnelle.

En effet, un accord du 6 mai 1458 fait voir que « vénérable et discrète personne maistre Guillaume de Willon » était dès cette époque seigneur de la terre et châellenie de Malay-le-Roy, au baillage de Sens. Il prétendait à la possession d'une pièce de bois, située au-dessus d'Armeau, près de Villeneuve-le-Roi, dans le bois de Paleteau, et qu'on appelait la Potence. En 1318, le roi avait constitué à la comtesse de Sancerre « en assiette de mil livres de rente annuelle et perpétuelle » 199 arpents de gros bois et 642 arpents de menus bois pris dans le bois de Paleteau. Ces 841 arpents avaient passé, après la mort de la comtesse de Sancerre, en la possession de Hervy Chaucy, seigneur de la châellenie de Malay-le-Roy. Or maître Guillaume de Villon, selon ce document, succédait à Hervy Chaucy dans la jouissance de la seigneurie et de la propriété. Le procureur du roi, d'autre part, affirmait que le bois de la Potence appartenait au roi. La question fut examinée en présence du lieutenant de Philippe de Melun, seigneur de la Borde, conseiller et chambellan du roi, maître et enquêteur des eaux et forêts en France, Champagne et Brie : c'était le père de Charles de Melun, qui eut une fin si tragique dix ans plus tard sous Louis XI ; le lieutenant était assisté de Dreux de Vielz-

chastel, receveur du roi à Sens, évidemment parent de Hugnette de Vielzchastel, mère de Philippe Bruneau, dame de Grigny, que nous retrouverons plus tard. Maître Pierre Guillot agissait comme procureur pour maître Guillaume de Villon ; et à l'enregistrement de l'accord passé en la chambre du Trésor, le 17 décembre 1461, il fut remplacé en cette qualité par maître Michel de Pons. L'accord reconnaît à maître Guillaume de Villon la possession des 841 arpents qui constituent le bois de la Potence, ainsi que le droit de justice dans ce bois¹. Le 2 mai 1463, « maistre Guillaume de Villon, soydisant seigneur, chastelain et haut justicier de Meslay-le-Roy, près Sens », affirmait ses droits au Châtelet, devant le prévôt de Paris².

Nous ne savons pas comment maître Guillaume de Villon put hériter de la comtesse de Sancerre par l'intermédiaire de Hervy Chaucy, ni dans quel temps il devint seigneur de Malay-le-Roy. Il est certain toutefois que la chose eut lieu avant l'année 1458 et les termes de l'accord semblent indiquer que la mort de Hervy Chaucy n'était pas récente. Les 841 arpents de bois de la Potence ne représentaient pas à eux seuls les mille livres de rente constituées à la comtesse de Sancerre ; mais ils devaient former pourtant la majeure partie du capital en bienfonds. Ainsi maître Guillaume de Villon possédait d'assez gros revenus. Il était aussi seigneur dans le bailliage de Sens, sans que les actes le qualifient de « noble homme » ;

1. Arch. nat., Z 1^F 24, f^o 174.

2. Bib. nat., Clair., 763.

ce qui montre bien que ces titres lui arrivèrent individuellement, par voie sans doute d'une succession collatérale. Mais il exerçait le droit de haute justice dans le bois de la Potence : c'est-à-dire qu'il y avait fait dresser le gibet.

On ne peut se défendre d'un frisson d'inquiétude en songeant à cette double coïncidence de la chose et du nom. Le maître, le protecteur, le plus que père de François Villon, celui qui l'avait élevé petit enfant, possédait la Potence et aurait pu pendre le poète à ses fourches patibulaires par droit seigneurial.

Dès l'aube de la vie de François Villon, sa route est traversée par l'ombre du gibet.

NOTICES DIVERSES

RÉDIGÉES PAR

MARCEL SCHWOB

LES COQUILLARS ET FRANÇOIS VILLON¹

Les bandes de deçà la Loire qui se formèrent après la publication du traité d'Arras (octobre 1435), constituèrent, sur le modèle des Grandes Compagnies du quatorzième siècle, des sociétés fortement unies. Le peuple baptisa ces nouveaux compagnons du nom d'*écorcheurs* — ce qui signifiait, dit M. Quicherat², des bandits qui dépouillaient jusqu'à la chemise, ceux auxquels ils s'attaquaient. A peine licenciait-on les aventuriers, qu'ils devenaient brigands. Une de leurs chansons, bien caractéristique, de l'époque de Charles VIII, montre que ce passage de la guerre au vol, dans les temps troublés du quinzième siècle, est constant :

Noz lances sy sont defferrées,
Noz espées n'ont point de pointe ;
Nous pillerons les gens par tout :
C'est grand pitié
Aux gens d'armes perdre soudées³.

De 1435 à 1445, la France tout entière eut à souffrir des excès de ces pillards. Mais ce fut la Bourgogne surtout qui les attira. Outre la haine particulière qui animait leurs chefs armagnacs contre les provinces de l'Est, il faut reconnaître que la richesse des villes, l'espoir d'*appâtissements* considérables furent des causes importantes de cette préférence. A partir du traité d'Arras, les Bourguignons eurent à redouter, chaque hiver, l'arrivée des

1. Minute d'une lecture faite à l'Académie des Inscriptions au mois d'avril 1890.

2. *Rodrigue de Villandrando*, p. 121.

3. *Chansons du quinzième siècle*, éd. G. Paris, p. 143.

Écorcheurs. Si leurs bandes n'étaient, pendant cette saison, à la solde du roi ou de quelque seigneur, elles venaient hiverner en Bourgogne. De là, on poussait en Lorraine ou en Alsace. « Redoublez de vigilance pendant les grands froids, écrit le commandeur d'Issenheim aux bourgeois de Strasbourg, en novembre 1444. Cassez la glace dans les fossés; ces malfaiteurs ont coutume d'en profiter pour prendre les villes d'assaut, à l'échelle¹. » Après la bataille de Saint-Jacques (août 1444), et lorsque le dauphin Louis revint en France, rappelé par Charles VII, les écorcheurs continuèrent à séjourner dans l'Est. Ils ne commencèrent leur mouvement de retraite qu'en mars 1445.

Huit ans après, on voyait apparaître à Dijon « plusieurs compagnons oizeux et vaccabundes », d'ailleurs étrangers au pays, qui désolèrent la ville et la campagne, par des brigandages et des vols continuels. En octobre 1455, le procureur-syndic de la ville de Dijon, Jehan Rabustel, réussit à arrêter d'abord Regnault Daubourg, carrier du duc de Bourgogne, qui paraissait leur affilié; ensuite Dimanche le Loup, dit Bar-sur-Aube. Un barbier de Dijon, Perrenet le Fournier, qui paraît avoir joué dans l'affaire un assez triste rôle, donna des détails sur la composition de la bande. Bar-sur-Aube, à qui on avait promis la vie sauve, s'il parlait, acheva les dénonciations. La société portait le nom de compagnie de la Coquille; les membres, celui de Coquillars; Perrenet le Fournier dicta une liste des noms des principaux affiliés, complétée ensuite, sans doute, par Bar-sur-Aube. C'est cette liste qui permet de reconnaître les relations de la compagnie de la Coquille avec les débris des bandes d'écorcheurs restées en Bourgogne et dans le Dijonnais. Soixante-dix-sept noms ont été donnés au cours de l'instruction; parmi les hommes dénoncés, il y a des Gascons, un Italien, un Savoyard, un Espagnol et un Écossais. Un d'eux est « dit le

1. Seconde relation du commandeur d'Issenheim. Archives de la ville de Strasbourg. Correspondance politique AA. 183.

mugnier de Carpentras » ; les autres sont Andrey le Prouvensal ; Huguenin, gascon d'Ostun ; — puis Gefframe et le Rousselot de Savoye — le petit l'Espagnol et Jehan d'Ecosse. Les premiers avaient dû remonter avec Pochon de Rivière, Gaston de Lérigot et les deux Estrac depuis les marches de Gascogne avec l'armée du Dauphin. L'un d'eux, Nicolas le Bègue, porte comme sobriquet le nom de Tartas, et Tartas a été la dernière ville occupée par les écorcheurs, au bord des Landes de Gascogne, à la fin de 1438. Peut-être ce Tartas avait-il servi sous Rodrigue de Villandrando, Saintrailles ou le bâtard de Bourbon, à l'époque où ces capitaines vidaient le Languedoc. L'Italien et le Savoyard avaient dû arriver avec les troupes lombardes de Galiaz et d'Amé de Valperga ; l'Espagnol sous Salazar ou Gonzalès ; Jehan d'Ecosse devait être un homme de Jean de Montgommery ou de Robin Petitlo. La bande de la Coquille présente ainsi comme un résumé des nations composites qui formaient l'armée du dauphin Louis, lorsqu'il alla heurter, si rudement, en 1444, les Suisses à Saint-Jacques. Ces malfaiteurs étaient, d'ailleurs, des gens âgés, pour la plupart, de vieux routiers qui avaient eu maille à partir avec la justice. Godeaul est signalé comme n'ayant qu'une oreille ; un autre, dit le Borgne, avait eu l'oreille coupée à Auxonne. Oudet Durax, dit Gascon de Bordeaux, après avoir échappé au procès de la Coquille, fut repris et bouilli en 1457, sous le nom d'André de Durax, dit le Gascon, natif de Bourdeaulx.

Les traditions des écorcheurs paraissent, d'ailleurs, avoir été bien conservées parmi les coquillars. Dimanche le Loup déclara dans son second interrogatoire qu'ils « eussent fait en ceste ville, durant cest yver, innumerables dommaiges, s'ils n'eussent esté descouvers ». Il semble que l'hiver de 1455-1456 aurait attiré les malfaiteurs de la Coquille, au nombre de mille, d'après Perrenet le Fournier, dans le pays de Dijon. Cette habitude de séjourner l'hiver en pays bourguignon, de se cantonner dans les villes pour les piller dans cette saison, est tout à fait particulière aux bandes d'Armagnacs ; lorsque les ambassadeurs de la

maison d'Autriche viennent prier le dauphin Louis d'évacuer le pays, il ne manque pas de dire qu'il a fait retirer ses hommes dans plusieurs places pour les mettre à l'abri du froid et les y laisser séjourner pendant l'hiver¹.

Ainsi, tout s'accorde à montrer que les bandes d'écorcheurs, qui avaient traversé la Bourgogne avec le Dauphin, laissèrent dans le Dijonnais les éléments dangereux de la Compagnie de la Coquille.

Cette Compagnie était organisée d'une manière très analogue à nos bandes modernes. Voici comment Jehan Rabustel la définit dans l'instruction :

« Et est vray, comme l'en dit, que les aucuns desdits coquillars sont crocheteurs d'usseries, arches et coffres; les aultres sont tresgeteurs et desrobent les gens en changeant or à monnoye ou monnoye à or, ou en achetant aucunes marchandises; les aultres font, portent et vendent faulx lingoz et faulses chainnes en façon d'or; les aultres portent et vendent ou engaigent faulses piereries en lieu de dyamans, rubiz et aultres pierres précieuses; les aultres se couchent en quelque hostellerie, avec aucun marchand, et se desrobent eulx-meismes et ledit marchand, et ont homme propre auquel ilz baillent le larrecin et puis se complaignent avec le marchand desrobez; les aultres jouent de faulx dez d'advantaige et chargiez et y gaignent tout l'argent de ceulx à qui ilz jouent; les autres sçaivent subtilitez telles au jeu de quartes et de marelles que l'en ne pouvoit guaigner contre eulx. Et, qui pis est, les pluseurs sont espieurs et aggresseurs de bois et de chemins, larrons et muldriers... » Les catégories de malfaiteurs étaient distinctes. Perrenet le Fournier en nomme seize. Chacun des genres de délit constituait une sorte de métier que les Coquillars se reprochaient les uns aux autres, dans leurs querelles. Ils étaient, d'ailleurs, tous soumis à un chef commun, nommé Roy de la Coquille.

Un fait capital pour l'histoire de notre langue, c'est que les

1. Arch. de Strasbourg. Correspondance politique AA. 183.

Coquillars parlaient jargon. « Et est vray, commil dit, que lesdiz Coquillars ont entreulx un langaige exquis que aultres gens ne scevent entendre, s'ilz ne l'ont reveley et aprins, par lequel langaige ilz congnoissent ceulx qui sont de ladite Coquille, et nomment proprement oudit langaige tous les faiz de leur secte¹. » Le procès de Dijon nous a conservé un certain nombre de mots et d'expressions de ce jargon. Le langage paraît remonter à une date bien plus reculée, puisque Perrenet le Fournier, qui a trente-quatre ans, dit que « luy qui parle a aultrefois oy aucuns motz de jargon ancien ». Il était déjà bien répandu ; car un des témoins du procès, un carrier, Jehan Vole, dit l'Auvergnat, âgé de trente-six ans, entremêle curieusement sa déposition de termes de jargon. Le langage des Coquillars se rapproche notablement de la langue de la *germania*, ce qui confirme l'influence qu'ont dû avoir les bandes de Rodrigue de Villandrando et de Salazar sur l'organisation de ces malfaiteurs ; on y trouve aussi des termes communs au *zergo* et au *rotwelsch*, dont le premier document écrit a été copié aux Archives de Bâle en 1475, mais date, sans doute, du premier quart du quinzième siècle.

Toutefois, sauf un terme d'une lettre de rémission, en 1426², et les gloses dont un copiste bohème, Raoul Tainguy, a émaillé quelques manuscrits entre 1410 et 1425³, le glossaire de la Coquille est le plus ancien document étendu sur les langues secrètes. A cet égard, le procès de Dijon mérite de fixer l'attention. Un travail publié en 1884, le *Jargon au quinzième siècle*, de M. Auguste Vitu, attribue la création du jargon à la corporation des merciers. Les malfaiteurs se seraient groupés et classés suivant les groupes et classes établies dans la mercerie. L'élément de colportage aurait prédominé sur tous les autres et leur aurait imprimé une direction prépondérante. La théorie de M. Vitu était née surtout de l'étude des livres de colportage, publiés à la fin du seizième siècle et au commencement du dix-

1. Déposition de P. Le Fournier.

2. *Dupe*. Du Cange sous *Duplicitas*.

3. V. Siméon Luce. *La France pendant la guerre de Cent ans*.

septième. (*Vie des marcelots gueux et bohémiens*, par Pechon de Ruby. 1596. — *Jargon de l'Argot réformé*, 1614). Un vers du poète François Villon :

Moy, pauvre mercerot de Rennes

servait à unir les détails donnés à la fin du seizième siècle, à l'ensemble de la situation des classes dangereuses au quinzième siècle. Le vers de Villon ne prouve pas grand'chose. Nous ne savons pas que le poète ait jamais porté la balle de 1431 à 1461. Rien dans sa vie ne le fait supposer — non plus qu'une origine de Rennes, démentie par bien d'autres faits. A moins que Rennes ne figure ici pour rimer avec *étrennes*, l'expression doit contenir une allusion que nous ne comprenons plus. En tout cas, Villon veut nous dire qu'il est d'origine populaire et désire être confondu dans le peuple. Mais il faut se garder de prendre au pied de la lettre un vers aussi obscur.

Pour ce qui est des Coquillars, ils ne présentent pas trace de l'organisation hiérarchique des merciers. Leur bande fonctionne comme en 1800, la bande de chauffeurs du Beau-François. Ils ne connaissent ni *camelotiers*, ni *pechons*, ni *Coesre* — autant de termes qu'il faut laisser au seizième siècle. Leur jargon est le même que celui de François Villon — mais il diffère du jargon des merciers. On ne trouve parmi eux, sauf Regnier de Montigny, aucun « escholier » qui ait pu leur forger leur langue ; — il y a dans la bande un mercier, Pierret Cliquet — mais il y a aussi un ouvrier de bras, un fromagier, un carrier, un cardeur, un serrurier, un orfèvre, etc. Le jargon des Coquillars ne diffère nullement, en somme, des développements analogues qui se sont produits dans différents pays de l'Europe. On y retrouve le fait caractéristique de la suffixation, commun à l'argot français et au rothwelsch. Une chaîne fausse se nomme *trainne* ou *tirasse*. Dans ce dernier mot, on reconnaîtra facilement l'élément de formation populaire qui nous a donné *mélasse*, *paillasse*, etc. La langue de la *germania* contient, pour « chaîne », le terme *tiradera*. — D'autre part, un second fait carac-

téristique des langues secrètes, c'est d'adopter, de convention, un mot de la langue courante pour une signification différente, et d'opérer une translation inverse. Avé-Lallemant a fort bien mis ce phénomène en lumière dans *Das Deutsche Gaunerthum* et M. Graziadio Ascoli en a été frappé. En rothwelsch *Elle* = *Meile* et *Meile* = *Elle*. C'est ainsi que le jargon de la Coquille désignait la lumière du *jour* sous le nom de *torture*; tandis que la *torture* prenait le nom de *jour*. — Enfin, la tendance à la métaphore, générale dans les langues primitives ou créées, se manifeste dans le terme *anses* qui désigne les *oreilles*; tandis qu'un dernier phénomène, particulier aux langues secrètes, et qui consiste à nommer une chose par son contraire se fait jour dans le nom populaire de *Saint-Marry* pour les marelles, que les Coquillars transforment en *Saint-Joyeux*.

Rien donc ne justifierait, on le voit, une explication qui rapporterait l'origine du jargon à une imitation des usages de la mercerie. Le développement de la langue secrète en France ne diffère pas sensiblement des manifestations analogues qui se sont produites chez les peuples romans au quinzième siècle. C'est sans doute à des causes sociales, à la misère provoquée par une guerre d'un siècle, aux ravages exercés par des bandes de soldats mercenaires qu'il faut rapporter l'extension qu'ont prise dans la première moitié du quinzième siècle les habitudes de brigandage et la langue des malfaiteurs. Cette langue a pris naissance, probablement, dans des groupes de routiers qui s'associaient pour exploiter une province. Le mot de *mouche*, pour espion qui apparaît, en 1389, dans la bouche d'un soldat de Grande Compagnie pendant son interrogatoire au Châtelet, suggère une puissante induction en faveur de cette hypothèse. Une fois les bandes rompues, leur langage était charrié vers le peuple par les malfaiteurs isolés. L'histoire d'un mot du jargon des Coquillars montre bien ce chemin parcouru.

L'un des termes les plus fréquents de ce langage, c'est l'expression *esteve* qui désigne tout vol, toute tromperie. Il figure dans la *germania* sous la forme *estafa*; en rothwelsch, c'est *stapler*

ou *stabeler*. L'origine commune c'est *stab*, *staff*, *estève* dans le sens de bâton. Entre *battre et tromper*, dès le quinzième siècle, il y a en jargon une curieuse synonymie. Toujours est-il que ce mot était inconnu à la justice dijonnaise, vers le milieu du quinzième siècle. En effet, un magistrat de cette époque qui a étudié et annoté le procès de la Coquille, trouvant le mot *estève* au cours d'un interrogatoire, a écrit en marge : *Notebur verbum* « a l'esteve ». On ne l'a, jusqu'à présent, rencontré que dans une pièce judiciaire qui a été publiée par M. Longnon et qui concerne Colin de Cayeux, l'ami de François Villon. Colin, dit la pièce « est chargé de plusieurs piperies et de plusieurs *esteves* ». Or Villon, jouant sur le nom de Colin de Cayeux, l'appelle dans la ballade II du Jargon, Colin de l'*Ecaille*, ce qui est une manière de dire Colin de la *Coquille*, puisque justement, cette ballade est adressée aux *Coquillars*. Ainsi, Colin de Cayeux avait transporté ce mot, de la bande qui l'employait si souvent, jusqu'aux pièces judiciaires d'un débat entre l'évêque de Senlis et l'évêque de Beauvais. Désormais, le mot a pris rang dans la langue, et il figure dans le dictionnaire de M. Frédéric Godefroy.

D'ailleurs, le jargon de la Coquille n'a pas, pour la littérature française, qu'un intérêt général. On est frappé du fait que le poète François Villon a écrit, précisément entre 1455 et 1460, plusieurs ballades en jargon. Sans préjuger de recherches ultérieures, on peut affirmer, dès maintenant, qu'il y a vingt ou vingt-cinq termes communs à la langue de Villon et à la langue des compagnons de la Coquille. Ces mots, répétés environ trois fois chacun, constituent un total de soixante à soixante-cinq termes répandus dans les vers de François Villon et dont le sens est désormais fixé.

Il ne suffirait pas d'invoquer, pour expliquer ce rapprochement, la concordance des dates. L'apostrophe *Coquillars* qui revient de temps en temps dans les vers de Villon avait assez frappé M. Lucien Schöne pour qu'il y reconnût le surnom de sa bande. On a vu le jeu de mots sur le nom de Colin de



Cayeux, qui était aussi Colin de la Coquille, ainsi que l'apparition dans son procès du mot « esteve » qui, par ailleurs, est un ἄπαξ, mais qui est propre aux Coquillars. Quant à Regnier de Montigny, l'autre ami de François Villon, il figure par deux fois sur la liste des malfaiteurs dénoncés, probablement sur l'indication de Dimanche le Loup — car son nom semble avoir été ajouté de la main du procureur lui-même. Le nom de Regnier de Montigny est précédé, la première fois, de la mention *mort et pendu*, la seconde, des mots : *pendu ante*. Ces notes de Jehan Rabustel montrent qu'il a suivi les Coquillars au moins pendant deux ans, — car Regnier de Montigny ne fut condamné qu'en 1457. On ne connaissait, d'ailleurs, son supplice que par la seconde ballade du Jargon.

Quoi qu'il en soit, la réunion de ces faits montre clairement que deux des amis du poète appartenaient à la Coquille et qu'il a écrit en jargon de Coquillars. Peut-être avait-il appris à connaître ces malfaiteurs par Colin de Cayeux, que M. Longnon suppose être un ami d'enfance, des environs de Saint-Benoît Le Bétourné. Peut-être aussi, est-il tombé dans cette mauvaise compagnie entre juin 1455 et janvier 1456. C'est, en effet, le 5 juin 1455, qu'une rixe s'engagea entre François Villon et Philippe Chermoye, rixe dans laquelle ce dernier périt. Villon dut fuir immédiatement, en attendant que ses protecteurs pussent lui obtenir le pardon royal. « Il n'est pas probable, dit M. Longnon, que notre fugitif ait eu des ressources suffisantes pour vivre honnêtement pendant le laps de temps qui s'écoula entre le 5 juin 1455 et le mois de janvier suivant... Il est possible que ce soit alors qu'il ait contracté ces liaisons malsaines qui devaient le conduire à deux pas du gibet. »

Une lettre de rémission, datée de janvier 1456, permettait à Villon de rentrer à Paris. Mais ces quelques mois de vie irrégulière avaient, sans doute, exercé sur lui une influence funeste. En décembre 1456, vers Noël, au moment même où il composait le *Petit Testament*, François Villon, avec dom Nicolas, Colin de Cayeux, Gui Tabarie et Petit-Jean, crochetait, au collège de

Navarre, un coffre contenant cinq cents écus d'or. Le rapprochement des dates, le fait que Villon faisait partie d'une bande, la présence de Colin de Cayeux dans cette association fait penser qu'on pourrait bien avoir affaire, dans le vol du collège de Navarre, à une subdivision de la compagnie de la Coquille. On voit figurer aussi dans la liste des Coquillars, un Petit Jehan, « maistre de l'eppée. » Mais la fréquence de ce nom au quinzième siècle, n'autorise pas à affirmer que c'est le même qui prit part au vol du collège de Navarre. La bande de la Coquille était nombreuse ; au témoignage de Perrenet le Fournier, elle comprenait plus de mille individus. Elle ne fut pas détruite par la procédure dijonnaise. En effet, les pièces judiciaires nous montrent Colin de Cayeux encore vivant en 1460 — et la ballade II du Jargon, où Villon mentionne les supplices de Colin et de Regnier de Montigny, débute ainsi :

« Coquillars, narvans à Ruel,
Mezys vous chante mieux que caille,
Que n'y laissez et corps et pel,
Comme fit Colin de l'Ecaille. »

Ainsi, après 1460, il y avait encore des Coquillars à Ruel, et François Villon s'adressait à eux peu de temps avant d'écrire :

« En l'an trentiesme de mon eage
Que toutes mes hontes j'eue beues... »

Ces inconséquences n'ont rien qui doive nous étonner chez un poète qui expliquait son voyage à Angers, au moment du vol au collège de Navarre, par un dépit d'amour. Il ressort des pièces du procès, et de la déposition de Gui Tabarie, que François Villon allait à Angers, chez un sien oncle qui y était prêtre. M. Paul Lacroix a supposé que le voyage avait pour but de préparer un nouveau vol. On pourrait croire que la crainte d'une dénonciation au Châtelet n'y était pas étrangère. Malheureusement, les archives d'Angers sont muettes à ce sujet. En tout

cas, le voyage a une relation évidente avec le vol ; tandis que Villon écrit :

Adieu ! je m'en voys à Angiers
Puisqu'el ne me veult impartir
Sa grace ne me departir.

De tout cela, il résulte que François Villon a été en relation avec la compagnie de la Coquille, dont il a parlé le jargon, par ses amis Colin de Cayeux et Regnier de Montigny, peut-être personnellement, dans le vol du collège de Navarre. Il a dû connaître la Coquille entre juin 1454 et janvier 1456, au moment où il préparait le *Petit Testament*. La ballade II du Jargon montre qu'il s'adressait encore aux Coquillars pour leur donner des conseils entre 1460 et 1461, c'est-à-dire au moment où il préparait le *Grand Testament*. Il est plus que probable que cette ballade est même postérieure à 1461. Villon n'a dû la composer qu'à sa sortie de prison de Meung-sur-Loire, d'où l'avait tiré Louis XI à son passage.

Quel a pu être le rôle de François Villon, s'il a réellement fait partie de la Coquille, dans cette association de malfaiteurs ? L'affaire du collège de Navarre le représente plutôt comme un indicateur que sous l'aspect d'un habile crocheteur, semblable à Colin de Cayeux. Il se hâte même de quitter Paris, de fuir à Angers, immédiatement après le partage du butin. Mais peut-être a-t-il exercé la profession de joueur. La « ballade de bonne doctrine à ceux de mauvaise vie », dont la moralité est si amère, semble bien retracer la propre vie du poète :

Pipeur ou hazardeur de dez
qui
Gagne au berlan, au glic, aux quilles.

Regnier de Montigny était fort habile au jeu de marelle. Je ne puis m'associer aux vues de M. Siméon Luce, lorsqu'il considère la marelle du quinzième siècle comme le jeu resté parmi les enfants. Tel qu'il est, ce jeu ne serait pas susceptible de tromperie. Au contraire, Montigny a été deux fois emprisonné pour

escroquerie d'une notable somme d'écus d'or au jeu de marelle. Dans la *Moralité des enfants de maintenant*¹, on voit assez clairement que la marelle se jouait après un coup de dés. Le jeu devait donc ressembler plutôt au trictrac. La compagnie de la Coquille donnait large carrière au joueur. L'un des jeux de dés mentionnés dans le procès, le *gourd*, existait encore en Angleterre au temps de Shakespeare; Pistol le cite dans les *Joyeuses Commères de Windsor*. Les Coquillars nommaient les dés *acques* — et par un changement du *c* en *r*, si fréquent dans l'écriture du quinzième siècle, on reconnaît facilement avec *arques* un terme de jeu dont il est bien souvent question dans le Jargon.

Il vaut mieux rester sur cette dernière idée. L'écolier pauvre, que la « nécessité faisait méprendre », a pu céder par faiblesse et donner des indications coupables; le fond de raillerie mêlé à son caractère lui ont fait juger ses fautes vénielles. Il a été joueur, joueur peu honnête, peut-être; puis, renonçant à ce gain illicite, il aura fait :

ès villes, ès cités,
Fainctes jeux et moralitez.

Il aura rimé des farces, peut-être adapté *Maître Pathelin*, pièce de tous points digne de lui. Enfin, « se reculant de telz ordures », il est allé aux « champs et prez » du Poitou. Rabelais nous l'assure; il est plus charitable de le croire. C'est ainsi qu'il aura rompu définitivement avec la compagnie des Coquillars.

Avant de terminer, je voudrais remercier M. Léon Cahun, bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine, qui m'a mis sur la voie des documents contenus aux Archives de Dijon. Je désire aussi exprimer ma vive reconnaissance à M. Joseph Garnier, archiviste de la Côte-d'Or. M. Garnier avait publié en 1842, à quarante exemplaires, un court résumé du procès de la Coquille; c'est donc à lui que revient l'honneur de la découverte. Par un privilège déjà accordé à M. Tuetey, et dont je suis fier, M. Gar-

1. Jannet, *Ancien théâtre français*.

nier a voulu me permettre de travailler à toute heure du jour et m'a secondé puissamment dans la collation des pièces. C'est le secours d'un homme aussi érudit qui m'a donné confiance pour présenter à la Section d'histoire et de philologie les faits nouveaux qui résultent pour la biographie de François Villon et pour l'histoire de la langue française de l'examen des pièces du procès de la Coquille.



FRANÇOIS VILLON

ET LES COMPAGNONS DE LA COQUILLE

Le travail que j'ai l'honneur de lire ici¹ a pour but d'éclairer quelques points de la vie du poète François Villon ; en particulier d'établir qu'il a connu une bande de malfaiteurs « la compagnie de la Coquille » ; que la composition d'une partie de ses ballades en jargon a suivi de près le supplice des « Coquillards » ; que ses amis Regnier de Montigny et Colin de Cayeux ont, sans doute, connu, en même temps que lui, la même bande. Un vocabulaire donné au cours de ce procès permet aussi d'élucider quelques passages de ces ballades, où les interprètes paraissent avoir fait fausse route.

On sait que deux lettres de rémission, accordées par Charles VII, à maître François des Loges, autrement dit de Villon, et à maître François de Moncorbier, en janvier 1456 (n. st.), ont été retrouvées et publiées par M. Longnon (Trésor des Chartes, JJ. 187 et JJ. 183). Sans que l'on puisse expliquer le fait d'une double requête adressée par le même personnage sous deux noms différents, il est certain que nous sommes en présence du poète François Villon. Il était âgé, à ce moment, de « vingt-six ans ou environ ». Ces lettres marquent — judiciairement — la fin d'une période apparemment régulière de la vie de François de Villon. Il n'a, jusque-là, « esté atteint, repris, ne convaincu d'aucun autre villain cas, blassure ou reproche ». Il demeure encore, probablement, chez son « plus que père » maître Guillaume de Villon, dans le cloître de Saint-Benoît le Bétourné, non loin de la Sorbonne. Le jour de la Fête-Dieu, 5 juin 1455,

1. Minute d'une lecture faite à la Société de Linguistique de Paris.

une rixe s'engage entre lui et un prêtre, Philippe Sermoise ou Chermoye, que Villon tue d'un coup de pierre.

Villon dut fuir immédiatement, en attendant que ses protecteurs pussent lui obtenir le pardon royal. « Il n'est pas probable, dit M. Longnon, que notre fugitif ait eu des ressources suffisantes pour vivre honnêtement pendant le laps de temps qui s'écoula entre le 5 juin 1455 et le mois de janvier suivant... il est possible que ce soit alors qu'il ait contracté ces liaisons malsaines qui devaient le conduire à deux pas du gibet. »

Néanmoins, Villon connaissait, sans doute, dès cette époque, Colin de Cayeux et Regnier de Montigny, qui terminèrent tous deux leur existence par le supplice des malfaiteurs. Le premier était un habile crocheteur qui joua un rôle important dans le vol du collège de Navarre; deux fois rendu à l'évêque de Paris, en 1450 et 1452, arrêté en 1456 par le guet du Châtelet, puis en 1460¹. — Montigny, condamné au bannissement en 1452, est arrêté pour *jeu de marelle* et poursuivi comme pipeur; en 1457, il est condamné à mort et le Parlement paraît avoir refusé d'entériner sa lettre de rémission. En tout cas, une ballade de Villon affirme qu'il fut pendu.

Vers le 2 octobre 1461, on retrouve Villon dans la prison de Meung-sur-Loire, d'où le roi Louis XI le délivre, en vertu du droit de nouvel avènement.

On s'est accordé à placer les ballades en jargon de Villon, entre 1455 et 1461, date positive de la composition du *Grand Testament*. L'une de ces ballades (B. II) est certainement postérieure à 1460, puisqu'elle mentionne le supplice de Colin de Cayeux et de Regnier de Montigny. Il serait essentiel, pour la biographie du poète, de pouvoir assigner aux autres ballades en jargon une date au moins approximative.

Nous admettons, provisoirement, l'authenticité de cinq ballades tirées du manuscrit de Stockholm par M. Vitu. Parmi ces onze ballades, quatre (II. III. VII. X.) contiennent le nom de

1. Colin de Cayeux fut pendu avant 1461, date du *Grand Testament*, pour les affaires de Rueil (diocèse de Paris) et de Montpipeau (diocèse d'Orléans).

coquillart, mis en avant d'une manière si frappante que M. Lucien Schöne, sans l'expliquer absolument, y a vu « l'un des surnoms donnés par Villon à ses amis », le nom de la bande.

Le mot *coquillard*, d'ailleurs, était susceptible de deux autres explications. Il a été employé, au quinzième siècle, comme variante de *coquar* et dans le sens de sot, imbécile, niais, galant. Villon lui-même a employé cette acception du mot *coquar* :

Et ne suis qu'un jeune coquart
(*Gr. Test.*)

Cotgrave donne *coquillard* comme synonyme de *cocarneau*.

D'autre part, le *Jargon de l'argot réformé*, en 1614, fait figurer les *Coquillars* dans l'énumération des catégories de gueux, comme faux pèlerins de Saint-Jacques.

Ces deux sens étaient acceptables. Mais la conjecture de M. Schöne est singulièrement vérifiée par les nouveaux documents que j'apporte.

Les Archives départementales de la Côte-d'Or — Fonds de la justice municipale de Dijon, Procès Criminels. B. 360 VI — contiennent un procès des plus importants, duquel il résulte que, le 18 décembre 1455, dix individus appartenant à une bande de malfaiteurs furent bouillis et pendus au Morimont de Dijon. Cette bande portait le nom de compagnie de la Coquille; les membres affiliés se nommaient *Coquillards*. Il faut donc interpréter le mot *coquillard*, quand on le rencontre dans Villon, par compagnon de la Coquille. Les lectures que j'ai l'honneur de vous soumettre sont celles de M. Joseph Garnier, archiviste du département de la Côte-d'Or; qui les a publiées en 1842, purement et simplement, en se contentant de transmettre une de ses brochures, sur quarante exemplaires, à M. Francisque-Michel, qui n'en a pas fait usage. Je dois l'indication qui m'a permis de trouver ce précieux et rarissime document à M. Léon Cahun, bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine — et la communication ultérieure à M. Joseph Garnier.

(*Lecture d'une partie de la plaquette*)

D'abord, ce glossaire vient se placer immédiatement après les documents les plus anciens sur les langues secrètes en France : les gloses de Raoul Tainguy, entre 1418 et 1425, et la lettre de rémission de 1426, qui donne le mot *duppe*. Immédiatement, ensuite, vient le glossaire de la Coquille (déc. 1455) — antérieur aux ballades de Villon et du manuscrit de Stockholm.

Il contient 20 catégories et noms de catégories; 35 mots de jargon; 16 expressions jargonnesques environ.

Il démontre l'organisation d'une société de malfaiteurs au *milieu* du quinzième siècle et nous fait assister à la fin judiciaire de la guerre de Cent ans. Les guerres de religion au seizième siècle engendreront de même la bande des Rougets et des Grisons; la guerre de Trente ans, les frères Simplicissimus, la Taraude; les guerres de la Révolution, les bandes des Chauffeurs.

Enfin, il nous reste à considérer les rapports de ce glossaire avec les ballades de Villon. Ces rapports, nous allons le voir, sont très étroits.

D'abord, vingt-quatre mots du jargon des ballades sont immédiatement interprétés :

- | | |
|---------|----------------------------------------------------------------|
| Ballade | I. — <i>Duppes, bleffleurs, vendeurs, ances, sires, arque.</i> |
| Ballade | II. — <i>Coquillars, roe, jarte, piperie.</i> |
| — | III. — <i>Longs, caire.</i> |
| — | V. — <i>Quille, blanchis, roupieux.</i> |
| — | VI. — <i>Fueuille.</i> |
| — | VII. — <i>Planteur, rouastre.</i> |
| — | VIII. — <i>Davyot.</i> |
| — | IX. — <i>Gaudin.</i> |
| — | X. — <i>Fourbe, ruffle, David.</i> |
| — | XI. — <i>Arton.</i> |

Mais ces mots étant répétés plusieurs fois forment un total de cinquante-huit termes, parmi lesquels, actuellement, la dis-

cussion ne pourra plus porter que sur l'acception de nuance et l'étymologie.

VERS INTERPRÉTÉS

- I. Là sont *beffleurs*, au plus haut bout assis...
Car *vendengeurs* des *ances* circuncis
- II. Devant le roe à babiller
Il babigna pour son salut.
.
Qu'en la jarte ne soiez enmple ;
.
Gallieurs faitz en piperie....
- III. Sires qui sont si longs.
Les duppes sont privez de caire.
- V. Poussez de la quille. — Car tost seriez roupieux.
- VI. Ruez des feuilles cinq ou six
Et vous gardez bien de la roe
- VII. Luez au bec que roastre ne passe.
- VIII. Vous qui tenez voz terres et voz fiefs...
Prince planteur...
- X. Brouez benards, eschecquez à la saulve
Car *escornez* vous estes à la roue...
Beau de bourdes...
N le ruffle en la joue.
Vive David.....
Jehan mon amy qui les fueilles desnoue.
Le vendengeur, beffleur comme une choué.
- XI. Pour mieux blanchir et desbouser coquars.

Il y a donc une relation intime entre le vocabulaire de Villon et la langue des Coquillards. En outre, nous retrouvons dans les ballades six catégories bien marquées : *Coquillarts*, *beffleurs*, *vendengeurs*, *planteus*, *fourbes*, *longs*. Elles doivent être considérées presque comme des noms propres. La meilleure preuve en serait le vers de la ballade X (nouvelle), signé en acrostiche, par Villon :

Le vendengeur, beffleur comme une choué.

Le verbe *beffler* a conservé dans la langue populaire jusqu'au dix-septième siècle, son sens primitif de siffler, huer :

Sans elle passez par la rue,
 Chacun vous chifle, befle, hue.
 Et vous fait bien pis quelquefois. (Miracle de la
 [Paille, 1652.]

Ce vers est donc absolument l'analogue, tout à fait villonnesque, de ce passage de la ballade des Dames du Temps jadis :

La reine Blanche comme un lis.

Dans les deux cas, il y a équivoque sur un nom propre qui est en même temps un adjectif.

Des expressions bien particulières se retrouvent à la fois dans le glossaire et le jargon de Villon — et surtout :

Long, roue, jarte, planteur — jouer le roy David ou avec le roy Daviot.

Deux attaques contre l'authenticité des ballades nouvelles, disparaissent par le fait même. La *roue* n'est pas le supplice introduit seulement sous François I^{er}, en 1535. *Arton* existe en 1455.

Arrivons à des faits plus précis. Les Coquillards furent pris dans les *arches* (coffres) où ils avaient coutume de se cacher. Ce fait jette un trait de lumière sur tous les passages de Villon, qui se rapportent à cette capture singulière et qu'on a si diversement interprétés :

Ballade III. Souvent aux arque,
 A leurs marques,
 Se laissent toujours desbouser...
 — IV. Saupicquez frouant des gours arque
 Pour desbouser beaussires dieux
 Allez ailleurs planter vos marques
 Benards vous estes rouges gueux.

 Prince des gayeulx les sarpes¹
 Que vos contrez ne soient greffis
 Pour doubte de frouer aux arque
 Gardez-vous des coffres massis.

1. La Mon. à *leurs marques*. — *Schöne* les Sarques. — *Vitu* en les harpes, prince des gayeuls es arque.

Villon a donc positivement connu l'arrestation des Coquillards. Les conseils sont trop précis pour que l'on puisse en douter. Ces ballades (II, III, IV) ont donc été composées sans doute immédiatement après l'arrestation des Coquillards, c'est-à-dire en 1456.

Le mot *esteveurs* du glossaire (ceux qui escroquaient) ne se retrouve qu'une fois au quinzième siècle, dans les débats entre l'évêque de Senlis et celui de Beauvais, au sujet de Colin de Cayeux (28 septembre 1460. Arch. X^{2a}, p. 28 ap. *Longnon...*) « le prisonnier est crocheteur, pilleur et sacrilège... chargé de plusieurs *piperies* et de plusieurs *esteves* ». Les termes sont techniques. Sans doute, Colin de Cayeux a connu la Coquille. (Colin L'ESCALIER.)

Enfin, nous ne comprendrions guère la présence de la marelle parmi les jeux nommés dans le procès de la Coquille, si nous ne savions que « à icelui jeu de merelles, en la compagnie d'aucuns compagnons, a joué ledit de Montigny, aussi à butin, où il y a eu gaigne de 65 escus; desquels 65 escus, il en a eu à sa part, 16 escus ou environ. Item a ledit de Montigny, en la compagnie d'aucuns compagnons, joué à butin, en ceste ville de Paris, en l'ostel de la Mouffle, au jeu de merelles, où il a gaigné, par piperie, certaine somme d'argent dont il a eu sa part... »

Ainsi Villon par sa langue, et ses deux infortunés compagnons, Colin de Cayeux et Regnier de Montigny, par leurs méfaits, semblent intimement liés au procès de la Coquille. La bande qui comptait mille affiliés dut se morceler, comme c'est toujours le cas, une fois la justice informée — et c'est avec d'anciens camarades, probablement, que Colin de Cayeux entreprit l'affaire de Rueil.

L'observation de certains mots du glossaire de la Coquille doit lever les doutes portés, avec quelque semblant de raison, sur l'authenticité d'une des ballades nouvelles — la ballade VIII. « Le roi David », le « roi Davyot », on l'a vu, c'est le crochet du malfaiteur. M. Schöne avait deviné cette explication déjà, en rapprochant le « daviot » que Rabelais cite à côté d'un pélican —

parmi les ferrements que Panurge avait dans une bougette « dont il n'y avait ni coffre ni serrure qu'il ne crochetast ». Les tonne-liers et les menuisiers ont un crochet à pinces, qu'il nomment *david*. Mais la plaisanterie « roi David » paraît avoir été bien particulière à la bande des Coquillards, — car on ne la retrouve nulle part que dans les ballades de Villon :

Ballade VIII. Vous qui tenez voz terres et voz fiefs
Du gentil roy Davyot appelé.

(M. Vitu, roi David.)

Dans l'envoi de la même ballade VIII, le vers

Prince planteur et bailleur de saffirs

qu'il contienne ou non un double sens, nous ramène immédiatement à la compagnie de la Coquille, où les « planteurs » sont des marchands de bijoux faux ou de pierres fausses, acception que l'on chercherait vainement ailleurs. Ainsi la ballade VIII, si elle n'est pas de Villon, a été écrite par un poète qui connaissait aussi intimement que lui les compagnons de la Coquille.

Le glossaire de la Coquille doit aussi nous obliger à renoncer aux théories qui considéraient le jargon de Villon comme « une fantaisie du poète plutôt que comme le monument unique d'un idiome disparu ». Cette thèse a été soutenue, en particulier, par M. Schöne. Le fait qu'un aussi grand nombre de mots sont communs à la langue de Villon et à celle des Coquillards suffit à montrer que ces pièces ont été réellement écrites en jargon de malfaiteurs. Qui plus est, elles ne sont pas destinées à la bande qui aida Villon à dévaliser le collège de Navarre — et qui se composait de Guy Tabarie, Colin de Cayeux, dom Nicolas, Petit-Jean et Petit-Thibaud; les apostrophes *Benards*, *Coquillards* prouvent suffisamment qu'elles sont adressées à une bande dès maintenant connue, et qui contenait environ mille affiliés. Le fait que la ballade II est précisément adressée aux Coquillards montre que, même après les supplices de Colin de Cayeux et de Regnier de Montigny, Villon n'avait pas renoncé à toutes relations avec les débris de la bande de la Coquille.

III

UNE

OEUVRE PERDUE DE FRANÇOIS VILLON ¹

Dans la première lecture que j'ai eu l'honneur de faire devant l'Académie des Inscriptions, au mois d'avril 1890, j'ai essayé de montrer, au moyen de documents extraits des Archives de Dijon, quelle a été la société criminelle où François Villon paraît être entré dès l'année 1455.

Les séries conservées aux Archives nationales me permettent, aujourd'hui, d'apporter de nouveaux détails sur la vie scolaire de Villon, depuis l'année 1451 jusqu'au mois de mai 1453, d'éclairer et d'expliquer deux passages du *Grand Testament*, enfin, d'exposer le sujet d'une œuvre de François Villon que nous avons perdue.

Le huitain LXXVIII du *Grand Testament* est constitué par le legs suivant, adressé à maître Guillaume de Villon :

Je luy donne ma librairie,
Et le *Rommant du Pet au Deable*
Lequel maistre Guy Tabarie
Grossa, qui est homs veritable;
Par cayers est soubz une table.
Combien qu'il soit rudement fait,
La matiere est si tres notable
Qu'elle amende tout le mesfait.

En découvrant la pièce relative au vol du collège de Navarre à Noël 1456, M. Longnon a prouvé l'existence de maître Gui

1. Minute d'une lecture faite à l'Académie des Inscriptions, 1890.

Tabarie, qui prit part à ce vol avec François Villon, Petit-Jehan, dom Nicolas et Colin de Cayeux.

Il restait à expliquer ce que pouvait être le *Rommant du Pet-au-Diable*.

Il y avait à Paris, un hôtel de ce nom, dont on trouve la première trace en 1322, qui prit le nom d'hôtel de Sainte-Mesme en 1638, et qui fut entièrement détruit en 1843.

Son emplacement est couvert, en partie, par la caserne de la rue Lobau. Il était situé dans la rue du Martroi ou du Martelet-Saint-Jean, vis-à-vis l'église Saint-Jean de Grève. « Pendant toute la moitié du quinzième siècle, dit M. Bruel dans l'étude qu'il a consacrée à l'hôtel de Sainte-Mesme¹, l'hôtel du cloître Saint-Jean appartient aux héritiers de Jean de Béthisy, procureur au Parlement. » En 1461, l'hôtel du Pet-au-Diable était la propriété de demoiselle Catherine de Béthisy, veuve de M^e Girard de Bruyères; elle était alors en procès avec M. le grand prieur de France de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem « pour raison de vingt livres de rentes sur un hostel sis à Paris, au Martelet Saint-Jean, appelé l'hostel de la Tour », ou du Pet-au-Diable.

Mlle de Bruyères figure au huitain CXXXIV du *Grand Testament*; et M. Longnon, en étudiant le procès qu'elle soutint contre la commanderie du Temple, fut amené à penser qu'en raison de la longue durée de ce procès, qui se prolongea pendant vingt ans, François Villon avait écrit l'histoire facétieuse des débats de Mlle de Bruyères avec la commanderie du Temple. C'est M. Longnon qui attira mon attention sur ce point.

Toutefois Guillebert de Metz, dans sa description de Paris, mentionne, au moins avant 1434, parmi les curiosités de la ville une pierre qui portait le nom de Pet-au-Diable. « Devant l'ostel de l'amiral, lez Saint-Jehan, estoit une diverse grosse pierre de merveilleuse façon que l'en nomme le Pet-au-Deable. » Il est hors de doute que cette pierre était placée devant l'hôtel qui

1. Mémoires de la Société de l'histoire de Paris, 1887.

devint plus tard celui de Mlle de Bruyères : sa position près de Saint-Jean de Grève et les détails du procès que je vais exposer fixent définitivement ce point.

Cette pierre fut enlevée dans le courant de l'année 1451 et Sauval rapporte « que par un arrêt en date du 15 novembre 1451 la cour du Parlement commit Jean Bezon, lieutenant criminel, pour s'informer du transport d'une pierre appelée le Pet-au-Diable avec ordre de se saisir de tous ceux qui seroient trouvés coupables, en tous cas, de les ajourner à comparaître en personne ¹ ».

On ne sait pas encore quelles mesures Jean Bezon prit en 1451 ; divers indices permettent de croire qu'il fit apporter la pierre à l'hôtel du Roi, aujourd'hui le palais de justice — d'où elle disparut de nouveau.

Les faits qui suivent sont extraits d'un procès qui fut plaidé au Parlement, le 4 juin 1453 : ce procès est relatif à la pierre du Pet-au-Diable et M. Longnon n'a pas hésité à abandonner sa première hypothèse, pour voir dans les nouveaux détails, le sujet et la matière du roman de François Villon.

L'Université était arrivée à un état de désordre considérable en 1452. Dès 1444, des troubles importants s'étaient manifestés. Le recteur, sous prétexte qu'il avait été insulté pour son refus de payer une imposition, fit cesser les prédications du 4 septembre 1444 au 14 mars 1445, dimanche de la Passion. La justice laïque devint sévère ; quelques écoliers furent emprisonnés ; et, malgré les réclamations de l'Université, le roi Charles VII fit juger le procès au Parlement et menaça de poursuites les auteurs de la cessation des leçons et sermons. Une réforme parut nécessaire et le cardinal Guillaume d'Estouteville, légat en France, y fut délégué par le pape Nicolas V. L'acte de réformation qui réglait de nombreuses questions de détail, fut promulgué le 1^{er} juin 1452.

Cependant, les écoliers n'avaient pas accepté sans s'émouvoir

1. Sauval. *Antiquités de Paris*, t. I, p. 157.

la nouvelle réglementation. Ils paraissent avoir vécu à ce moment dans une extrême licence. Popaincourt, plaidant au Parlement, dit en juin 1453 « que depuis *quatre* ans ença est venu à notice qu'aucuns de l'Université faisoient plusieurs excès dont on murmuroit à Paris, comme d'avoir arraché bornes et estre venus à l'Ostel du Roy à port d'armes, et comment depuis naguère, ils s'estoient transportés à la Porte Baudet [avec des] eschelles et y avaient arraché enseignes d'ostels attachées à crampons de fer et s'estoient vantez avoir d'autres enseignes ». Parmi ces bornes arrachées se trouvait celle du Pet-au-Diable, enlevée devant l'hôtel d'une demoiselle de cette ville, qui n'est autre que Mlle de Bruyères.

Fort de l'arrêt de 1451, le prévôt, Robert d'Estouteville, avec Jean Beson, lieutenant criminel et plusieurs examinateurs du Châtelet, gagna le quartier Sainte-Geneviève le jour de la Saint-Nicolas, au matin (9 mai 1453), afin de reprendre la borne du Pet-au-Diable, ainsi que les enseignes, et d'arrêter les coupables. On mena trente ou quarante écoliers, les uns au Grand-Châtelet, les autres au Petit-Châtelet.

L'après-midi, le recteur avec les maîtres ès arts et les écoliers, au nombre de huit cents, se rendit en procession « de neuf et neuf » vers le prévôt pour réclamer les écoliers emprisonnés, justiciables seulement de l'Église en vertu des privilèges de l'Université et de leur qualité de clercs. Robert d'Estouteville y consentit; mais au retour du recteur, il s'engagea dans la rue de Jouy une bagarre entre les écoliers et les gens du guet. Dans cette rixe, un bachelier en droit, Raimond de Mauregart, fut tué, sans doute, par un sergent nommé Charpentier; et un archer de la ville, Jean Colet, faillit percer le recteur d'une flèche. Sa lettre de rémission figure au Trésor des Chartes¹. (Reg. JJ. 182, p. 22, mai 1453.)

A raison de ces faits, l'Université poursuivit devant le Parlement le prévôt, le lieutenant criminel et le Châtelet. Du Boulay²

1. Publié par Douët d'Arcq.

2. *Historia Universitatis Parisiensis*.

et Félibien¹ ont connu la rixe et le conflit judiciaire, sans doute par les registres de l'Université². Les registres du Parlement criminel nous fournissent le détail des troubles survenus parmi les écoliers et de l'étrange vie qu'ils menaient.

Voici une partie de l'interrogatoire du lieutenant criminel, Jean Beson :

« Dit que plusieurs escoliers ont fait plusieurs grands excès ; comme ont pris et rompu de nuit en grant tumulte, les enseignes pendant aux hôtels de cette ville en criant, en ce faisant : tuez, tuez ! pour ce que les gens ouvraient leurs fenestres pour voir [ce] que c'était. Ont aussi ôté les crochets des bouchers de Sainte-Geneviève ; ont volé poules à Saint-Germain des Prés... ont arraché une pierre appelée le Pet-au-Diable de l'hôtel d'une demoiselle de cette ville, qui faisait borne, et portée au mont Saint-Hilaire ; après l'ont ôtée à port d'armes de l'hôtel de ce Palais-Royal où elle avait été apportée... Depuis ont été aux Halles pour avoir la Truie qui File et pour ce... que l'échelle était trop courte l'écolier qui montait en icelle, pour avoir ladite truie, chut à terre, dont il est mort. — Derechief ont été quérir en l'hôtel de ladite demoiselle une autre pierre qu'elle avait fait mettre... ont attaché à grosses bandes de fer et par plâtre ladite grosse pierre au mont Sainte-Geneviève, et toutes les nuits y ont fait danses à flûtes et à bedons. L'autre pierre ont attachée au mont Saint-Hilaire et sur elle ont apporté et mis une autre pierre longue et aux passants et *potissime* aux officiers du roi ont fait faire serment de garder les « privilèges [du Pet-au-Diable] » ; et à la grosse pierre ont baillé un chapeau (couronne) tous les dimanches et autres fêtes. Et quand le prévost et lui y allèrent pour l'avoir [elle] avait un chapeau de romarin.

« Pour lesquelles choses, qui sont détestables, et la clameur du peuple qui en était grande, et que les écoliers y pullulaient, et aussi pour ce qu'ils s'étaient vantés d'avoir le Cerf, pour faire le mariage de la Truie et de l'Ours — aussi le Papegault, pour

1. *Histoire de la ville de Paris.*

2. Aujourd'hui perdus.

donner à la Truie quand elle serait mariée, le prévôt, lui qui parle, et autres examinateurs et sergents, allèrent au mont Sainte-Geneviève pour avoir lesdites pierres et enseignes. Mais la matinée avant qu'y allassent, aucuns écolier étans en la rue Saint-Denis, devant Saint-Laurens, dirent qu'ils ne seraient pas si hardis d'y aller ; et s'ils y allaient, qu'il y aurait des têtes battues¹. »

On connaît par les historiens de Paris la suite du conflit entre la prévôté et l'Université². Il reste à tirer de ce procès les vues nouvelles qui en résultent pour l'histoire de la vie et des œuvres de François Villon.

Ainsi que l'a montré M. Longnon, le poète fut reçu au baccalauréat en mars 1449 et, dans l'été de 1452, alors qu'il étudiait sous Jean de Conflans, il devenait licencié et maître ès-arts, à l'âge de vingt et un ans. C'est précisément l'époque où les universitaires menaient la vie folle que le procès du Pet-au-Diable vient de retracer à nos yeux. On ne peut s'empêcher d'y rapporter les vers du *Grand Testament* :

Hé Dieu ! se j'eusse étudié
Au temps de ma jeunesse folle
Et à bonnes meurs dédié,
J'eusse maison et couche molle
Mais quoy ! je fuyoye l'escolle
Comme fait le mauvais enfant...

C'est encore à cette époque, entre 1450 et 1454, qu'il faut rapporter l'origine des traditions qui nous ont été conservées dans les *Franches repues*. Ce sont bien les mêmes écoliers qui enlevaient les crochets des bouchers de Sainte-Geneviève et qui prenaient par subtilité pain chez le boulanger, tripes chez la tripière et vin à la Pomme de Pin. Pendant cette période de désordre, François Villon dut se constituer cette popularité qui nous est attestée, entre autres preuves, par les *Repues franches*. Plus tard, après juin 1455, il était entré dans une vie toute différente ; il

1. Arch. nat., Y 25.

2. Ch. Jourdain, *Histoire de l'Université de Paris*, 1862.

était criminel et errant, affilié aux *Compagnons de la Coquille*. Il était sorti de l'ère des plaisanteries encore vénielles des écoliers de l'Université pour faire partie d'une société que l'on peut suivre dans la criminalité du temps, et avec laquelle il eut des rapports au moins jnsqu'en 1461.

Les relations qu'eurent François Villon et ses amis avec Mlle de Bruyères, à l'occasion du Pet-au-Diable, sont désormais éclaircies. Cette personne, âpre aux procès, sans doute, fière et quinteuse, portée à considérer son hôtel, muni d'une grosse tour, comme une construction féodale, dut avoir maints débats avec les écoliers qui lui déplantaient ses bornes. Aussi, Villon lui dit au H. CXXXIV du *Grand Testament* « qu'elle sait la Bible » ; il lui donne à prêcher « hors l'Évangile », à elles et à ses « bachelières », ses femmes de chambres,

Qui ont le bec si affilé ;

et enfin, il lui envoie la ballade qu'il a sans doute composée à son intention et qui a pour refrain :

Il n'est bon bec que de Paris.

Quant au *Rommant du Pet-au-Diable*, qui ne nous a pas été conservé, ce dut être la première œuvre littéraire de François Villon, composée évidemment pour une très petite société, comme le *Petit Testament* dont il semble regretter la publication au H. LXV du *Grand Testament*. Le nom de *rommant* montre que cette œuvre était conçue à la façon archaïque ; le poète connaissait bien cette forme, à en juger par sa ballade en *vieil françois*. Il y racontait d'une manière héroï-comique l'aventure de la pierre du Pet-au-Diable, et les combats des écoliers avec le guet. Peut-être contenait-elle des ballades intercalaires, que Villon y reprit plus tard pour le *Grand Testament* ; la ballade des *Femmes de Paris* semble toute désignée à cet égard. M. Longnon le conjecture : le *Rommant du Pet-au-Diable* pouvait contenir des chansons intercalées, comme au treizième siècle le *Roman de la Rose*, de Guillaume de Dol ou

le *Roman de la Violette*, de Gérard de Nevers, comme au quatorzième siècle, le *roman de Méliador*, écrit par Froissart. Les plaisanteries sur les enseignes devaient y tenir une place considérable. M. Achille Jubinal a publié dans les *Mystères inédits du quinzième siècle*, une facétie tirée du manuscrit 4641 B. de la Bibliothèque nationale qui porte le titre suivant :

« Cy s'ensuit un esbatement du mariaige des quatre filz Hemon, où les enseignes de plusieurs hostels de la ville de Paris sont nommez ».

Les jeux avec les enseignes y sont tout à fait analogues à ceux que nous révèle le procès du Pet-au-Diable. Là, on veut marier l'Ours de la Porte Baudet avec la Truie qui file des Halles; on donnera à l'épousée le Papegault en cadeau de noces, ou pour la distraire. Ici, on veut marier les quatre fils Aymon de devant la Boucherie avec les Trois filles Dan Simon de devant Saint-Leu. « Et pour avoir la quatrième fille, nous prendrons la Pucelle Saint-Georges du bout de Troussevache; et pour tenir compagnie aux épousées, nous prendrons les trois pucelles de devant maître Jean Turquan... Et prendrons pour mener nos épousées au moustier le Chevalier au Cigne de la rue des Lavandières. »

Sans doute, le *Romant du Pet-au-Diable* contenait un développement analogue; et on peut peut faire remonter là le goût des équivoques sur les enseignes que François Villon a gardé dans toute sa vie littéraire.

Telle pouvait être, autant qu'on peut le conjecturer, la « matière si très notable » du premier poème de François Villon, probablement écrit en 1453; et quoi qu'il dise de son roman qu'il est « rudement fait », nous devons regretter la perte de la copie de maître Gui Tabarie qui nous aurait conservé, en même temps que l'œuvre d'un grand poète, le spécimen d'un genre littéraire inconnu au quinzième siècle.

IV

DEUX LÉGATAIRES DE VILLON

GUILLAUME COTIN & THIBAUT DE VITRY¹

Marot, dans la préface qu'il publia en 1533 pour les œuvres de Villon, s'exprime ainsi : « Quant à l'industrie des lays qu'il feist en ses testamens, pour suffisamment la cognoistre et entendre, il faudroit avoir esté de son temps à Paris et avoir cogneu les lieux, les choses et les hommes dont il parle. » De récentes recherches font voir que Marot n'était même pas assez exigeant. Pour comprendre les allusions de Villon, il faudrait avoir vécu près de lui, dans le quartier de l'église Saint-Benoît qu'il habitait, et fréquenté l'étroite société ecclésiastique où il fut élevé. Cette société eut ses préférences de politique et d'intérêts, et il en épousa tout d'abord les affections et les haines.

Heureusement, les admirables études de M. Longnon nous ont fixé les points principaux de la vie de Villon et nous ont enseigné la méthode suivant laquelle il convient de se diriger pour pénétrer encore plus intimement dans son histoire.

Grâce à ces précieux travaux, il est possible d'apporter quelques faits qui éclairent entièrement deux passages du *Petit Testament* et du *Grand Testament*, et d'identifier les personnages qui y sont désignés sous les noms de maîtres Guillaume Cotin et Thibault de Vitry.

Aux huitains XXV et XXVI du *Petit Testament*, Villon fait

1. Minute d'une lecture faite à l'Académie des Inscriptions en 1898.

un legs à « trois petiz enfans », « poures orphelins », Colin Laurens, Girard Gossouyn et Jehan Marceau. M. Longnon a retrouvé l'un d'eux dans un document du 6 août 1454, où il est qualifié de « Girart Gossouyn le jeune, escolier de Paris ».

Voici maintenant le texte des huitains XXVII et XXVIII qui font suite au legs adressé à « trois petiz enfans ».

XXVII

Item, ma nominacion,
Que j'ay de l'Université,
Laisse par resignacion
Pour esclore d'aversité
Poures clerks de ceste cite
Soubz cest *intendit* contenus :
Charité m'y a incité
Et Nature, les voient nus.

XXVIII

C'est maistre Guillaume Cotin
Et maistre Thibault de Victry,
Deux povres clerks, parlans latin,
Paisibles enfans, sans estry,
Humbles, bien chantans au lectry ;
Je leur laisse cens recevoir
Sur la maison Guillot Gueuldry,
En attendant de mieulx avoir

Qui étaient maîtres Guillaume Cotin et Thibault de Victry ? Le fait pur et simple que leurs deux noms apparaissent dans des actes relatifs à l'église Saint-Benoît, au cloître de laquelle demeurait le poète chez son protecteur, maître Guillaume de Villon, chapelain de cette église, permet de les identifier sans aucune chance d'erreur.

Le 8 mars 1446 (n. st.) maître Thibault de Vitry, conseiller au Parlement, assiste, comme procureur, maître Louis Raguier, son collègue au Parlement, représenté par son parent Anthoine Raguier, trésorier des guerres du roi, dans un échange de prébendes

que celui-ci fait avec Jehan le Blanc, chanoine prébendé de Saint-Benoist¹.

Le 11 mars 1462 (n. st.) maître Pierre du Vaucel, chanoine à Saint-Benoît, succède au canonicat vacant à Saint-Merri par la mort de maître Guillaume Cotin².

Ces deux noms signalés à l'attention, il convenait d'examiner d'abord pourquoi Villon traite « d'enfans » un conseiller et un chanoine, même avant d'étudier le sens et la portée du passage entier.

La première mention qu'on trouve sur Thibault de Vitry est son élection au Parlement³. Elle eut lieu le 26 novembre 1412, à la prière du fils aîné de la reine, le duc de Guyenne, âgé de seize ans « ou environ ». Thibault de Vitry était, à cette date, licencié en droit canon. Ce grade exigeait environ onze ans d'études. L'article 164 de la grande ordonnance du 25 mai 1413, par lequel le roi doit nommer une commission à l'effet d'éliminer les conseillers trop jeunes, ne nous permet guère de supposer que Thibault de Vitry, licencié en droit canon, ait eu moins de trente ans le 26 novembre 1412⁴. Il pouvait donc être né vers 1382.

La première mention qu'on trouve sur Guillaume Cotin date du 1^{er} octobre 1417. Ce jour, la Faculté de décret de Paris décida de convoquer pour le dimanche suivant, entre autres, maître Guillaume Cotin, afin de signer la condamnation de neuf propositions de Jehan Petit⁵. Le rôle ne devait être signé que par des décrétistes ou des théologiens. Or, quelques mois après, le 4 février 1417 (n. st.), maître Guillaume Cotin, élu au Parlement à la place de Clément de Fauquembergue, est qualifié de licencié en droit canon et civil⁶. Comme le titre de « maître » se trouve

1. Arch. nat., L. 579.

2. Arch. nat., L. 579.

3. Arch. nat., X^{1a} 1479, f. 223^{vo}.

4. Ch. Turot. *De l'enseignement dans l'Université au Moyen Age; Ordonnances*, t. X, p. 103.

5. *Cart. Univ. Par.*, IV. 207.

6. Arch. nat., X^{1a} 1480, f. 80.

joint ici au titre de licencié, il faut croire que Guillaume Cotin était à cette date maître ès-arts, sinon maître en théologie. Dans le premier cas, la licence en droit canon exigeant onze ans d'études et la maîtrise ès-arts supposant un âge d'au moins vingt ans, la naissance de Guillaume Cotin doit être reportée vers l'an 1385; dans le second, la maîtrise en théologie exigeant quatorze ans d'études, et supposant généralement la maîtrise ès-arts, il faut la placer vers 1382¹.

Ainsi, en 1456, les « paisibles enfans » dont parle Villon avaient l'un au moins soixante-quatorze, l'autre au moins soixante et onze ans, plus probablement soixante-quatorze ans tous les deux.

Cette plaisanterie n'est pas un fait unique dans l'œuvre de notre poète. C'est ainsi que le « jeune Merle », qui figure au huitain CXVI du *Grand Testament*, juste avant un nouveau legs aux « trois pources orphelins », n'est autre, ainsi que l'a reconnu M. Longnon que sire Jehan de Merle, changeur et bourgeois de Paris, banquier de Charles d'Orléans et du duc de Bretagne, et qui n'était rien moins que jeune en 1461.

Retraçons maintenant à traits rapides, la carrière de nos deux personnages. Thibault de Vitry, élu conseiller au Parlement le 26 novembre 1412, était fils de Gilles de Vitry, conseiller, général et maître des monnaies du roi, qui fut le chef d'une longue lignée de parlementaires encore florissante au dix-septième siècle². Attaché au roi Charles VII, il prit séance au Parlement transporté à Poitiers en 1422³. En 1435 et 1436, il fut désigné comme commissaire du roi pour imposer l'aide consentie par les États de Langue d'oïl assemblés à Poitiers⁴. Ami de la famille Raguier, peut-être en raison des fonctions analogues qu'exercèrent son père et Hémon Raguier, trésorier de la reine Isabeau, qui suivit aussi Charles VII dans son exil pendant la domination

1. Ch. Thurot, *op. cit.*

2. Soullier et Blanchard : *Généalogie des Présidents au Parlement*.

3. Id. *Ibid.*

4. Bib. nat., *P. orig.* 3032. doss. Vitry.

de Paris par les Anglais¹, il assista le 8 mars 1446 (n. st.) le fils d'Hémon, Louis Raguier, son collègue au Parlement, lors de l'installation de celui-ci comme chanoine à Saint-Benoît². C'était une place que Thibault de Vitry avait ambitionnée pour lui-même. Le 27 septembre 1437, en effet, il se présenta au chapitre de Notre-Dame, muni des lettres de collation de maître Jacques de Cubrey, chanoine de Paris, qui lui conféraient un canonicat à Saint-Benoît, vacant par la mort de maître Jehan Haudry. Mais maître Jacques Branlart, collègue de Jacques de Cubrey, s'opposa à la nomination et revendiqua son tour de collateur en faveur de son candidat, Guillaume Peluquet, chapelain de Louis de Bourbon, comte de Vendôme. La querelle fut âpre : le comte de Vendôme, grand maître d'hôtel du roi, se présenta en personne au chapitre pour appuyer son protégé.

Néanmoins, le 11 octobre 1437, le chapitre, après en avoir délibéré, débouta les deux rivaux pour nommer Nicolas Confranc, chanoine de Notre-Dame, et le fit installer dès le 16 octobre, afin d'éviter toute contestation. Mesure prudente : car le 21 octobre, Thibault de Vitry assignait le chapitre par huissier du Parlement, et le 31 octobre, le chapelain du comte de Vendôme en faisait autant. Mais l'installation de Nicolas Confranc était un fait accompli³. Guillaume Cotin fut l'un des mandataires désignés par le chapitre pour examiner la requête de Thibault de Vitry.

Dès 1436, Thibault de Vitry était revenu à Paris avec le Parlement. Il se présentait au chapitre de Notre-Dame, le 28 août de cette année, comme procureur de Guillaume le Tur; le 14 décembre 1444, il s'y présentait de nouveau en qualité de conseiller du roi et de trésorier de l'église d'Angers comme procureur de Jacques Jouvenel des Ursins, archevêque de Reims. Enfin, le 4 mars 1445, par collation de Denys, évêque

1. Longnon, Sauval.

2. Arch. nat., L. 579.

3. Arch. nat., LL. 114, aux dates indiquées.

de Paris, il entra au chapitre Notre-Dame, où il succédait comme chanoine à Jehan Beloyse¹.

En 1440, Thibault de Vitry s'était installé rue Michel-le-Comte, dans la censive de Saint-Martin des Champs. Il occupait la maison et le jardin de Jacques Responde, c'est-à-dire du frère et héritier de Digne Responde, le grand banquier du duc de Bourgogne, dont Guillebert de Metz a décrit le somptueux hôtel. Cette maison payait le cens élevé de 11 s. p., auquel il faut ajouter 14 s. p. 6 blancs pour l'emplacement de cinq mesures adjacentes, converti en jardin. C'était donc là une magnifique propriété².

On voit que Thibault de Vitry n'était pas précisément un pauvre clerc, et on comprend l'amère raillerie de Villon. Nous pouvons juger du luxe des dîners auxquels il assistait par le menu de deux repas offerts par Guillaume Chartier, évêque de Paris, les 22 septembre et 22 décembre 1459, en l'honneur de l'évêque de Condom, auxquels assistait Thibault de Vitry, comme délégué du chapitre Notre-Dame, avec l'archidiacre de Josas. Ils étaient chargés de prélever la part du chapitre sur les droits de tonsures faites ces jours-là. C'était pendant les jeûnes des quatre-temps. Voici l'un de ces menus :

Une livre de beurre	12 d.
Poisson de mer.	14 s.
Deux brochets	13 s.
Un barbeau.	6 s. 8 d.
Une carpe	5 s.
Anguilles	6 s.
Poires	8 d.
Épices et sauce verte.	3 s. 4 d.
Pour le cuisinier.	2 s.

Somme 51 s. 8 d. p. Le menu du 22 décembre coûte 56 s. 4 d. p. Ce sont des sommes considérables pour cette époque³.

1. Arch. nat., LL. 114, 115, aux dates indiquées.

2. Arch. nat., LL. 1384-1386. S. 1461².

3. Arch. nat., LL. 17.

Nous ne saurions suivre en détail la longue carrière de Thibault de Vitry au chapitre de Notre-Dame et au Parlement. Contentons-nous de noter que son nom se trouve joint au nom de Guillaume Cotin dans une ordonnance de Charles VII le 22 mai 1436, où ils figurent tous deux parmi les douze commissaires installés en hâte par le roi à Paris pour connaître des affaires les plus urgentes¹, et dans une décision du Grand Conseil, le 12 juillet 1455, où il est dit que « maîtres G. Cotin et T. de Vitry aviseront sur le fait des grands jours² ».

Le 14 février 1463 (n. st.), le chapitre de Notre-Dame permit à Thibault de Vitry de manger du beurre pendant le carême, d'où on peut conclure qu'il était déjà malade, et vers la fin de cette année ou au début de 1464, il mourait³. Il fut remplacé au canonicat de Notre-Dame le 31 mars 1464 par Jehan Balue, conseiller de Louis XI, qui devint si vite cardinal et dont la disgrâce fut si terrible.

Thibault de Vitry mourait âgé d'environ quatre-vingt-deux ans.

Guillaume Cotin occupa au chapitre de Notre-Dame et au Parlement une place plus importante que Thibault de Vitry. En 1419, il était chantre de Saint-Paul, à Saint-Denis, en France. Il entra au chapitre comme chanoine, étant déjà conseiller du roi, par un arrêt du Parlement qui tranchait en sa faveur un procès pour lui attribuer la prébende de M^r Robert Poytevin, le 21 juin 1430⁴. Le 22 août 1433, il y exerçait les fonctions de chambrier et rendit ses comptes de cet office le 27 septembre 1434. Il occupa bientôt dans le chapitre les fonctions les plus importantes : tantôt conseiller dans les procès, tantôt chargé des enquêtes, visiteur attitré des églises sujettes : il est qualifié le 27 septembre 1437, à propos même de son enquête sur la réclamation de Thibault de Vitry, de *vir expertus et litteratus*⁵.

1. *Ordonnances*, t. XIII, p. 218.

2. Arch. nat., X^{1a} 1483. — 3. Arch. nat., LL. 121. — 4. Arch. nat., LL. 114.

5. Arch. nat., LL. 114.

En 1440, il fut élu doyen du chapitre de Paris¹, mais il n'occupa jamais ces fonctions réellement. En effet, dès son élection, la place lui fut disputée par M^e Gilles le Lasseur, de la cour de Rome, qui prouvait, à l'aide d'une bulle de collation, que le pape lui avait conféré le doyenné de Paris. Le procès demeura pendant jusqu'en 1450, où mourut le rival de G. Cotin. Mais aussitôt le pape conféra de nouvelles bulles à Jehan de Vailly, doyen d'Orléans, qui reprit le procès. Ce n'est que le 3 janvier 1457, que l'évêque de Paris trancha le différend en nommant au doyenné de Paris M^e Aubert de Rouvroy de Saint-Simon².

Pendant cette longue querelle, Guillaume Cotin se considéra comme doyen de Paris, ainsi que l'attestent deux de ses quittances manuelles, signées le 25 juin 1454. Il s'y intitule « doyen de Paris, conseiller au Parlement, président de la Chambre des Enquêtes, commissaire désigné à tenir l'échiquier de Normandie ». Mais dans une quittance du 23 avril 1457, il ne prend plus le titre de doyen de Paris. Nous aurons complété la liste de ses fonctions ecclésiastiques, quand nous aurons dit que, le 10 novembre 1444, il échangea avec André Cotin, chanoine de Saint-Merri, son canonicat de l'église Saint-Paul, à Saint-Denis, en France.

Les registres capitulaires de Notre-Dame sont pleins de mentions qui attestent l'activité de G. Cotin. Il était, comme on le sait, visiteur des églises sujettes, et en cette qualité, il se rendit à Saint-Benoît le 3 juillet 1449. Cette visite fut l'occasion d'une protestation des chanoines de cette église ; et l'inspection, renouvelée le 4 juillet, jour de la fête patronale, fut spécialement désagréable. Il ne faut pas oublier que François Villon habitait à cette date dans le cloître, et qu'il avait dix-huit ans. C'est sans doute ce même jour du 11 juillet 1449, qu'il entendit chanter au lutrin G. Cotin et T. de Vitry. En effet, le jour de la fête de

1. LL. 115.

2. Arch. nat., LL. 120.

Saint-Benoît, le chapitre de Notre-Dame venait faire une station et procession solennelle à l'église, et deux chanoines de Notre-Dame devaient chanter l'*Alleluia* avec deux chanoines de Saint-Benoît. Les chanoines de Saint-Benoît se refusaient à cette cérémonie, donnant le prétexte « qu'ils ne savaient pas bien chanter ».

G. Cotin fut élu au Parlement le 4 février 1417. Le 18 novembre 1419, il était désigné par la cour, avec Philippe de Ruilly, comme commissaire pour juger des causes ecclésiastiques qui surgiraient pendant un long procès entre l'hôpital des Quinze-Vingts et l'Évêque de Paris. Le 15 janvier 1433, il était chargé avec Philippe de Nanterre, d'examiner les comptes des organisateurs des obsèques de la duchesse de Bedford. Il fut nommé président de la Chambre des enquêtes en 1441, deux ans après l'établissement de cette Chambre par le roi. Le 1^{er} juin 1452, lorsque Charles VII fit réformer l'Université, G. Cotin fut l'un des assistants du réformateur, le cardinal Guillaume d'Estouteville, en sa qualité de président des Enquêtes.

Le 28 février 1461 (n. st.), G. Cotin reçut du chapitre de Notre-Dame l'autorisation de manger des œufs et du beurre pendant le carême. Pendant toute cette année, il ne put assister aux réunions du chapitre¹. La dispense fut renouvelée le 1^{er} mars 1462. Peu de jours après, il mourait. En effet, P. du Vaucel succédait à son canonicat, à Saint-Merry, le 11 du même mois.

Il avait au moins quatre-vingts ans.

Nous sommes maintenant renseignés pour aborder la lecture du second texte consacré à G. Cotin et à Th. de Vitry, dans le *Grand Testament*, en 1461. Là encore, ils sont placés tout à côté des « trois pources orphelins ». Mais ceux-ci ne sont pas nommés, non plus que G. Cotin et Th. de Vitry. Pour les reconnaître, il faut avoir lu le *Petit Testament*. Quelle est la raison de la suppression de ces noms? C'est un petit problème historique

1. Arch. nat., LL. 120.

qui ne pourra être élucidé que par des études plus approfondies.

Voici donc le huitain 121 et les suivants :

H. CXXI

Item, et mes povres clerjons
Auxquelz mes tiltres résigné :
Beaulx enfans et droiz comme jons
Les voyant, m'en désaisiné,
Cens recevoir leur assigné,
Seur comme qui l'auroit en paulme,
A ung certain jour consigné,
Sur l'ostel de Gueuldry Guillaume.

Quoy que jeunes et esbatans
Soient, en riens ne me desplaist :
Dedens trente ans ou quarante ans
Bien autres seront, se Dieu plaist.
Il fait mal qui ne leur complaist ;
Ils sont tres beaulx enfans et gens ;
Et qui les bat ne fiert, fol est,
Car enfans si deviennent gens.

Les bources des Dix et huit Clers
Auront ; je m'y vueil travailler ;
Pas ils ne dorment comme loirs
Qui trois mois sont sans resveillier.
Au fort, triste est le sommeillier
Qui fait aisier jeune en jeunesse,
Tant qu'en fin lui faille vieillier.
Quant reposer deust en viellesse.

Si en escripts au collateur
Lettres semblables et pareilles :
Or prient pour leur bienfaiteur,
Ou qu'on leur tire les oreilles.
Aucuns gens ont grans merveilles,
Que tant m'encline envers ces deux ;
Mais, foy que doy, festes et veilles
Oncques ne vy les meres d'eulx !

On se souvient que dans le *Petit Testament* Villon laissait à ses deux victimes « à recevoir cens sur la maison Guillot Gueuldry ». Cette plaisanterie ne peut avoir qu'une signification, si on la rapproche de celle qu'il y a au huitain xxvii, où Villon leur laisse « par resignacion » la nomination qu'il a de l'Université. C'était un diplôme de maître ès-arts, qui ne rapportait rien ; et il faut noter que Villon accentue le comique de ce legs par le mot *resignacion*, terme consacré pour les échanges de bonnes prébendes ecclésiastiques. Ainsi, le cens de la maison de Gueuldry devait être nul. Dans le *Grand Testament*, cette maison porte le nom de Gueuldry Guillaume. Cette double position de Guillot et Guillaume, tour à tour avant et après Gueuldry, montre nettement que Guillot ou Guillaume ne saurait être un prénom : car, au quinzième siècle, on ne rencontrerait pas d'exemple de « Gueuldry Guillaume » pour désigner un personnage du nom de Guillaume Gueuldry. L'étude des formules des censiers contemporains montre qu'il faut comprendre : 1° la maison qui fut Guillot et est de présent Gueuldry ; 2° la maison qui est à Gueuldry et fut Guillaume.

Un cartulaire de Saint-Benoît permet d'identifier cette maison avec un hôtel sans enseigne dit de la Longue Alée, situé rue Saint-Jacques, entre le *Lion d'Argent* et le *Coq*, et qu'il faut reconnaître, sans doute, dans la maison du *Petit Coq*, du plan de restitution de Berty. Cette maison fut donnée à bail perpétuel, le 7 janvier 1423, à Laurent Gauldry, boucher, par Guiote de la Marche, nommé dans les actes « ladite Guiote » et « ladite Guillemette » tout court. Gauldry était un boucher à qui les chanoines de Saint-Benoît, dès 1415, avaient loué un étal près de la taverne de la *Mule*. Il en prit plusieurs autres dans la rue Saint-Jacques, ainsi qu'une maison rue Saint-Mathurin¹. Mais il ne paya jamais rente de ces maisons.

Après de longues contestations, durant lesquelles Gauldry mourut, les chanoines de Saint-Benoît firent un procès aux

1. Arch. nat., S. 889 bis.

héritiers de la maison Gauldry, justement dans l'hiver 1456, date du *Petit Testament*, et obtinrent une condamnation le 4 avril 1456¹. Mais les rentes ne furent point payées davantage ; si bien qu'il fallut, en 1469, réduire par amortissement, les 14 l. 10 s. p. de rente annuelle à 40 s. p. pour cette maison légendaire, insolvable pendant plus d'un demi-siècle. Villon la connaissait bien, cette maison Gauldry qui fut à Guiote ; il en entendit certes parler, l'automne de 1456, par les seigneurs de Saint-Benoît ; mais quel rapport pouvait-elle avoir avec G. Cotin et Th. de Vitry ? C'est qu'elle devait justement le *cens* ou fond de terre au chapitre Notre-Dame, cens que Gauldry ne payait pas plus que sa rente, ainsi qu'on le voit par les registres capitulaires. Il devait déjà, le 21 octobre 1437, 57 s. p. d'arrérages de cens au chapitre². Ce legs de Villon est donc une ironie que les deux chanoines devaient comprendre facilement. Quant à l'orthographe *Gueuldry*, c'est une déformation parisienne fréquente chez Villon, qui, à l'inverse, écrit *faultre* pour *feultre*,

Sans nous arrêter aux sarcasmes répétés du poète « clerjons ». « beaux enfans et droitz comme joncs », « jeunes et esbatans » — « dedans vingt, trente ou quarante ans bien autrez seront », nous nous demanderons pourquoi il leur promet les bourses des Dix-huit clerks.

C'est d'abord, parce que, à ces deux vieillards, convenait le plus ancien collège de Paris, fondé avant la Sorbonne, au moins en 1180. En second lieu, c'est parce que la collation même des bourses de ce collège appartenait au chapitre de Notre-Dame. Ainsi, Villon offre à G. Cotin et à T. de Vitry ce qu'eux-mêmes sont chargés de dispenser aux autres. Notons enfin que si Villon sut que G. Cotin et T. de Vitry étaient malades en 1461-1462, il n'eut garde d'oublier que le collège des Dix-huit clerks était situé dans les chambres de l'Hôtel-Dieu.

Et cette satire, où les termes techniques, tel : que *collateur*,

1. Arch. nat., LL. 464 fol. 10, 70.

2. Arch. nat., LL. 114, p. 343.

dessaisiner, certain jour consigné, etc., sont employés à dessein, se termine sur une plaisanterie que maintenant nous pouvons comprendre : Villon nous fait entendre qu'on ne saurait interpréter à mal l'intérêt qu'il porte à ces deux « enfants » ; il peut jurer qu'il n'a jamais vu leurs mères. En effet, ces pauvres femmes avaient dû mourir dans le courant du siècle précédent.

Il est clair que dans ces textes des deux *Testaments*, nous devons désormais considérer comme ironiques tous les détails donnés par Villon. Le fils du maître général des monnaies, le locataire du grand hôtel de Jacques Responde, l'ami de Louis Raguier, qui fut, en 1465, président de la Cour des Aides, n'était pas un « povre clerc » non plus que G. Cotin, délégué à l'Échiquier de Normandie, doyen de Paris, et président aux Enquêtes. Certes, tous deux parlaient latin, car c'était le langage officiel du chapitre de Notre-Dame ; ils étaient « paisibles », étant bien vieux et fatigués, mais non pas « humbles et sans estry », car ils défendaient orgueilleusement leurs privilèges et leurs prétentions, ainsi qu'on le voit dans maint procès. Les chanoines de Saint-Benoît durent se moquer souvent de leurs facultés de « chanteurs au lectry » chaque année, à la fête de Saint-Benoît. Ce n'étaient pas de « beaux enfans », ni « gents » ; ils n'étaient ni « jeunes » ni « esbatans » ; ni droiz comme jons », car ils étaient impotents et courbés, et justement, ils devaient souvent sommeiller comme les loirs qui « trois mois sont sans resveiller ».

Tout ceci nous montre la satire de Villon sous un jour cruel et assez nouveau.

Mais ce qui résulte principalement des faits que nous venons d'exposer, c'est que François Villon s'intéressait de près à ce qui touchait les chanoines de Saint-Benoît. La concordance des attaques du *Petit Testament*, en 1456, avec un procès de Saint-Benoît contre Notre-Dame, l'un des épisodes d'une lutte séculaire de l'Église sujette avec l'Église de Paris, et cette même concordance avec le procès relatif à la maison Gauldry nous fait voir qu'il faut étudier attentivement l'histoire de la commu-

nauté ecclésiastique où fut élevé le poète, si nous voulons comprendre le sens de ses attaques.

Qu'il me soit permis, en terminant, de remercier MM. Léon Legrand et Jules Viard, des Archives Nationales, qui m'ont tous deux prêté l'utile secours de leurs conseils et de leurs indications dans de longues et laborieuses recherches.

CONSÉQUENCES DU VOL

AU COLLÈGE DE NAVARRE¹

Parmi les problèmes que soulève la biographie de François Villon, il y en avait un qui attirait particulièrement l'attention. M. Longnon avait découvert et publié des documents du plus haut intérêt d'où il résultait qu'au mois de décembre 1456, François Villon avait pris part avec Colin de Cayeux, maître Jehan ou Petit-Jehan, un religieux picard nommé dom Nicolas, et maître Guy Tabarie, à un vol commis au collège de Navarre. Les malfaiteurs s'étaient introduits dans la chapelle du collège et s'étaient partagé 500 écus d'or, contenus dans un petit coffre de noyer à trois serrures, enchaîné lui-même dans un coffre plus grand. Le vol fut constaté le 9 mars 1457, où deux examinateurs au Châtelet de Paris vinrent faire une enquête au collège. Ces 500 écus d'or appartenaient à la Faculté de théologie, à savoir : 340 écus à la communauté, 100 écus à maître Roger de Gaillon, doyen, et 60 écus à Laurent Poutrel, grand bedeau de la Faculté. L'enquête établit que les coffres avaient été crochetés environ deux mois et demi auparavant. Mais on ignora le nom des voleurs jusqu'au 17 mai 1457. A cette date, maître Pierre Marchand, prieur curé de Paray-le-Moniau, près d'Ablis, vint révéler au Châtelet que Guy Tabarie lui avait avoué les circonstances du vol auquel il avait pris part avec ses quatre complices. Ce fut seulement en juin 1458 que Guy Tabarie tomba entre les mains de la justice. D'abord emprisonné au

1. Minute d'une lecture faite à l'Académie des Inscriptions en 1899. (*Comptes rendus*, p. 581.)

Châtelet, il passa le 26 juin 1458 dans les prisons de l'évêché et comparut le 5 juillet devant l'official. Il fit des aveux complets après avoir été soumis à la question. Il déclara que, vers Noël 1456, il avait rencontré maître François Villon en compagnie de Colin de Cayeux; que Villon lui ordonna de faire préparer un dîner à la taverne de la Mule, rue Saint-Jacques, en face de l'église des Mathurins; qu'après ce dîner, auquel prirent part Petit-Jehan et dom Nicolas, ils allèrent tous dans la maison de maître Robert de Saint-Simon d'où ils escaladèrent un grand mur donnant sur la cour du collège de Navarre. Tabarie prétendit ne rien savoir de ce qui s'était passé à l'intérieur du collège, ayant été préposé à la garde des « gippons » ou vêtements de dessus dont ses complices s'étaient dépouillés pour l'escalade, mais reconnut que ceux-ci l'avaient rejoint vers minuit et lui avaient donné pour sa part dix écus d'or. Plus tard, ils lui dirent que chacun d'eux avait eu cent écus pour sa part. Enfin Tabarie confirma l'exactitude de la déposition de Pierre Marchand, auquel il avait dit que maître François Villon avait quitté Paris après le vol pour se rendre à Angers, dans une abbaye où un de ses oncles était religieux, afin d'y examiner les moyens de s'emparer d'une somme de cinq ou six cents écus que possédait là un autre vieux moine.

Voilà en résumé les principales données que fournissaient les importants documents découverts par M. Longnon dans un carton du collège de Navarre, aux Archives nationales. M. Longnon ajoute dans la notice biographique qui est jointe à sa belle édition de François Villon :

« On ne sait ce qu'il advint de maître Guy Tabarie. Mais tandis qu'on recherchait ses complices, ceux-ci se gardaient bien de rentrer à Paris. Colin de Cayeux, par exemple, parcourait la Normandie et la Picardie. Quant à Villon, il passa hors de sa ville natale cinq années environ, menant une vie errante et misérable, sur laquelle on ne possède que de vagues données. »

Heureusement, une découverte récente permet de faire la lumière complète sur les suites qu'eut le vol du collège de

Navarre, au moins en ce qui concerne François Villon et maître Guy Tabarie.

La Bibliothèque nationale conserve sous le numéro 5657 C. un manuscrit qui provient de l'ancien fonds latin. C'est un petit registre de quatre-vingt-quatorze feuillets en papier, relié en maroquin rouge et portant sur les plats les armes royales; il contient les comptes des recettes et des dépenses de la Faculté de théologie de Paris depuis le mois de novembre 1449 jusqu'au 17 mars 1465. Le registre est entièrement tenu de la main de Laurent Poutrel, grand bedeau de la Faculté, et c'est grâce aux mentions qu'il y a inscrites que l'on sait ce qui advint du vol et des voleurs.

La première note qui nous intéresse se trouve au fol. 35 v° sous la rubrique : *Dépenses extraordinaires*, et date du début de l'année 1457 :

« Item pour avoir réparé la serrure et la clef de la Faculté dans le coffre de l'Université. 16 den. par. »

Nous ne saurions suivre minutieusement les diverses mentions inscrites successivement jusqu'à celle qui intéresse directement François Villon, mais voici ce qui en résulte :

Après la découverte du vol, Laurent Poutrel, avec plusieurs maîtres de la Faculté, fut délégué à la tâche de récupérer l'argent de la Faculté. Les commissaires du Châtelet firent leur enquête et, avant le mois de septembre 1457, Laurent Poutrel se rendit, pour cette affaire, à Lyon et à Montlhéry, tandis que son neveu Henri allait à Caen — voyage pour lequel la Faculté lui attribue 55 s. p. Il y eut en outre expédition de lettres monitoires en copies. Il faut noter qu'à ce moment il n'y avait eu nulle dénonciation : les investigations à Lyon, à Montlhéry et à Caen résultent de soupçons sur lesquels nous n'avons malheureusement aucune indication. Mais au mois de juin 1458, Guy Tabarie se fit prendre, et il résulte d'une note inscrite au registre à la fin du mois d'août de la même année que Colin de Cayeux avait été également arrêté et interrogé : elle porte en effet sur les dépenses faites « *in litteris depositionum et confessionum*.

magistri Guidonis Tabary et Nicolay des Cagieux depredatorum peccuniarum Facultatis una cum suis complicibus ». Guy Tabarie parvint, après sa confession, à arranger son affaire ainsi que nous l'apprenons au fol. 46 v°, vers la fin de l'année 1458 :

Autre recette extraordinaire

« Item de la mère de maître Gui Tabary avec laquelle la Faculté a fait composition pour la somme de 50 écus d'or à payer en deux termes à l'occasion de l'emprisonnement dudit Tabary son fils, l'un des voleurs de l'argent pris à la Faculté, messire Poutrel a reçu la moitié de lad. somme montant à 25 écus, desquels 25 écus ladite Faculté a ordonné que l'exécution de feu M. Roger de Gaillon et ledit Poutrel auraient 10 écus en récompense de leur argent perdu. Et ainsi ledit Poutrel fait recette de 15 écus valant 16 l. 10 s. p. » La mère de Guy Tabary paya l'année suivante le complément de la somme moyennant promesse de laquelle son fils avait été mis en liberté. Évidemment, François Villon fut informé de la confession de Guy Tabarie, de sa dénonciation, et de sa transaction avec la Faculté, car il dit dans le *Grand Testament* v. 859 en parlant d'un roman copié par maître Guy :

Lequel maistre Guy Tabarie
Grossa, *qui est homs veritable*

et le mot *véritable* ne peut être ici qu'une très amère ironie. En écrivant ces vers, le poète ne songeait pas qu'il se trouverait bientôt dans la même situation que son camarade, et qu'il agirait comme lui.

Il est curieux de constater que la Faculté n'opéra pas de poursuites immédiates après la dénonciation de Pierre Marchand, ni même après la confession de Guy Tabarie. Ce n'est qu'après le 15 février 1459 et avant le 15 mars que Laurent Poutrel dépense cinq sous pour « deux commissions scellées au Châtelet adressant à tous juges et sergents royaux afin de prendre les malfaiteurs du larcin fait dans le coffre de la Faculté, lesquelles commissions étaient demandées à la requête du procu-

reur du roi ». C'est donc la justice royale qui exigea l'expédition de ces deux mandats, l'un desquels devait à coup sûr viser François Villon.

Mais la justice ne sut pas le découvrir. Deux ans après, en 1461, il était pris dans la juridiction de Thibaut d'Aussigny, évêque d'Orléans, et emprisonné à Meung-sur-Loire. Vers le 7 octobre 1461, Louis XI, entrant à Meung pour la première fois depuis son avènement, le délivra avec les autres prisonniers détenus dans les cachots de l'évêque.

C'est au sortir de la prison de Meung que François Villon composa le *Grand Testament*. Contrairement au témoignage d'Éloi d'Amerval, son contemporain, M. Longnon a pensé que le *Grand Testament* n'avait pas été composé à Paris, et les nouveaux faits contenus dans notre registre tendent à confirmer cette vue.

En effet, voici les mentions inscrites par le bedeau de la Faculté entre le jour des Morts (2 novembre) et le 7 novembre 1462 au fol. 79 v°.

« Item ledit Poutrel a remis au greffier criminel de la cour du Châtelet pour enregistrer l'opposition faite par Jehan Colet, procureur de la Faculté, à la mise en liberté de ma. Fr. Villon, l'un des voleurs de l'argent de la Faculté, alors détenu par autorité de justice dans les prisons dud. Châtelet pour un certain vol dont il était chargé. 16 d.

Item au dessusdit greffier criminel pour le double de la confession faite par ledit ma. F. Villon devant le lieutenant criminel touchant la manière qu'employèrent led. Villon et ses complices en volant l'argent de la Faculté. 11 s. p.

Item pour la lettre de condamnation passée par ledit Villon pour la somme de six-vingt écus d'or qu'il a promis de payer à la Faculté et à l'exécution de ma. R. de Gaillon et audit Poutrel avant trois ans prochainement venants, jusqu'auquel temps il a été élargi desdites prisons. 5 s. p. »

Donc François Villon était dans les prisons du Châtelet vers le 2 novembre 1462. Il y a lieu de croire qu'il n'était pas à Paris

depuis longtemps : car maître Laurent Poutrel l'y aurait vite découvert. En effet, le grand bedeau appartenait à la communauté de l'église Saint-Benoît, et de plus il demeurait tout près du cloître, rue des Noyers, à l'enseigne de Sainte-Marie-Madeleine, dans une maison qu'il légua à la Faculté de théologie¹ et que les bedeaux de la Faculté continuèrent à habiter jusqu'à la fin du seizième siècle. Peut-être aussi Villon fut-il arrêté dans la retraite qu'il avait choisie et qui ne devait pas être éloignée de Paris. On lit dans le *Grand Testament*, h. LXII.

Item viengne Robin Turgis
A moy : je luy pairay son vin
Combien, s'il trouve mon logis
Plus fort sera que le devin.

Il ne faut pas oublier qu'au quinzième siècle on consultait le « devin » pour savoir le nom de son voleur, et la cachette où se trouvait l'argent volé. Villon paraît dire que Turgis ou d'autres avaient fait une consultation inutile. Quoi qu'il en soit, il fut pris vers la fin d'octobre 1462, sous l'accusation d'un vol dont il parvint à se disculper. Au moment où il allait être élargi, la Faculté de théologie mit opposition, en vertu de l'ancien mandat, et délégua M. Laurent Poutrel pour négocier avec le prisonnier. Et d'abord le lieutenant criminel, M. Pierre de la Dehors, obtint de François Villon une confession qui fut enregistrée par le greffier, Pierre le Basanier, l'un des légataires du *Grand Testament*. Muni de cette confession, Laurent Poutrel entra en pourparlers avec Villon. Il devait le connaître de longue date, étant établi dans le quartier dès le 1^{er} octobre 1428, date à laquelle il occupait les fonctions de notaire apostolique².

L'important aux yeux de Laurent Poutrel était évidemment de faire revenir à la recette de la Faculté l'argent volé : il y avait un triple intérêt. D'abord il avait perdu lui-même 60 écus d'or ; ensuite il était l'un des exécuteurs du doyen défunt, maître Roger

1. Arch. nat., M. 69^A. Comptes de la Faculté en 1549 et 1563.

2. *Ibid.*

de Gaillon, et au nom de l'exécution il poursuivait la rentrée de 100 écus d'or; enfin, il était étroitement lié, par ses fonctions de grand bedeau et de receveur, aux intérêts matériels de la Faculté de théologie. Il obtint donc de François Villon la promesse que celui-ci rendrait 120 écus d'or dans le délai de trois ans — soit 40 écus par an — sous peine d'emprisonnement et de jugement, les délais expirés. Cette convention est un fait très important qui nous apporte quelques éclaircissements sur la condition qu'occupait alors le poète. Sans doute Villon était prêt à faire toutes les promesses : souvenons-nous des vers de la requête à Jean II de Bourbon :

De s'obliger en toutes cours est prest
Si ne doubtez que bien ne vous contente
Sans y avoir dommaige n'interest :
Vous n'y perdrez seulement que l'attente.
...Tout se paiera ensemble, c'est droiture,
Mais ce sera legierement et prest...
Païé serez sans delay ni arrest :
Vous n'y perdrez seulement que l'attente.

Mais il est peu probable que Laurent Poutrel, vieux légiste expérimenté, ou que la Faculté de théologie eussent consenti à signer une convention ridicule. Les maîtres de la Faculté, aussi bien que son grand bedeau, devaient savoir que François Villon trouverait des amis ou des protecteurs pour rembourser une somme qui représente en pouvoir environ 8 500 francs de notre monnaie. Mais jusqu'à présent toutes les recherches sur les ressources dont le poète croyait pouvoir disposer sont demeurées infructueuses.

Rendu à la liberté, maître François Villon n'en jouit pas longtemps. En effet, dans le courant du mois suivant, il assistait à une rixe où maître François Ferrebourg, scribe de l'official, fut blessé d'un coup de dague devant la maison des Barillets, rue Saint-Jacques, près de la fameuse taverne de la Mule. Emprisonné de nouveau au Châtelet, il fut mis à la question et condamné à être pendu. Le méfait de novembre ne dut pas

être étranger à la sévérité de cette sentence, que le Parlement commuait le 5 janvier 1463 en une peine de dix ans de bannissement. Trois jours après, François Villon quittait Paris, et le registre de la Faculté de théologie qui se termine le 17 mars 1465 ne mentionne pas que Villon ait rempli sa promesse et fait son premier paiement. Elle ne perdit donc pas seulement que l'attente.



VI

DATE DE LA CONDAMNATION A MORT DE VILLON¹

Un des points capitaux à fixer dans la biographie du poète François Villon était la date de sa condamnation à mort. M. Gaston Paris, au cours d'un article publié dans le tome XVI de la *Romania* a fait remarquer que « le Testament s'éclaire à plus d'un point de vue d'un autre jour, suivant qu'on le considère comme antérieur ou postérieur à l'événement le plus tragique de la vie du poète ». Pour des raisons « psychologiques », pour des raisons « philologiques » aussi, fondées sur ce que les pièces relatives à la condamnation ne sont pas enchâssées dans le *Grand Testament*, M. G. Paris inclinait à croire cette condamnation postérieure au poème. D'autre part, M. Auguste Longnon avait, à l'aide de documents tirés des registres criminels du Parlement, identifié Garnier, à qui François Villon adresse sa ballade de l'Appel, avec Étienne Garnier, geôlier de la Conciergerie du Palais le 22 novembre 1453. Cette identification n'était guère douteuse, le manuscrit LIII de la Bibliothèque de Stockholm portant le titre suivant pour la ballade : *La question que fit Villon au clerk du guichet*. Or, ce Garnier, dont on ne retrouvait plus le nom ensuite, semblait avoir été remplacé, dès février 1457, par Jean Papin, qui resta en fonctions plus de quatorze ans. Les documents obligeaient donc à placer la condamnation de Villon entre 1453 et 1457

Des recherches poursuivies aux Archives et à la Bibliothèque

1. Minute d'une lecture faite à l'Académie des Inscriptions, séance du 24 février 1899. (*Comptes rendus*, p. 125.)

nationale permettent aujourd'hui de résoudre définitivement un problème resté insoluble depuis le temps de Rabelais et de Marot.

En effet, de l'examen attentif du manuscrit 205 de la Collection Dupuy à la Bibliothèque nationale, il résulte que ce manuscrit représente une copie à main courante, exécutée sans doute au greffe criminel du Parlement peu après l'année 1485, d'un journal des greffiers de la Tournelle Criminelle, contenant le memorandum en français de nombreuses délibérations du Conseil depuis le 12 novembre 1400 jusqu'au 5 juillet 1485, avec une lacune qui s'étend du 12 avril 1433 au 24 octobre 1440. Ce document qui a une importance scientifique considérable, contient de précieux renseignements sur l'histoire de Paris et sur beaucoup d'événements curieux du quinzième siècle. La publication va en être préparée aussi activement qu'il se pourra. Il est impossible de relever ici tous les faits nouveaux qui s'y trouvent. Remarquons seulement en passant que ce Registre, pièce officieuse d'une authenticité indiscutable, apporte à notre histoire un témoignage sur Jeanne d'Arc.

On lit en effet au fol. 146 v° la mention suivante :

« Le mardy XXIII^e jour de may mil CCCCXXX fut Jehanne la Pucelle blecée devant Compiengne etc. » — Une main du seizième siècle a complété par cette addition : « Feut prisonniere des Anglois lesquelz la firent mourir disans qu'elle estoit magiciene qui n'estoyt veritable. » Il y a ici une erreur de date d'un jour, qui a été commise également par l'auteur du *Journal d'un Bourgeois de Paris*. Plus loin au fol. 147 sous la date de mai 1431 : « L'an dessusdit, le mercredi vigille de Saint-Sacrement penultime jour dudit moys à Rouen par la justice ordinaire, Jehanne la Pucelle fut brullee. »

Arrivons maintenant à François Villon :

Au fol. 59 sous la date du 5 janvier 1463 [n. st.] on trouve les lignes qui suivent :

« Veu par la court le proces fait par le prevost de Paris ou son lieutenant à l'encontre de maistre François Villon, appellant

d'estre pendu et estranglé, *finaliter* ladicte appellacion et ce dont a esté appelé mise au neant, et eu regard à la mauvaise vie dudit Villon, le bannist jusques à dix ans de la ville, prevosté et viconté de Paris. »

Ainsi ce document définitif donne raison à l'hypothèse que M. Gaston Paris répugnait à abandonner.

Au premier abord la date du 5 janvier 1463 semble en contradiction avec le document le plus récent découvert par M. Longnon. C'est une lettre de rémission du mois de novembre de la même année pour Robin Dogis, et François Villon y figure, comme présent à Paris. Mais cette lettre, heureusement, bien loin d'obscurcir la question, est indispensable pour l'éclairer complètement. En effet, les faits qui y sont relatés ne portent point de date et l'étude des documents contemporains autant que l'analyse de ces faits oblige à les reporter vers le courant de décembre 1462. Il est indispensable de les rappeler sommairement, et j'en emprunte le récit à M. Auguste Longnon : *A un jour qui n'est pas daté* maître François Villon vint demander à souper à Robin Dogis, demeurant dans la rue de la Parcheminerie. Il y soupa avec deux autres convives, Hutin du Moustier, que l'on rencontre plus tard au nombre des sergents à verge de la prévôté et Roger Pichart. Le repas terminé les quatre soupeurs, quittant la demeure de Robin pour se rendre chez Villon, passèrent par la rue Saint-Jacques dans laquelle était située l'écritoire de François Ferrebouc, où Pichart s'arrêta à la fenêtre pour railler les clers. De là, dispute et rixe, auxquelles participèrent toutes les personnes mentionnées, sauf Villon, et que termina un coup de dague porté par Robin Dogis à maître François Ferrebouc. Les compagnons continuèrent leur route et, sans donner suite à leur projet de passer la soirée chez Villon qui leur avait évidemment faussé compagnie, ils se séparèrent devant l'église Saint-Benoît-le-Bétourné. Robin Dogis, prisonnier à la Conciergerie, fut grâcié au mois de novembre 1463 à l'occasion du séjour à Paris du duc de Savoie, beau-père du roi Louis XI.

La lettre de rémission pour Robin Dogis est immédiatement suivie au fol. 294 v° du registre des Archives nationales X^{2a} 30 d'un pardon semblable accordé dans le même mois, à la requête du duc de Savoie, à Philippon Asse, marchand de toiles, demeurant à Sées en Normandie.

Le registre du Conseil de la Bibliothèque nationale porte également, à la date du 8 novembre 1463, les lignes suivantes : « En obéissant au roy, à ses lectres sur ce envoyées pour faveur et contemplacion de la nouvelle venue et entrée du duc de Savoie en ceste ville de Paris, les présidents ont obtempéré aux lettres de rémission du roi, données à Jehan Berthier, etc. »

La délivrance des prisonniers ne fut donc pas à cette date du 8 novembre 1463 une mesure générale dans Paris ; et on ne saurait expliquer ces trois grâces qu'en supposant que Dogis, Asse et Berthier, sujets savoyards, avaient adressé au duc de Savoie des requêtes qui furent présentées par celui-ci à Louis XI dès son arrivée à Paris. C'est là une conclusion que nous devons retenir. Asse était prisonnier au moins depuis mai 1463. Dogis avait dû s'enfuir, comme on le faisait d'ordinaire après un méfait du genre de celui qu'il avait commis. Repris, son procès lui fut fait par le prévôt, Jacques Villiers de l'Isle-Adam, qui avait succédé à Robert d'Estouteville, ami de François Villon, dès l'avènement du nouveau roi. Il appela de la sentence au Parlement, après s'être adressé probablement dès la première heure au duc de Savoie et fut transporté, comme tous les appelants, à la Conciergerie du Palais. Tout cela ayant demandé quelque temps, on voit que par la force des choses il faut transporter la date de la rixe à plusieurs mois en arrière.

Un autre fait nous y oblige. Le registre des amendes criminelles (Archives nationales X^{2a} 31) contient à la date du 12 janvier 1463 que Hutin du Moustier avait appelé au Parlement d'une sentence du prévôt de Paris qui le condamnait à 10 l. p. d'amende. Le Parlement confirma la peine. Hutin du Moustier était donc compagnon de prison de François Villon, et tous deux durent en appeler ensemble du jugement de la même affaire,

mais Hutin de Moustier fut renvoyé à huitaine. Quant à Roger Pichart, fils de Nicolas Pichart, de Paris, il avait reçu la tonsure le 7 juin 1449¹; et, ainsi qu'il apparaît dans le registre de l'officialité de l'archidiacre de Josas², le 29 mai 1461, il était crieur public, et demeurait rue des Lombards, dans la paroisse de Saint-Jacques-la-Boucherie. Il fut puni par l'official à deux reprises pour rixe et injures. Sans doute, après la grave affaire de la rue Saint-Jacques, conscient d'un mauvais dossier, il s'enfuit; mais le lieutenant criminel le surveillait. Il se mit en franchise, peut-être vers la fin de 1463, dans l'église des Cordeliers. Pierre de la Dehors, lieutenant criminel, viola le droit d'asile et vint l'y prendre. L'affaire vint au Parlement le 7 mai 1464³. Le 16 mai suivant, le Conseil de la Tournelle ordonnait sa réintégration en franchise⁴. Mais Pierre de la Dehors le gardait étroitement. Il ne put s'échapper, fut repris et condamné à mort. Il en appela au Parlement; mais celui-ci ordonna le 1^{er} février 1465 qu'il serait pendu au gibet de Paris⁵.

Les pièces, dispersées dans les manuscrits de Villon que nous possédons, mais que le manuscrit perdu, représenté par les imprimés, avait réunies sous le nom de *Codicille*, sont au nombre de sept : 1. Épitre de Villon à ses amis. 2. Le débat du cœur et du corps de Villon. 3. Ballade au nom de la Fortune. 4. Le quatrain que fit Villon quand il fut jugé à mourir. 5. Épitaphe en forme de ballade (Ballade des Pendus). 6. La requeste à la cour du Parlement. 7. Ballade de l'Appel de Villon.

Les faits que nous venons d'exposer permettent d'abord de reporter la date de la composition de quatre de ces poèmes après la publication du *Grand Testament*, qui ne put être faite qu'au début de l'année 1462.

1. Archives nationales, LL 15.

2. Archives nationales, Z 10.

3. Archives nationales, X^{2a} 33.

4. Bibl. nat., Dupuy 250.

5. Archives nationales, X^{2a} 31.

Mais ils nous autorisent même à établir chronologiquement l'ordre où ces quatre pièces doivent être placées.

C'est après la sentence du lieutenant criminel que Villon écrivit le quatrain et son épitaphe : mais il adressait en même temps un appel au Parlement. L'appel est reçu, la peine commuée le 5 janvier 1463 ; et c'est aux jours qui suivirent, peut-être au 6, au 7 janvier 1463 qu'il faut fixer la composition de la ballade de l'appel, et de la requête au Parlement, où Villon remercie la cour et demande trois jours de délai pour quitter Paris.

Avant d'indiquer les derniers problèmes qui se poseront désormais, il sera utile d'exposer deux allusions du *quatrain* et de la *Ballade de l'appel* qui font apparaître clairement certains détails du procès.

Pourquoi Villon dit-il au *premier* vers de son quatrain :

Je suis François, *dont ce me poise !*

Pourquoi, tout en plaisantant sur son prénom, est-il fâché d'être Français, « né de Paris, emprès Ponthoise » ? Ce vers ne saurait se justifier par la nécessité de la rime puisqu'il est le premier. Or, il est certain que, d'après les termes de la lettre de rémission pour Dogis, c'est Villon qui vint demander à dîner, et qui emmena les compagnons ; s'il y avait eu meurtre, il paraissait d'abord à des juges soupçonneux, en être l'instigateur. Il était tout désigné comme complice de Dogis, le meurtrier. Il avait derrière lui un mauvais passé : meurtre d'un prêtre le 5 juin 1455 ; vol au collège de Navarre en décembre 1456 ; une affaire inconnue dans le domaine du duc d'Orléans vers 1458 ; une affaire inconnue dans la justice de l'évêque d'Orléans en 1461, sans compter les délits qui l'avaient amené en cour d'Église à des dates inconnues. Comment se tirerait-il de là ? Il dut songer que Dogis, Savoyard, s'adresserait à son prince ; peut-être Dogis le lui annonça-t-il tout d'abord. Mais, hélas, pour François Villon, François de Paris, point de prince étranger secourable : François de Paris serait pendu.

Dans la ballade de l'appel, Villon dit :

Si feusse des hoirs Hue Capel,
Qui fut extrait de *boucherie*,
On ne m'eust parmy ce drappel
Fait boire en ceste *escorcherie*...

C'est que le lieutenant criminel qui le condamna à la torture et au gibet, Pierre de la Dehors, était encore boucher juré de la Grande Boucherie de Paris le 11 janvier 1462¹. Fils de Oudin de la Dehors, et descendant d'une ancienne et puissante famille de bouchers, alliée à la famille des Haussecul, boucher de la Grande Boucherie au moins dès le 29 décembre 1383², il avait épousé sa cousine Jehanne. Il fut institué lieutenant criminel par lettres royaux données à Saint-Jean d'Angély le 16 février 1462³, en remplacement de Martin de Bellefaye qui entra au Parlement le 26 février suivant, et il prêta serment le 28 mars de la même année. Ce lieutenant criminel « extrait de boucherie » était donc en fonctions depuis près d'un an, quand le poète lui tomba entre les mains. Il ne fut pas tendre. Toute cette administration nouvelle était opposée à celle du prévôt précédent, en disgrâce, Robert d'Estouteville, et certainement haineuse pour ceux que les fonctionnaires remplacés avaient pu protéger. François Villon n'avait eu aucune part au crime de Dogis : il paya cher pour y avoir assisté. Il se plaint de l'injustice qui lui est faite :

Mais quant ceste paine *arbitraire*
On me jugea par *tricherie*
Estoit-il lors temps de me taire ?

Le Parlement reconnut bien l'inanité de l'accusation. Si Villon eût commis la moindre faute manifeste, son passé obligeait à sévir très gravement. En fait la peine, très douce pour cette époque, prononcée par le Conseil, ne fut déterminée que par ce

1. Bibl. nat., ms. fr. 32. 586, fol. 64.

2. *Ibid.*

3. Bibl. nat., ms. fr. 13. 238, fol. 20.

mauvais passé. L'examen des documents judiciaires montre d'ailleurs combien il était rare qu'une sentence grave du prévôt fût ainsi annulée, sans être remplacée par une condamnation très sérieuse; deux ou trois exemples semblables, au plus, pourraient être cités au quinzième siècle.

Les limites de cette lecture interdisent d'examiner ici la question d'Étienne Garnier. Qu'il suffise d'indiquer que celui-ci fut démis de ses fonctions et déclaré par le Conseil « inhabile à tenir doresnavant aucunes fermes de geôle » le 5 janvier 1454¹, c'est-à-dire un an et demi avant les premiers démêlés de François Villon avec la justice.

Que devint, après janvier 1463, le poète banni de la vicomté de Paris, région qui s'étendait depuis Poissy au nord-ouest jusqu'aux environs de la Ferté-Alais au sud-est? Comment ces dernières pièces qui constituent le codicille nous ont-elles été conservées et transmises? Doit-on penser qu'il faut considérer comme postérieure la requête au duc de Bourbon, et que Villon put se réfugier un temps à la cour de Jean II? Cette pièce n'est point enchâssée, elle non plus, dans le *Grand Testament*. Autant de questions qui devront solliciter maintenant ceux qui s'intéressent au plus grand poète du quinzième siècle. Une seule opinion jusqu'ici peut être émise: c'est qu'on ne saurait plus rejeter *a priori* la tradition rappelée par Rabelais, et où il est dit que maître François Villon, sur ses vieux jours, se retira à Saint-Maixent en Poitou. Pourtant il n'avait que trente-deux ans en 1463, et même après dix années de bannissement, à quarante-deux ans, il serait difficile de s'imaginer qu'il alla chercher déjà un dernier asile pour sa vieillesse: il eût préféré retourner dans son cher Paris.

1. Bibl. nat., Dupuy 250.

VII

[LE SENS DU « GRAND TESTAMENT »]

Although the poems of Francis Villon have been widely studied, beautifully translated, and set as a « mirror of many admirers », it is to be doubted if they have yet been fully understood. Clement Marot in his edition of 1533 declares that a man should have lived in Paris and in the days of Villon, if he would understand the full scope of his legacies and verse (*l'industrie de ses lays*). And the father of Marot, who was himself a poet and learned his art at the school of Villon, was born in the days of our poet. So the memory of the time had so quickly flown that one generation did not understand allusions to people of the former generation. The commentator Le Duchat tried to point out a few facts; but till the *Biographic Study* of M. Longnon appeared in 1877, nobody had thrown new light on the sense of the poems. Even this bundle of documents, however interesting, did not unravel much of the mystery. We learned some facts of the biography of the poet; and the real existence of the persons whose names occur in the *Great Testament* was proved by authentic papers of the Record office.

But what did Villon mean? Why did he choose these persons? Did he hate them and why did he hate them? Where lies the *point* of the farce? How could one explain the extraordinary fact that old people, in the time of Marot, knew by heart the tedious details of the bequests in the *Great Testament*? What was the reason of the extraordinary success of the work in its trace? And what does the work itself mean?

All this remained a puzzle. It could only be cleared by a careful study of the persons named in the *Great* and the *Little*

Testament, as well as by a close scrutiny of the social history and literature in the middle of the XVth century.

The first fact that strikes the patient student, when he comes to know closely the set of victims of the poet's raillery, is that half of them were more or less connected with money business. For instance Bailly, or Jehan de Bailly, was purveyor of the College of the King's secretaries. Blaru, or Jehan de Blaru, was secretary of the King and had married the daughter of a rich changer of the Treasury. Pierre Bobignon was brother to Jean Bobignon, surveyor of the income of the Seal; himself a clerk's clerk in the Treasury. Mlle de Bruyeres was a rich old woman who had married Girard de Bruyeres, secretary of the King, and her daughter, Isabelle de Bruyeres, married 1° Regnault de Thumery, who succeeded the famous Jacques Cœur as master general of the Mint of Paris; 2° Thomas Corneille, a rich Parisian banker. Guillaume Charruau was surveyor of the King's salt in Etampes. Guillaume Colombel, « rich and potent man » writes Jehan de Roye in his chronicle, was payer of the wages of Parliament. Jehan le Cornu was secretary of the King and closely connected with the Treasury. Guillaume Cotin, dean of the chapter of Notre-Dame, was a most rich old man, and counsellor of the King's Exchequer in Normandy. Andry Courault was counsellor of the Exchequer of René, King of Anjou, and counsellor of the justice of the Treasury of Louis XI. Michault Culdoe was a rich banker who largely made his profit of the goods of Jacques Cœur. Jehan de la Garde was a wealthy grocer, and particular grocer to the College of the King's secretaries. Girard Gossouin, first surveyor of the King's salt in Rouen, and later a large speculator of salt in Paris. Denis Hesselin, elect on the matter of taxes for Paris. Jaques James, son of the wealthy master of the works of the city of Paris and the church of Notre-Dame. Michel Jouvenel, brother to the chancellor of France, a very rich man. Nicolas Laurens, merchant of salt and money-changer. Nicolas de Louviers, receiver of the taxes in Paris and counsellor of the Exchequer. Pierre Maire-

beuf, a large merchant, probably associated to the dealings of Nicolas de Louviers. Jehan Marceau, a very powerful usurer and money-lender, who had dangerously meddled with speculations on money, first with Henry VI, King of England, then with Charles, duke of Orleans; lastly with Louis XI, King of France. Ythier Marchant, master of the private treasury of Charles, duke of Guyenne. Merle, or Jehan de Merle, the greatest money-changer and banker in Paris, who dealt for the duke of Brittany and the duke of Orleans, and controller of the King's Exchequer. Jehan and François Perdrier, sons of Guillaume Perdrier, money-changer, and clerk of Anthoine Raguier, treasurer of the wars. Jehan and Jacques Raguier, of the family of Anthoine Raguier, treasurer of the wars. Guillaume du Ru, a rich grocer of Paris. Pierre de Saint-Amand, clerk of the Treasury. Charlot Taranne, a wealthy old man, son of Jehan Taranne, great money-changer. Robin Trousecaille, a clerk's clerk of the Treasury. Robin Turgis, messenger of the Treasury (he also kept the tavern of the *Pomme de Pin*). Guillaume Volant, a wealthy speculator on salt. Thibault de Vitry, brother to a master general of the Mint, himself general of the justice of the taxes, a most powerful old man who introduced his clerk, Jehan Balue, to the favour of Louis XI. This Jehan Balue, by interest of Thibault de Vitry, was speedily made bishop of Evreux; and his fates under the name of Cardinal Balue are worldwide known.

Now the question arises : how did Francis Villon know all these wealthy masters? For we may be certain that they were in some way connected with his life. Villon is a strict egotist and never names a man but that he has some personal reason for it. And here the documents help us to that very conclusion. We know that Villon entered very early, and when he was a young boy, in the house of Guillaume de Villon, the chaplain of St. Benedict, in to the intimacy of a young nobleman, Regnier de Montigny. Montigny was probably the nephew of another chaplain of St. Benedict, Etienne de Montigny. The father of

Regnier had been an elect in matter of the taxes for Paris and he had married Colette de Canlers, sister to Charles and Jacques de Canlers, both clerks in the Exchequer. The Canlers were a noble family with many high relations. After the death of Regnier's father, his uncle Charles de Canlers took him to his house; and among the friends of the family where he was brought up, we find Pierre de Saint-Amand, Jean de Blaru, and Jehan le Cornu, who are all connected with the Treasury, and who also played an important part in the life of Villon, as their names occur in the Little Testament in 1456. Young Villon came to know all these masters of the Treasury, the Exchequer and the Taxes, in the house of Charles de Canlers. And the mention of clerk's clerk as Robin Trascaille (the true name of Robin Trousecaille) or Pierre Baubignon (authentic spelling of Bobignon) points to the fact that he started in life as a clerk's clerk to the Treasury. We know that in particular Pierre de Saint-Amand employed a number of young clerks; and Villon had a grudge against his wife, an old woman who, as he says, treated him « as a beggar ». So we may fairly admit that Villon was for a time a clerk of master Pierre de Saint-Amand.

This accounts for the knowledge he had of many a wealthy banker of Paris; and also for the hatred he felt for them, poor and despised clerk as he was. In that time where the body is budding with life and the brain aspires to everything, he thought he could be an Alexander, or perhaps conquer Dido, queen of Carthago, for his wife. But he had not a groat in his pocket. And beside him Jehan Marceau or Jehan de Merle or Thibault de Vitry were summing accounts with master Pierre de Saint-Amand and filling full sacks of gold ducats. If he fell into the temptation, surely he was led to it. This connection with the maternal family of Regnier de Montigny explains both the errors of his life and the sarcasms of his book.

When the *Great Testament* came to be read at large, the people found there the expression of their proper wrongs. There was a universal hatred in the latter part of the XVth century

against the surveyors of the King's salt, the collectors of the taxes, and the money-lenders. In a few days the verses of Villon, who abused many of them, were popular. And so the poet who had only put into words the feeling of his own grief achieved at the same time this *summum* of art, that he had also put into words the feeling of the grief of the people.

VIII

DIX LEÇONS SUR FRANÇOIS VILLON ¹

I

Messieurs, avant même d'exposer devant vous l'objet ainsi que le plan de cet enseignement, il me faut rompre l'ordre logique de ma leçon pour rendre hommage aux deux maîtres qui ont inauguré les études villoniennes en France, j'ai nommé Gaston Paris et M. Auguste Longnon. Et il est de toute justice d'ajouter ici un troisième nom, celui du savant directeur de la Bibliothèque royale de La Haye, M. Byvanck.

Notre regretté maître G. Paris écrivait dans la *Revue critique* dès 1867. (*Essai s. le Pet. Testam.*) Moins de dix ans après, M. Longnon commençait à publier, dans la *Romania*, cette magnifique série d'études qui a ouvert la voie non seulement aux recherches sur François Villon, mais à une science encore nouvelle aujourd'hui, l'étude d'un texte littéraire au moyen de documents d'archives.

Peu d'années plus tard, M. Byvanck appliquait aux textes du poète une méthode entièrement différente et purement philologique : il établissait la critique du *Petit Testament* avec une ingéniosité, parfois aventureuse, mais combien féconde et révélatrice !

Dès cette époque, notre cher maître Gaston Paris avait commencé son livre promis à la Collection des *Grands Écrivains*

1. Minute des leçons données, par Marcel Schwob à l'École des Hautes Études sociales, du 15 novembre 1904 au mois de février 1905. On a tenu à ne pas y changer un mot. Les leçons étaient parfois très différentes des minutes qui comportent de longs développements que Marcel Schwob ne donna pas à ses conférences.

français. Mais il était arrêté par un obstacle grave qui l'empêchait de comprendre absolument la psychologie de Villon : quand le poète écrivit le *Grand Testament*, avait-il, ou non, été condamné à mort ? Beaucoup de questions du plus haut intérêt dépendaient, vous le comprenez bien, de la réponse à celle-ci. Mais la principale, celle dont l'obscurité arrêtait tout net l'élan de M. Paris, c'était de savoir si le poète, quand il parla de la mort avec un réalisme si terrible, faisait œuvre de littérature pure ou traduisait en vers les souvenirs personnels de son existence.

J'eus le bonheur alors de trouver la clef du problème. Poursuivant les recherches de M. Longnon, grâce au chemin qu'il avait indiqué et déjà largement frayé, je pus découvrir que cette condamnation est postérieure à la grande œuvre du poète. Il avait été, en parlant de la mort, non son propre biographe, mais l'interprète de l'humanité. Le *Grand Testament* fut publié dans les premiers mois de l'année 1462 ; l'appel au Parlement, qui commua la peine dont François Villon avait été frappé par le prévôt de Paris, Jacques Villiers de l'Isle-Adam, fut tranché le 5 janvier 1463, nouveau style. Dès lors, M. Gaston Paris, aidé de quelques renseignements dont il reconnut la source avec son équité et sa bienveillance accoutumées, put achever son étude sur l'œuvre et sur l'homme et apporter au texte, dans un article de la *Romania*, de précieuses et lumineuses contributions.

Vous connaissez tous l'admirable science du maître que la France a perdu, la précision de sa méthode philologique, sa connaissance parfaite de la littérature du quinzième siècle, enfin son don tout particulier de finesse psychologique qui lui permettait souvent, en l'absence de documents, de lire — si j'ose dire — entre les lignes d'un texte, et de « prévoir » la vérité qu'un document postérieur venait confirmer. Et, de cela, je pourrai, au courant de ces leçons, donner mainte preuve.

M. Byvanck, ainsi que je l'ai dit, apportait, lui, une prodigieuse érudition de tous les mss. du quinzième siècle des biblio-

thèques de France; un grand arsenal de mots rares et singuliers de cette époque, et une préparation, précieuse pour le sujet, à des travaux sur les langues secrètes des peuples de langue romane au quinzième et au seizième siècle. Joignez à cela une sérieuse méthode de critique philologique, un bonheur de découverte dans les textes qui lui a permis de restituer à Villon deux ballades connues, mais jusqu'alors anonymes, et vous jugerez de quel intérêt devait être, pour la science, ses travaux sur le *Petit Testament*.

J'ai hâte d'en venir aux belles études de M. Longnon; car c'est d'elles que nos leçons doivent partir comme point initial. M. Longnon eut l'idée de vérifier, au moyen des nombreux documents d'archives qui subsistent pour le quinzième siècle, si les personnages dont Villon nous a laissé des portraits si frappants avaient existé ou non. Il eut le bonheur — et la science — d'être récompensé de ses recherches dès les premiers pas. Et les résultats de ses premières études furent publiés dans cet *Essai biographique sur F. Villon* qui est le livre de chevet de tous ceux qui prétendent au titre, diraient les Anglais, de *Villonian scholar*. Nous aurons bien souvent à y revenir. Retenez seulement ceci, qui est le point d'ordre où je désirais venir : M. Longnon appliqua le premier, méthodiquement, au texte de Villon, le procédé de confirmation par des documents d'archives. Des travaux analogues avaient pu exister jusqu'alors; à coup sûr, les monographies établies sur de tels documents sont nombreuses et l'un des plus beaux exemples en restera toujours le Rodrigue de Villandrado de J. Quicherat. Mais je ne vois guère que le Catulle de Rudolf Westphal où cette méthode ait été appliquée aussi strictement à l'œuvre d'un poète; et ce Catulle est un livre aventureux et imparfait, quoique bien intéressant, justement parce qu'il n'y a pas, sauf quelques monuments épigraphiques, de matériaux historiques applicables à ce texte, si l'on en excepte la correspondance de Cicéron, depuis l'antiquité passée de document au rang d'œuvre littéraire.

Et c'est justement à cette méthode d'application des documents

d'archives à un texte littéraire, que je voudrais consacrer cette leçon d'ouverture, après avoir toutefois examiné avec vous, Messieurs, l'objet et la portée générale de l'enseignement que vous voulez bien suivre.

Les leçons que je me propose de vous faire ont été groupées ainsi :

La Société et la Poésie au XV^e siècle.

Il convient d'expliquer le titre *général* de cet enseignement.

Qu'est-ce que la *poésie*?

Au sens le plus large ποιήμα, *œuvre*.

Œuvres d'un ποιήτης, individu — opposé à la société générale. Créateur — en face de la matière — *organisateur*.

Organisateur *rythmique*. Le rythme et l'ordre. Dans quel but?

Simple jeu, comme le rythme, la musique? Alors c'est une manifestation individuelle dont l'apogée est le lyrisme personnel : Sapho, Catulle, Villon, Baudelaire, Verlaine.

Ou l'expansion des sentiments de l'individu a-t-elle un objet?

Alors il faut que l'individu (et c'est toujours le cas quand c'est un grand poète) éprouve ce qu'autrui éprouve et fasse retrouver à autrui, en lui-même, leurs propres sentiments.

A ce point de vue là même, par la généralité des sentiments exprimés et par l'appréciation de ces sentiments présentée à la Société, la poésie est entièrement lyrique, est *même plus* qu'un épiphénomène social.

Mais, dans le temps dont il s'agit, la poésie individuelle est rare. Rareté de l'expression de sentiments *individuels* au moyen âge, du *moi* développé littérairement.

Salimbene, Joinville, Rutebeuf, Minnesinger allemands? Jacopone da Todi [Dante, Chaucer], Pétrarque, Froissart, Villon [Commines?]

Philippe de Vigneulles, Thomas et Félix Platter, Cardan, Rabelais?

MONTAIGNE. — Développement de l'individualité.

Villon en son temps est une anomalie à ce point de vue.

Donc la poésie au quinzième siècle est rarement l'expression lyrique pure de sentiments individuels.

Elle a donc d'autres objets.

Or, la poésie peut être didactique, tragique, comique, satirique. Ici elle est plus particulièrement satirique.

C'est-à-dire qu'elle est en son essence un phénomène social à un double point de vue :

Produite par un état social,

Destinée à réagir sur l'état social.

Le Grand Testament. Histoire sommaire du texte — de 1489 à Longnon et Wurzbach.

Prouvons maintenant, en laissant de côté provisoirement toutes les œuvres contemporaines auxquelles cette définition convient, telles que le *Champion des Dames*, les *Vigiles* de Martial d'Auvergne, la *Grant Diablerie*, prouvons, et c'est là une thèse nouvelle, que le *Grand Testament* est une satire à la fois personnelle et générale, c'est-à-dire un pamphlet.

Identification des personnages et sa base nouvelle. (Texte de René de Montigny.) — Milieu où a été élevé Villon. Personnages du *Petit Testament* (1456) qu'on retrouve dans le *Grand*. Le Trésor, les Notaires du roi, la Chambre des comptes, les Conseillers généraux des finances. — P. de Saint-Amand (Ch. de Canlers), Montigny, J. de Blaru (gendre de Canteleu), Mlle de Bruyères (Gir. de Bruyères) — sa fille épouse Regnault de Thumery, m^e de la monnaie avec Jacques Cœur. — Officiers de finances. Jehan de Bailly (greffier du trésor, fils de Nicaise de Bailly), Jehan Raguier, fermier des péages.

Administration du trésor. Robin Turgis, messenger du trésor, André Couraud, conseiller sur le fait de la justice du trésor, etc. J. de Blaru (gendre de Canteleu).

Comptes. Notaires et secrétaires du roi. Collège des secrétaires : Bailly. — Mlle de Bruyères (Girart de Bruyères), Isabelle épouse Regnault de Thumery, m^e de la monnaie avant Jacques Cœur ; Raguier, trésorier des guerres. Famille Raguier.

Hémon Raguier, trésorier d'Isabeau de Bavière; Thibault de Vitry; Guillaume Cotin (g^{al} des aides, échiquier de Normandie), Jehan de Marle, contrôleur des finances; Jehan Marceau, Nicolas Laurens. Gossouin, grenier à sel de Vernon (pens. d'Ambroise de Loré), etc.

Identifications accessoires (groupes exposés la prochaine fois), *méthode* applicable spécialement à Villon.

Tout cela — ou la plupart — sont des attaques. Pourquoi? (prudence, noms supprimés, publication en 1489). Raisons personnelles d'argent demandé : duc de Bourbon, René d'Anjou.

Pierre de Brezé (le sénéchal). Inférence du don des ballades. (Robert d'Estouteville, Mlle de Bruyères).

Perdrier, langues envieuses (cf. texte d'E. Deschamps). M^o Jeh. Cotart. La grosse Margot, *réalité*.

Donc raisons personnelles :

Ici se pose le problème du point de vue auquel il faut considérer l'œuvre :

Subjectif.

Objectif (relativement) pour les contemporains.

Objectif (absolument) pour la postérité et l'influence.

Nous voyons le point de vue subjectif.

Objectivement : 1^o (Revendication de l'homme pauvre, attaque contre les financiers haïs (nombreuses émeutes pour les aides à l'avènement de Louis XI, notamment à Reims, etc.). Grand succès.

Objectivement : 2^o Théorie de M. Brunetière (*Cartés.*). Ce point de vue établit tout de suite : Ph. de Vigneulles. Prévion de Villon à cet égard. Texte d'Eloi d'Amerval. Réputation : note des greffiers sur le registre d'arrêts.

Notre point de vue sera *avant tout* d'abord 1^o et 2^o; et 3^o l'histoire de l'influence et de l'école.

Donc objectivement (relat.), poème de Villon, pamphlet social contre les financiers.

Comment étudier un pamphlétaire?

Les *Pamphlétaires*: Aristophane. Postulat : un pamphlétaire

attaque toutes les personnes en vue. — Méthode Müller-Strübing. — Nous l'appliquerons.

(Un des points question *Balue* (Th. de Vitry, J. Juvénal des Ursins).

Ball. de l'école de Villon.

Méthode générale.

Ce qu'il ne faut pas faire :

1° S'en tenir à un *seul* document. (Ex. : *Espérance* Quicherat.)

2° Ne pas comparer les documents similaires (Sim. Luce, J. Séguin. — Shakespeare.)

3° Ne pas critiquer la source quand elle est de 2° main et même de 1^{re} — lettre de rémission. (Exemple de G. Paris.)

4° Ne pas être *strict* : Jacques Raguier (M. Longnon). Tenir à la 1^{re} identification (Hoppner, Kean).

5° En l'absence de documents intermédiaires, établir une connexion entre des faits non connexes, ou laisser supposer une liaison d'événements séparés en réalité par des intervalles de temps. (fausses séries d'archives : Duguesclin, saignées du duc de Berry.)

6° Guillaume Gueuldry et *mea culpa*¹.

II

Je vous ai exposé la dernière fois comment le *Grand Testament* de François Villon devait être considéré comme un phénomène social, et cela à un double point de vue :

1° L'œuvre imaginée sous l'influence d'un état social ;

2° L'œuvre destinée à réagir sur cet état social.

Avant d'aller plus loin, c'est-à-dire de démontrer sommairement cette thèse, qui est nouvelle, ne faut-il pas m'excuser si je vous fais éprouver, Mesdames et Messieurs, un peu de déception :

1. *Rayé* : 5° Mon erreur sur Guillaume Gueuldry qui se rattache à la première.

Je vous ai dit que l'œuvre de notre poète se différenciait de toutes celles de son époque par son accent de lyrisme personnel, que l'individualisme s'y manifestait de la façon la plus précoce et la plus anormale ; et malgré les exemples analogues que j'ai recherchés avec vous depuis le douzième siècle jusqu'au seizième, je n'ai pu m'empêcher d'insister sur la profonde originalité de notre poète qui a pris sa propre âme comme sujet de son poème.

Vous attendiez donc peut-être, et le nom et la légende de François Villon vous permettaient d'attendre dès le début de cet enseignement un portrait du poète, sa psychologie, sa biographie, les détails pittoresques de sa vie si accidentée.

Hélas, je suis obligé de convier mon auditoire là-dessus à un peu de patience. Nous y viendrons, au courant de l'explication du texte ; j'espère même que je réussirai à fixer pour vous beaucoup de traits jusqu'ici bien indécis et très obscurs du caractère d'un homme dont l'existence a tout le charme et le mystère d'un roman tragique, dont l'âme à la fois complexe et simple, religieuse et athée, ne peut laisser indifférents tous ceux qu'intéresserait au même titre un Pascal, un Baudelaire, ou un Verlaine.

Toutefois, c'est par une voie indirecte qui nous parviendrons à ce sujet si attrayant, une voie un peu aride, sans doute, mais le long de laquelle nous étudierons, chemin faisant, beaucoup d'autres hommes, beaucoup d'autres idées qui nous permettront de mieux comprendre et la vie de notre auteur et la qualité de son génie.

Car, en définitive, c'est l'œuvre que je me suis proposé d'examiner avec vous, l'œuvre et sa portée, avant tout ; c'est ensuite seulement que nous parlerons de François Villon lui-même, et de l'histoire de sa vie.

Revenons donc au *Grand Testament*, et reprenons sommairement les conclusions que je vous esquissais à la fin de ma leçon précédente.

Le *Grand Testament* est un pamphlet dirigé contre les riches.

Toutes nos études auront pour but d'étudier les personnages qui sont nommés dans le poème. Je dois donc vous prier d'ac-

cepter provisoirement cette conclusion, comme un *postulat*, ou presque. Mais je vais vous montrer comment on peut le démontrer.

Deux poèmes de Villon. I.e *Petit Testament* (1456). — Lais. — *Le Grand Testament* (1461).

Origines du titre. Origines du testament burlesque. *Testamentum Porcelli* du quatrième siècle. (Texte ap. Buecheler, Pétrone.)

Intermédiaires certains :

En Espagne. Testament de l'Archidiacre de Toro. (2^e moitié du quatorzième siècle.) Assez analogue, mi-burlesque, mi-sérieux. (Cancionero de Baena, éd. Francisque-Michel. II, p. 9).

En Angleterre. William Langland, *Vision of Piers Plowman*, 1370. Avant de partir pour son pèlerinage, Piers Plowman fait son testament :

The chirche schal have my caroyne and kepe my bones
For of my corn and catel he craveth the tythe.

(Ed. Skeat. Jusserand.)

Testament et Codicille de Jean de Meung. Clopinel. Villon le connaissait : fausse citation.

Eustache Deschamps. (Importance d'Eustache Deschamps comme précurseur. *Un vieil prebstre dessus un vieil cheval*. — Ballade des langues envieuses.)

Lectres envoyées par E. D. lui estant malade et la manière de son testament par esbatement. Le poète laisse :

à mon curé

Ma pucelle quand je mourré.
Je laisse aux ordres mandiens
Mon grant escrin où il n'a riens,
Excepté le bois et le fer,
Car ils gectent les gens d'enfer
Et font aler en purgatoire
Dès leur vivant qui les veult croire.

Item je laisse à l'ordre grise
 Ma viez braie et ma viez chemise.
 Et s'ay laissé pareillement
 Au Roy, le Louvre et le Palays,
 Et la Tour du bois : c'est beau lays.

Les Fortune et adversités de Jehan Régnier, escuier, seigneur de Guerchy et bailli d'Auxerre, publiées chez Jehan de la Garde (*brûlé*) 1526. — Régnier, mort vers 1462 (cit. pour Al. Chartier). Villon le connaît à cause d'Auxerre. Rapports.

Le Prisonnier Desconforté. Bib. nat. 19 965. Ball. des proverbes.

Imitations postérieures : Testament de Tastevin, roi des Pions, du chevalier de la Barre, de Fin Ruby, etc., Testament de la guerre.

J. MOLINET.

Préfér. de Villon pour le titre *Lais* (jeu de mots) : Le *lai* de paix, Alain Chartier. Le *lai* de guerre. P. de NESSON (importance de Nesson).

Forme littéraire transformée par Villon en réalité. Procédé constant : Belle Heaulmière (Roman de la Rose). — Grosse Margot (sotte chanson). — Langues envieuses (Eust. Deschamps).

III

(Rectification pour des *Barres*)

Messieurs, je vous ai parlé à la fin de la leçon dernière, du réalisme particulier de notre poète ; je vous ai dit, qu'empruntant souvent à ses devanciers et les idées et la forme, il savait en premier lieu transmuier ces idées et cette forme en quelque chose de supérieur, grâce au pouvoir de son génie et de son talent poétique, mais, qu'en second lieu, son accent si particulier, sa puissance si sensible, provenaient de ce que la *matière* de son poème était de la réalité ; qu'il nous ouvrait avec sincérité son âme et que les êtres qui se meuvent dans son œuvre, ne sont pas des

fiction, mais des créatures véritables, qui ont toutes existé, et dont nous étudierons ensemble l'histoire.

A M. Longnon revient l'honneur d'avoir brillamment démontré cette vérité.

Pour l'œuvre de Villon, la tâche était relativement aisée : il n'y avait pas à trouver de clef. Presque partout (nous verrons qu'il y a un petit nombre d'exceptions), les noms sont réels, les faits énoncés très précis et très topiques. C'est de l'histoire souvent, de l'histoire parisienne intime le plus souvent, et Marot s'en plaignait, — parfois aussi quand Villon parle de Claquin le bon Breton ou de Jeanne la bonne Lorraine de cette histoire générale qui nous intéresse et nous émeut tous par les attaches mêmes que nous avons avec nos ancêtres.

Mais je voudrais faire remarquer ici — et en préjuger l'utilité des quelques règles de travail que nous allons tâcher de fixer pour vous — que c'est une vérité universelle pour toutes les œuvres dignes de ce nom qu'elles ont été suggérées par la nature, par la vie, par la réalité. Il n'y a pas de grande création poétique, si dégagée puisse-t-elle paraître des contingences, pour peu qu'elle exerce sur nous un pouvoir d'attrait ou d'émotion, dont la force n'ait été puisée dans l'éternelle source d'énergie qu'est le monde extérieur.

Les œuvres dites « d'imagination » peu à peu viennent se classer parmi les œuvres dites « réalistes ». En ce sens, il n'y a pas de vraie distinction entre elles. Et *Séraphita* ou la *Recherche de l'absolu* sont des livres aussi documentés si on veut que *l'Assommoir* ou *Germinal*. Pour Balzac de jour en jour nos connaissances grandissent : le père *Goriot*, le père *Grandet*, Bixiou, Rastignac, Claude Vignon, etc. (Les documents, les m^les de Maufrigneuse.)

Pour *Mme Bovary* la preuve est faite depuis longtemps.

Tout récemment, le *Roman comique* de Scarron.

Identification de *Gargantua* par M. Lefranc.

Enfin Shakespeare lui-même. Lumière nouvelle. Points de vue nouveaux : raisons de succès et d'actualité du *Marchand*

de Venise. Sidney Lee. Hamlet et Elsenieur (*Athenaeum*). Nouvelle signification des comédiens : portée particulière, puis générale. Je m'étends là-dessus, c'est justement le cas du *Grand Testament*.

Il est donc indispensable d'apprendre à étudier ces textes littéraires à l'aide de documents.

Avant d'aborder la question de méthode, je voudrais démontrer le point auquel j'avais abouti dans ma dernière leçon ? Le *Grand Testament* de Villon est calqué sur les formules des testaments réels :

Collection de testaments du fonds Moreau publiés par M. Tuetey, premiers du quinzième siècle. (*Documents inédits*) Voir aussi le testament de Jehan Flastrier *ap.* Longnon.

Véracité du *Petit Testament*. Inventaire des biens d'un écolier.

Il fait un testament réel : plus tard nous comparerons.

Ordre suivi : corps, âme, père, mère, amis, exécuteurs, barbiers, hôpitaux, notaires, etc.

Il y a donc lieu de se préoccuper de : 1° de la réalité des personnages (M. Longnon), aussi de l'ordre où ils sont nommés, qui ne saurait être arbitraire. Notons ce point. M. L., l'avait déjà remarqué, mais pour Villon, nous le verrons, cet ordre a une importance qui arrive jusqu'à une véritable méthode d'investigation.

A cause de cette conformité identification de Jehan de Calais. (Note de M. Longnon sur J. de Calais et Reg. du Châtelet.)

IDENTIFICATION DES PERSONNAGES DU PETIT TESTAMENT. En 1456, Villon a vingt-cinq ans. Ceux qu'il nomme, s'ils sont jeunes, sont des amis d'enfance : *Montigny*. — REG. CLAIRAMBAULT 763, 4, 5.

Importance de Regnier de Montigny, fils d'un officier royal, panetier du roi Charles VI, Jehan de Montigny : 1° Colette de Vauboulon, Regnier et Marguerite, Colette de Canlers. Education de Montigny. — Ythier Marchant, fils d'Aymery Marchant, conseiller général de la justice des aides, — Jehanne Marchant

(Marie Claustre ép. B. Claustre) — Jehan le Cornu. — P. de Saint-Amand, receveur du roi sous la domination anglaise, sa femme Jehanne Cochereau. (Clercs Jaquet de Canlers, etc.)

IV

Reproches d'un chartiste : leçons sans concessions au public, froides, nues. — Raisons de ceci : étude d'un texte avec documents. Aujourd'hui, concessions apparentes et digressions (exemples pour la méthode).

Messieurs, en vous exposant, à la fin de la dernière leçon, l'importance des copies de Du Fourny (Clairambault 763, 4,5), j'ai voulu appeler votre attention sur un document primordial que nous devons consulter à chaque instant pour étudier le personnel du *Grand Testament*, c'est-à-dire une partie notable de la société parisienne entre 1430 et 1480. — Audiences civiles de la prévôté de Paris. — État civil du quinzième siècle.

Là, nous retrouverons les personnages du *Grand Testament*, leur âge, la date de leur mort, leurs alliances.

Base des identifications. René de Montigny.

V

Mesdames, Messieurs, dans la dernière leçon, j'ai établi devant vous que le *Grand Testament* était un pamphlet dirigé contre les riches, et en particulier contre un certain nombre de financiers. Il appartiendra à notre travail futur de distinguer dans ce poème très complexe, cette part de satire sociale de l'expression lyrique des sentiments de notre poète. Mais, en réalité, cette distinction n'est pas organique : c'est-à-dire que les attaques contre les riches, qu'elle qu'ait pu être leur signification apparente aux yeux du public, n'avaient point d'autres raisons profondes que des motifs personnels. Quand Villon attaque les riches, c'est parce que lui-même est pauvre, et qu'il en

souffre, lui qui se console en songeant que César, Alexandre, Pompée, Scipion, les héros et les demi-dieux ont été poursuivis et maltraités par la fortune — et qu'il devra donc, pauvre François Villon, supporter patiemment et « prendre en gré » ce qu'ont souffert les plus puissants et les plus grands de l'humanité. Quand Villon attaque *certain*s riches, c'est que ceux-là lui avaient été peu gracieux, peu accueillants à ses demandes — qu'ils lui avaient refusé tout service, ou peut-être seulement refusé de renouveler un service déjà rendu. Villon était poète, et n'était guère que cela. Sans doute, il avait sa « nomination » de l'Université, qui, ainsi que je vous l'ai dit, lui permettait d'obtenir la collation d'un bénéfice à simple tonsure, mais cette collation n'eut sans doute jamais lieu. Il lui fallait une pension. Cette pension, nous savons qu'il l'eut un temps de Jean II de Bourbon : la ballade que nous avons examinée ensemble démontre que le duc lui fit des dons, et un passage du *Grand Testament*, que M. G. Paris a su interpréter, ne laisse aucun doute sur le séjour du poète à Moulins, la ville ducale du Bourbonnais où il fut « pourvu du don d'Espérance », c'est-à-dire du duc de Bourbon. (V. Texte.)

Puis nous avons vu comment Villon, sans doute employé à divers travaux par M^r André Courault, dut s'adresser au duc d'Anjou, René, roi de Sicile, et l'accueil qui lui fut fait (Franc Gontier).

Enfin, j'en étais arrivé à une troisième protection qui jusqu'ici n'avait pas été reconnue : Pierre de Brezé, grand sénéchal de Normandie (V. de Viriville). Poète (Ch. d'Orléans). Mort à Montlhéry. Empris. à Loches. (Ch. de Hugues Aubriot en 1381).

VI

Mesdames, Messieurs, au courant de la dernière leçon, nous avons vu par les exemples des deux ballades faites pour le duc de Bourbon et pour René d'Anjou (à travers l'intermédiaire de M^r André Courault) que François Villon, ainsi que les autres

poètes de son temps, tâchait de faire argent par des poésies de circonstance offertes à de riches protecteurs.

Je vous rappelle que nous avons été amenés à étudier ce point en recherchant pour quelles raisons le *Grand Testament* se présente sous la forme d'un pamphlet où les attaques sont dirigées presque exclusivement contre des financiers, soit publics, soit privés. Au cours de l'étude de cette question, nous avons établi qu'il fallait reconnaître dans le sénéchal du h. 157, Pierre de Brezé, sénéchal et maréchal héréditaire de Normandie, à la compagnie duquel appartenait l'ami de Villon, Philippe Bruneau, seigneur de Grigny, et qui dut payer, à la requête de celui-ci, les dettes du poète.

Nous avons vu comment, au moment même de la composition du *Grand Testament*, à la fin de l'année 1461, P. de Brezé était prisonnier à Loches où il subissait la peine de la faveur du roi Charles VII; nous avons vu aussi que Villon le plaisante sur son emprisonnement et lui reproche d'avoir eu la niaiserie de se laisser prendre.

Enfin, nous avons commencé à examiner la ballade adressée par notre poète au prévôt de Paris, à Robert d'Estouteville, et nous avons pu fixer l'allusion contenue au h. qui précède cette ballade, et qui se rapporte à Louis de Bauveau.

Avant d'examiner les autres ballades adressées par Villon pour des raisons semblables, achevons l'examen de cette ballade où il est question de la femme du prévôt de Paris, de Mlle Ambroise de Loré.

VII

Mesdames, Messieurs, dans les deux dernières leçons, j'ai examiné avec vous les ballades enclavées dans le *Grand Testament* et offertes par François Villon à de grands seigneurs ou à des personnages notables de la société parisienne d'alors; nous avons vu que le don représentait soit un remerciement pour une pension vague ou un cadeau d'argent, soit une sollicitation en

vue d'un service analogue, soit encore un acte de vengeance et de ressentiment.

C'est à ce titre évidemment qu'il convient de regarder la ballade dite des *Langues envieuses*, et que nous avons commencé à étudier. Je vous demande la permission d'en reprendre l'examen et je vous rappelle brièvement ce que nous avons dit du destinataire de ce poème, François Perdrier.

Écuyer de cuisine. Documents que nous avons sur eux. Villon et les officiers de bouche.

Ph. Brunel, écuyer de cuisine de *Marguerite d'Ecosse*, puis d'Eléonor; Lubin Raguier, son fils Jacques Raguier et René de Montigny, fils de Jehan, panetiers.

Texte établi par G. Paris.

VIII

Mesdames, Messieurs, la première série de ces leçons a été consacrée à établir ce point de vue, nouveau jusqu'ici, que le *Grand Testament* était un pamphlet social dirigé contre les financiers et les riches personnalités prépondérantes dans la société parisienne au milieu du quinzième siècle. Puis nous avons vu que le poème de François Villon a pris cette forme de pamphlet sous l'influence de motifs personnels au poète, de rancunes particulières et de vengeances dont le mobile, qui n'était autre que l'argent, devait forcément amener comme résultat des attaques immédiatement populaires, puisqu'elles satisfaisaient un public exaspéré par un système de pression financière dont l'apogée précisément se trouve coïncider en 1461-1462 avec la publication de l'œuvre qui nous occupe.

Et enfin nous nous sommes posé le problème suivant :

Quel sera le point de vue le plus intéressant et le plus profitable à nos études auquel nous devons nous placer pour étudier le *Grand Testament*.



En effet, nous avons dit, toute œuvre littéraire peut être examinée à un triple point de vue;

Subjectif;

Objectif (relativement);

Objectif (absolument).

Et je vous rappelle la théorie de M. Brunetière, formulée à propos du cartésianisme.

Or, il se trouve, pour Villon, que le troisième aspect de l'œuvre a été établi par la génération suivante. Et, avant même de choisir entre les deux points qui nous restent, il ne sera pas inutile de vous exposer aussi brièvement que possible l'histoire de ce qu'on peut appeler « l'opinion vulgaire sur le poète François Villon ».

Cette opinion, on peut le dire, a été créée de toutes pièces par le poète François Villon lui-même : il semble l'avoir désirée, comme s'il avait choisi, pour dissimuler son douloureux visage, un masque comique et grotesque. Et vous n'oubliez pas qu'au dix-neuvième siècle, lors de la renaissance de la gloire de notre poète, c'est justement sous le titre de grotesque que Théophile Gautier l'a placé : *Les Grotesques : François Villon* (mémoire du bon folâtre).

IX

Mesdames, Messieurs, avant de commencer la leçon d'aujourd'hui, je veux vous faire part d'une nouvelle qui intéressera sûrement ceux d'entre vous qui sont « villonistes », au sens où il y a des « moliéristes » et des « rabelaisiens ». La direction de la bibliothèque royale de Stockholm a bien voulu mettre à ma disposition, renouvelant ainsi la libéralité témoignée jadis à MM. Longnon et Byvanck, le n° LIII du f^o français, le fameux « ms. de Stockholm ». — Permettez-moi d'attirer en quelques mots votre attention sur l'intérêt de ce ms. et de vous en exposer sommairement l'histoire¹.

1. Cf. l'introduction à la reproduction fac-simile publiée en 1905 à la librairie Champion.

La reine Christine (à son v. en France), morte à Rome le 19 avril 1689, à soixante-trois ans. Lègue au Vatican : mais quelques mss. demeurés à Stockholm. F^{de} de la reine Chr. (M. Langlois).

Claude Fauchet, né le 3 juillet 1530, mort fin 1601 à Paris. Guerres de religion en Provence. 1554 en Italie. (Dupuy, Pithou, Scaliger, de Thou.) *Les Antiquités gauloises et françaises*. 1579. *Recueil de l'origine de la langue et poésie françaises... plus les noms et sommaires des œuvres de 127 poètes fr. viv. av^t l'an 1300-1581*. — *Œuvres complètes*, 1610.

Le quatrain. Théorie de M. Longnon. — Le ms. [Sens de *Paris empres Pontoise* — allusion à l'Isle-Adam. — François : *Ce dont me poise*, affaire de Robin Dogis.]

Reprenons maintenant, Mesdames et Messieurs, notre exposition au point où nous l'avons interrompue jeudi dernier.

Trois témoignages, pour ainsi dire contemporains, nous éclairaient sur la réputation de François Villon au moment même où paraissait son œuvre principale : celui de Philippe de Vigneulles, celui d'Eloi d'Amerval, celui du greffier qui fit, en 1484, les extraits dont je vous ai parlé des registres du Conseil.

Importance de Ph. de Vigneulles, etc.

X

Mesdames, Messieurs, puisque aussi bien j'ai rompu le cours de cette exposition de nos études pour vous parler du ms. LIII de la Bibliothèque royale de Stockholm, je vous demanderai la permission de ne pas quitter le sujet avant d'avoir attiré votre attention sur un des points capitaux pour la biographie de François Villon et que ce ms. contribue à éclairer.

Et d'abord, achevons l'histoire du ms. LIII. Je vous ai dit qu'il avait appartenu au président Fauchet; je ne vous ai pas dit comment il se trouvait appartenir aujourd'hui à la Bibliothèque royale de Stockholm.

Partie du fonds de la reine Christine (voyage en France 1652.

Ménage. Coll. Pétau — morte à Rome, 19 août 1689 à soixante-trois ans. Lègue au Vatican : fonds de la reine Christine étudié par Langlois ; quelques mss. restés à Stockholm.)

La question que fit Villon au *clerc du guichet* : Etienne Garnier (Longnon). — Dossier Garnier — Geôliers, Règlement, Geôlage à la fin du quatorzième siècle. Noms des prisons : le parler latin, dessous la ceinture, le moine, etc. — Registre d'écrou de 1488. — Démêlés des geôliers au quinzième siècle — Jeux de paume au Palais (Villon).

IX

DEUX NOTES ¹

LA GROSSE MARGOT

« M. Longnon pensait que c'était une enseigne « tres douce face et pourtraicture ». Ce fut en réalité une personne. Sa maison se trouvait dans le cloître Notre-Dame. Sa concurrente était la grosse Catho. Sa maison fut souvent l'occasion de rixes et de meurtres. Une autre femme était Marion la Dentue, dite l'Idole, femme de Marion le Dentu (doc. de l'officialité de Paris). Villon dut se trouver dans la position fausse de Colin Dentu. La ballade peut donc correspondre à un remerciement ou à une raillerie. »

LA BELLE HEAULMIÈRE

« Dans la belle Heaulmière, le lieu commun, le portrait de la vieille est textuellement tiré du *Roman de la Rose*. Mais loin d'être une fantaisie, la belle Heaulmière fut une personne réelle, marchande des Galeries du Palais, où de jolies filles, la belle Chaperonnière, la belle Bourcière, achalandaient les magasins à la mode. La belle Heaulmière fut célèbre au quinzième siècle. Maîtresse du boiteux d'Orgemont, elle est dite en 1438 « belle armurière. »

1. Recueillies aux conférences des Hautes Études sociales faites au mois de novembre 1904.

TABLE DES MATIÈRES

FRANÇOIS VILLON ET SON TEMPS

1431-1463 (?)

CHAPITRE I ^{er} . — La Communauté de Saint-Benoît-le-Bien-Tourné.	I
— II. — Premières années de François Villon. . . .	33

NOTICES DIVERSES

RÉDIGÉES PAR MARCEL SCHWOB

I. — Les Coquillars et François Villon.	65
II. — François Villon et les Compagnons de la Coquille . .	79
III. — Une œuvre perdue de François Villon.	87
IV. — Deux légataires de Villon : Guillaume Cotin et Thibault de Vitry	95
V. — Conséquences du vol au collège de Navarre.	109
VI. — Date de la condamnation à mort de Villon.	117
VII. — [Le sens du « Grand Testament »].	125
VIII. — Dix leçons sur François Villon	131
IX. — Deux notes : La Grosse Margot ; La Belle Heaulmière. .	151

Imprimerie de J. Dumoulin, à Paris. — 41^e l. 12.

